

Rapport d'activités

2015



Présenté au Conseil d'Administration du 26 mai 2016 et à l'Assemblée Générale du 20 juin 2016

**SOLIDARITÉ  
SOCIALISTE**

Solidarité Socialiste – F.C.&D. asbl  
Rue Coernaets 68 – 1060 Bruxelles  
T : 32 (2) 505.40.70 / F : 32 (2) 512.88.16  
[www.solsoc.be](http://www.solsoc.be) / [fcd@solsoc.be](mailto:fcd@solsoc.be)



## Table des matières

1. Evolution du contexte de la coopération .....	5
2. Lignes de force du programme 2014-2016 en 2015 .....	9
3. Le programme de Solidarité Socialiste : synthèses des résultats pour chaque pays en 2015 .....	15
a. Objectif Spécifique Nord OSN1 Belgique : Renforcement des capacités du plaidoyer des organisations de l'action commune socialiste sur les enjeux Nord Sud liés à la démocratie et au respect des droits économiques et sociaux .....	15
b. Objectif Spécifique Sud OSS010 Bolivie : Renforcement des capacités d'acteurs locaux pour l'implémentation de modèles d'économie sociale communautaire en Bolivie .....	18
c. Objectif Spécifique Sud OSS020 Burkina Faso - Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux au Burkina Faso.....	21
d. Objectif Spécifique Sud OSS030 Burundi : Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux au Burundi .....	24
e. Objectif Spécifique Sud OSSO40-41 Colombie : Renforcement des capacités des acteurs pour une économie solidaire et la construction d'une vie digne. et OSSO41 : Renforcement des capacités des acteurs pour le droit à la Terre et à la vie en Colombie .....	27
f. Objectif Spécifique Sud OSS050 République Démocratique du Congo : Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux en RD du Congo .....	30
g. Objectif Spécifique Sud OSS060 Guinée Bissau : Renforcement des capacités d'acteurs pour la construction d'un mouvement d'Économie Sociale et Solidaire en Guinée Bissau.....	33
h. Objectif Spécifique Sud OSSO70 Maroc : Renforcement des capacités d'acteurs collectifs porteurs de changement social dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la démocratie au Maroc.	36
i. Objectif Spécifique Sud OS080 Palestine : Renforcement des capacités des jeunes pour la création d'un mouvement social qui défend l'égalité, la liberté, les droits humains et la justice sociale, politique et économique en Palestine.....	39
j. Objectif Spécifique Sud OSS090 Sénégal : Renforcement des capacités d'acteurs de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale pour le développement d'une couverture maladie universelle effective et d'une agriculture familiale durable au Sénégal.....	42
4. Objectif Spécifique Sud OSS100 Programme International : Renforcement des échanges, des collaborations et des synergies au niveau international en vue d'améliorer les compétences et les capacités de plaidoyer des partenaires associés et limitrophes .....	45
5. Les mandats de Solidarité Socialiste en 2015.....	48
6. La communication de Solidarité Socialiste .....	49
a. Publications .....	49
b. le Croco .....	49
c. Communiqués de Presse .....	50

d.	Le site : <a href="http://www.solsoc.be">www.solsoc.be</a> .....	50
e.	Les réseaux sociaux .....	51
f.	Web-documentaire .....	51
g.	Solidarité Socialiste dans la presse .....	51
7.	La mobilisation et la récolte de fonds .....	52
a.	Visibilité de Solidarité Socialiste .....	52
b.	Récolte de fonds – donateurs individuels .....	52
c.	Perspectives d’actions à cinq ans .....	53
d.	Les donateurs du mouvement socialiste .....	54
e.	Campagne 11.11.11 .....	55
f.	La fondation Solidaris international .....	55
g.	Relation avec les bailleurs publics .....	56
i.	La DGD .....	57
ii.	Les entités fédérées .....	60
iii.	Les provinces, les villes et les communes .....	62
iv.	La Loterie Nationale .....	62
8.	L’organisation interne .....	63
a.	Le personnel .....	64
b.	La coordination interne et procédure de décision .....	65
c.	La gestion comptable et financière .....	66
d.	La gestion du personnel .....	67
9.	Le fonctionnement des instances .....	70
10.	Liste des acronymes .....	71



# 1. Evolution du contexte de la coopération

## Un contexte national et international douloureux

Au plan international, 2015 a été marquée par le conflit syrien et les attentats récurrents perpétrés par l'Etat Islamique, avec pour effet collatéral l'afflux de réfugiés, principalement syriens, mais aussi africains, fuyant la guerre avec l'espoir fragile, et souvent avorté, d'une vie meilleure en Europe. Chez nous, les attentats de novembre 2015 à Paris ont eu de fortes répercussions politiques et psychologiques sur la population belge. En cette fin d'année 2015 le déploiement de mesures sécuritaires des Etats membres, que ce soit aux frontières de l'Europe ou en Belgique, ont eu pour effet un regain de xénophobie, d'islamophobie et de peur de l'autre, en soi peu propices au discours humaniste des ONG. Heureusement ce contexte a aussi permis de constater qu'une grande part de la population belge est, elle, encore prête à se mobiliser pour la solidarité. Ce cadre global a bien évidemment eu des impacts sur les politiques intérieures et extérieures des pays européens et, dans une certaine mesure, sur les coopérations.

En Belgique, 2015 a vu émerger un fort mouvement de contestation contre les mesures budgétaires imposées par la nouvelle coalition gouvernementale dans le cadre des politiques d'austérité. La pression des acteurs sociaux, notamment des syndicats s'est traduite par des grèves et des manifestations de grande ampleur contre le programme économique et social du gouvernement. En Belgique, Solidarité Socialiste et ses partenaires de l'Action commune se sont fortement impliqués dans la préparation de la campagne « Protection sociale pour tous » lancée en 2015 par un ensemble de mouvements sociaux et d'ONG. La promotion de la **protection sociale** au Sud, notamment les mutuelles de santé et l'Assurance Maladie Universelle, a également fait l'objet d'une collaboration renforcée avec les partenaires mutuellistes et syndicaux de Solidarité Socialiste. Parallèlement, de nouvelles synergies se mettaient en place au travers de l'exercice des Analyses Contextuelles Communes (ACC), processus mis en œuvre dans le cadre des nouvelles dispositions légales, qui encourage les complémentarités.

## Contexte de l'APD au plan mondial européen et belge<sup>1</sup>

En 2015, le contexte international a été marqué par la stagnation de l'aide, des avancées timides en matière de lutte contre l'évasion fiscale internationale, le Sommet de New York sur l'égalité de genre, et celui d'Addis Abeba sur le financement du développement (juillet 2015), ainsi que la préparation des Sommets de New York sur les Objectifs de développement durable (septembre 2015) et de Paris sur les changements climatiques (COP- décembre 2015). Enfin, l'année 2015 est celle du bilan des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et de leur remplacement par les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD). Ces nouveaux objectifs abordent des domaines beaucoup plus larges que les OMD, tels que l'industrialisation, les modes de production et de consommation, les inégalités ou encore la justice. Ces ODD seront par ailleurs universels, c'est-à-dire qu'ils sont censés être atteints pour tous les États membres de l'ONU en 2030, et plus par les seuls pays en développement. Déclinés en 17 objectifs et 169 cibles, ils nécessiteront d'être adaptés dans des plans d'action nationaux et d'être évalués par un secrétariat doté d'un mandat politique suffisamment ambitieux.

---

<sup>1</sup> Source : CNCD : Rapport 2015 sur l'aide belge au développement – Des Objectifs du millénaire au Objectifs de développement durable.

## **A. Quantité de l'Aide**

En 2015, les politiques d'austérité continuent à affecter aussi les budgets de l'aide publique au développement (APD). Les volumes d'aide au développement ont stagné entre 2013 et 2014, que ce soit au niveau belge, européen ou mondial ; par conséquent, l'engagement des pays donateurs d'atteindre 0,7% de leur revenu national brut (RNB) en 2015 a été largement hors d'atteinte. Au niveau mondial, l'aide totale des pays donateurs de l'OCDE a plafonné à 135 milliards de dollars, soit seulement 0,29% de leur RNB (contre 0,30% en 2013). Plus préoccupant encore est le fait que l'aide destinée aux pays les plus pauvres a baissé de 16% en termes réels. En 2015 l'APD ne représente plus que 15 %<sup>2</sup> des flux allant aux pays en voie de développement et on constate une diminution de l'aide mondiale vers les pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne. Les pays de l'OCDE ont entamé un processus de « modernisation » de l'aide, tandis que les pays émergents l'envisagent plutôt en tant que catalyseur de commerce et d'investissement visant le développement économique, plutôt que comme un flux susceptible de réduire les inégalités.

Au niveau européen : Les 19 pays européens membres de l'OCDE voient également leur aide stagner à 0,42%, soit le même niveau qu'en 2013. Seuls cinq pays donateurs de l'OCDE atteignent l'objectif de 0,7% en 2014 : le Danemark, le Luxembourg, la Suède, la Norvège et le Royaume-Uni.

Au niveau belge : L'aide stagne elle aussi à 0,45% du RNB, après plusieurs années de baisses successives depuis 2010, lorsque l'aide belge représentait encore 0,64% du RNB. Cette stagnation de l'aide belge est d'autant plus préoccupante que le Gouvernement belge a décidé de coupes budgétaires allant de 150 millions d'euros dès 2015 à 279 millions d'euros en 2019, soit une moyenne de 216 millions d'euros par an entre 2015 et 2019, ce qui fera baisser le niveau de l'aide belge sous la barre des 0,4% du RNB. L'aide belge reste concentrée dans les pays les plus pauvres, puisque 73% de celle-ci leur est destinée. La Belgique continue à soutenir fortement la région des Grands Lacs et plus particulièrement la République démocratique du Congo (RDC).

### **Autres éléments contextuels ayant des impacts sur le volume et la qualité de l'aide**

- Les politiques d'austérité en œuvre dans les pays européens les plus frappés par la crise, notamment l'Espagne et le Portugal, ont quasiment réduit à néant la coopération avec les anciens partenaires africains ou latino-américains. Par ailleurs, certains bailleurs occidentaux recentrent leurs priorités d'aide au développement ou humanitaire vers les pays européens. Le paysage de l'aide se trouve donc à un moment de complet bouleversement.

- Les conflits au Proche et Moyen Orient, ainsi que la pauvreté ou la famine en Afrique subsaharienne ont provoqué un afflux exceptionnel de réfugiés transitant par les pays du Sud de l'Europe, déjà fortement touchés par la crise économique. Cette situation est susceptible elle aussi de réorienter les objectifs et/ou les flux financiers destinés à l'aide.

- La lutte contre le terrorisme et l'Etat Islamique

Après les attentats en série qui ont touché toute une série de pays, y compris européens, les pays occidentaux se retrouvent à nouveau dans un état d'esprit proche de celui post 11 septembre, débloquant des budgets conséquents pour la défense et renforçant des politiques sécuritaires internes et à leurs frontières aux dépens de certains principes de la démocratie. Les relations politiques, commerciales et diplomatiques s'en trouvent évidemment impactées ; On peut s'attendre, logiquement, que les politiques de coopération, directement ou non, le soient également.

---

<sup>2</sup> CNCD 11.11.11.Document préparatoire des assises de la coopération 2015

## **B. Qualité et Efficacité de l'aide et évolution politique de la vision de la coopération belge**

L'arrivée d'une nouvelle coalition gouvernementale et d'un nouveau ministre a entraîné plusieurs évolutions politiques. D'une part, le nombre de pays partenaires de la coopération gouvernementale belge est passé de 18 à 14 pays – tous des pays africains et des pays moins avancés (à l'exception de la Palestine et du Maroc). Le processus de concentration dans les pays les plus pauvres et les États fragiles est donc renforcé. D'autre part, la Belgique conditionne son aide au respect de critères de « bonne gouvernance », ce qui a abouti en 2015 à la suspension de l'aide au Rwanda, à l'Ouganda et au Burundi. Cette sélectivité démocratique de l'aide belge est une nouvelle orientation politique qui poursuit des objectifs louables mais doit être utilisée avec prudence, tant les problèmes de gouvernance sont récurrents dans les États fragiles que sont la plupart des pays partenaires de la Belgique.

### **Cohérence des politiques en faveur du développement (CPD)**

Le nouveau dispositif institutionnel adopté par le Gouvernement précédent s'est progressivement mis en place : les analyses d'impact des politiques belges dans les pays en développement, l'instauration d'une Commission interdépartementale et la mise en place d'un Conseil consultatif de la société civile. Toutefois, une Conférence interministérielle sur la CPD n'a toujours pas vu le jour en 2016, ce qui prive les instances mises en place de l'interlocuteur politique dont elles ont besoin – étant donné que les domaines concernés par la CPD dépassent de loin les compétences du seul ministre de la Coopération au développement. Le Ministre Alexander De Croo a prévu une nouvelle réforme de la Loi, qui sera promulguée en 2016. Les objectifs de cohérence des politiques extérieures et de la coopération mis en avant lors de la législation précédente risquent de se voir fortement remis en cause, au vu de la réorientation sensible de la vision politique de la coopération, notamment au bénéfice d'objectifs économiques et commerciaux ou sécuritaires. Cette optique fait craindre la mise en route d'un processus de privatisation de l'aide via la réforme de la CTB, une implication accrue des acteurs privés dans le champ de la coopération belge et une certaine instrumentalisation des acteurs non gouvernementaux, ce qui signifierait également une perte d'autonomie dommageable à la diversité des approches.

### **Les thématiques de travail de solidarité Socialiste en 2015**

L'évolution du contexte, les nouveaux paradigmes de la coopération au développement et l'affirmation d'une vision fondée sur les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels confirment l'analyse à la base du nouveau plan stratégique 2017-2026 de **Solidarité Socialiste** ainsi que **la pertinence des thématiques** déclinées dans le programme 2014-2016 : la démocratie et les droits économiques et sociaux parmi lesquels l'économie sociale et la protection sociale avec la couverture santé universelle comme alternative de développement équitable et solidaire. **Le travail en réseau et en synergie**, fondement de la démarche de Solidarité Socialiste est renforcé dans les pratiques de partenariat, au sein de l'action commune socialiste et plus largement aux travers des plates-formes thématiques.

#### ***Travail Décent et protection sociale***

Comme le souligne le **Rapport sur le développement humain 2015 du PNUD « Le travail au service du développement humain »**, le travail est essentiel au progrès humain : sur les 7,3 milliards de personnes dans le monde, 3,2 milliards ont un emploi, et beaucoup d'autres sont impliquées dans du travail de soins non rémunéré, du travail créatif ou bénévole ainsi que d'autres activités, ou se préparent à devenir de futurs travailleurs. La globalisation rapide, les transitions démographiques et beaucoup d'autres facteurs créent de nouvelles opportunités, mais présentent aussi des risques. Les bénéficiaires de ce nouveau monde du travail sont repartis inégalement, ce qui génère des gagnants et des perdants. Le rapport plaide pour



une notion de travail élargie, qui aille au-delà du cadre de l'emploi, pour faire face à la fois à des défis persistants comme les privations humaines, les inégalités, le manque de durabilité et les inégalités entre les sexes dans le travail rémunéré et non rémunéré – ainsi qu' à des défis émergents – l'érosion des emplois, les écarts de compétences, le changement climatique et autres. Il conclut avec une série de recommandations de politiques publiques sur la manière de renforcer le progrès humain à travers la promotion des droits des travailleurs et un accès élargi à une protection sociale.

**Quelques chiffres parlant:** Sur 4 heures de travail non rémunéré, les femmes en font 3 ; plus de 200 millions de personnes, dont 74 millions de jeunes, sont sans travail, 2 milliards de personnes ont pu sortir d'un faible niveau de développement humain au cours des 25 dernières années ; 7 milliards de personnes sont aujourd'hui abonnées à un service de téléphonie mobile ; 61% des personnes qui travaillent dans le monde n'ont pas de contrat et seulement 27% de la population mondiale bénéficient d'une protection sociale complète.

### ***Economie sociale et solidaire***

En lien direct avec le travail d'accompagnement et de suivi des partenariats Sud, quatre importantes rencontres internationales ont rythmé cette année 2015 pour Solidarité Socialiste: deux rencontres sur l'économie sociale et solidaire ont été organisées avec nos partenaires en Bolivie et au Maroc. Trois ateliers sur le même sujet ont été co-organisés à Tunis à l'occasion du Forum Social Mondial avec le Réseau Tunisien de l'Ecosol. Enfin, un séminaire international réunissant les représentants de 25 organisations partenaires Sud de Solidarité Socialiste a eu lieu en octobre à Bruxelles et a permis à la fois de dresser un bilan collectif sur les avancées du programme et d'envisager les perspectives de travail à plus long terme qu'il s'agisse d'économie sociale et solidaire, ou d'amélioration des outils communs de gestion administrative et financière. L'occasion aussi de multiples échanges avec nos partenaires mutuellistes, syndicaux et plusieurs mandataires PS.

## 2. Lignes de force du programme 2014-2016 en 2015

Le **rapport 2015** du programme de Solidarité Socialiste est composé de **11 chapitres** :

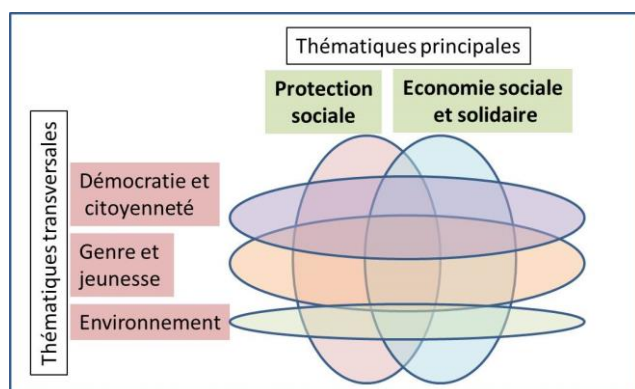
- 9 chapitres "pays" (Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Colombie, RD Congo, Guinée Bissau, Maroc, Palestine, Sénégal)
- 1 chapitre pour l'objectif spécifique international (OSS100) concernant le réseau des partenaires
- 1 chapitre concernant l'action en Belgique

Le **partenariat en réseau** structure des réseaux d'organisations au niveau :

- micro / local : partenaires limitrophes (OCB),
- méso / régional et national : partenaires associés<sup>3</sup> et limitrophes (OCB),
- macro / international : les 24 partenaires associés et Solidarité Socialiste.

**Dans le Sud, les 24 partenaires associés et 285 partenaires limitrophes** (62 mouvements sociaux et réseaux et 223 organisations de la société civile) ont été renforcés pour peser davantage sur les rapports de force en faveur d'un développement basé sur une gestion démocratique et participative de la société. Ceci afin de garantir à tous un accès le plus équitable possible aux droits économiques et sociaux.

Le programme aborde **deux thématiques principales** et **trois thématiques transversales** :



**La protection sociale** est envisagée comme modèle de développement alternatif et solidaire. **4** partenaires associés et **63** partenaires limitrophes (58 mutuelles et 5 Unions) du Burkina Faso, du Sénégal, du Burundi et la RD du Congo ont poursuivi leur stratégie d'extension de l'assurance maladie à travers la structuration des mutuelles de santé et le plaidoyer en faveur de politiques d'assurance maladie universelle. Malgré des contextes politiques difficiles voire de crise comme au Burundi, les

mutuelles se multiplient et affilient de plus en plus de personnes. Elles se renforcent afin d'être des acteurs clés dans la mise en œuvre des dispositifs nationaux d'assurance maladie qu'elles suivent de près. Cette année l'accent a été mis sur la digitalisation des données. L'Union Nationale des Mutualités Socialistes apporte une importante plus-value à l'expertise de Solidarité Socialiste. Le programme MasMut vient compléter les stratégies en se centrant davantage sur le renforcement des plateformes nationales de mutuelles de santé.

**L'économie sociale et solidaire**, intéresse de plus en plus d'acteurs parce qu'elle s'avère être une stratégie puissante de lutte contre les inégalités sociales. Les partenaires de 8 pays ont intégré cette thématique dans leurs stratégies qu'ils adaptent pour accompagner **97** acteurs et/ou porteurs d'initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS) en se référant à des principes sous forme de boussole de ESS élaborée collectivement.

Les collaborations dans la mise en œuvre du programme se sont renforcées avec 2 centrales de la FGTB.

<sup>3</sup> Les partenaires associés sont ceux avec qui SolSoc signe une convention et les partenaires limitrophes sont les OCB ou le public cible

En Guinée Bissau, la collaboration avec la **Centrale Générale** et un appui financier du fonds social de la Chimie (COVALENT) s'inscrit dans la lutte contre la pauvreté via l'économie sociale et solidaire, notamment la préservation de la mangrove, l'utilisation des énergies renouvelables et l'introduction d'alternatives plus durables au niveau des activités productives des coopératives et des familles de producteurs urbains.

En Bolivie et au Burundi, la collaboration avec la **Centrale Horval** et un appui financier du fonds social de l'alimentation ont renforcé des partenaires limitrophes (associations de producteurs, de paysans, d'artisans, de coopératives, d'organisations communautaires, de syndicats) dans leur capacité de mise en réseau et d'action nationale en se centrant sur l'organisation de la défense des droits des travailleurs.

Les thématiques « **démocratie et citoyenneté** », « **genre et jeunesse** » et « **environnement** » sont transversales et se déclinent en stratégies spécifiques liées au contexte et /ou certaines priorités des partenaires comme p.e la structuration de mouvements de jeunes au Maroc et en Palestine, le suivi des politiques publiques « genre et jeunesse » au Maroc, des politiques publiques « loi foncière, loi sur l'environnement et conséquences du nouveau découpage territorial », le suivi des processus électoraux au Burkina Faso, au Maroc, au Burundi et en RDC, le suivi du processus de paix avec les FARC et de la loi sur la restitution des terres aux victimes du conflit en Colombie, la mobilisation face à l'extension de l'occupation illicite des territoires palestiniens et le rapprochement entre Gaza et la Cisjordanie en Palestine, etc...

En matière de droit international, de droits humains et de démocratie, Solidarité Socialiste continue à se focaliser sur la République Démocratique du Congo, la Colombie, et la Palestine. Les préoccupations de nos partenaires, dans ces zones particulièrement sensibles, font l'objet d'un travail de plaidoyer relayé par Solidarité Socialiste vers les décideurs politiques au plan belge et international. En 2015, les thèmes principaux de cette action ont été :

- Pour la **Palestine** : la question des détentions administratives et la campagne Made In Illegality concernant les produits issus des colonies. Le cas d'Itiraf Ramiwi, Directeur de l'ONG Bisan Center, partenaire de Solidarité Socialiste à Ramallah, en détention administrative depuis septembre 2014 a fait l'objet de plusieurs interpellations politiques des ministres en charge des relations extérieures et de la coopération, ainsi que de l'Ambassadeur d'Israël en Belgique. Une mission de l'Action Commune en Israël et dans les territoires occupés a été organisée en juin par Solidarité Socialiste pour sensibiliser ses participants à une série d'enjeux socio-politiques et économiques dans le conflit israélo-palestinien, aux conditions de vie de la population et aux actions menées par la société civile dans les territoires occupés. Comme l'UE le souligne régulièrement sans pour autant prendre de mesures, la poursuite de la colonisation continue à constituer le principal obstacle à la paix..
- Pour la **RDC** : la finalisation et la diffusion d'un outil de sensibilisation sur la protection sociale en lien avec la problématique des minerais des conflits, notamment dans le cadre de la campagne 11.11.11. 2015 : une expo et un web doc documentant la problématique du secteur artisanal minier au Katanga « Sans Terres, sans droits, les creuseurs du Katanga » ont été réalisés en collaboration avec notre partenaire CENADEP. Les processus électoraux en cours dans la région des grands lacs ont évidemment également fait partie des préoccupations de nos partenaires dans cette région et d'un relai d'information vers nos sympathisants et partenaires de l'action commune. Une mission d'information au Burundi et en RDC intégrant deux parlementaires PS actifs sur ces pays est envisagée dans le courant 2016. L'évolution de la situation politique au **Burundi**, outre le fait que bon nombre de ses partenaires internationaux, dont la Belgique, ont décidé de rompre leurs relations avec le pays, a eu de graves répercussions notamment en matière de violation des droits humains. Elle a précarisé le travail des organisations de la société civile, dont les partenaires de Solidarité Socialiste sur le terrain. Relevons cependant un évènement positif dans ce contexte,

c'est l'attribution du Prix de la Fondation Roi Baudouin pour le développement en Afrique, attribué à l'organisation burundaise ADISCO, partenaire de Solidarité Socialiste. Ce prix, remis à son Secrétaire général, Deogratias Nyonkuru début juin 2015 à Bruxelles au cours d'une cérémonie organisée au Palais Royal a apporté une visibilité et une reconnaissance plus que méritée au travail accompli depuis plusieurs années.

- Pour la **Colombie** : la question des accaparements de terres et des violations des droits humains en lien avec la ratification de traités commerciaux entre l'UE et la Colombie. Ici aussi une série d'interpellations ont été organisées au plan belge et européen en collaboration avec deux plateformes intégrées par Solidarité Socialiste, à savoir ODHACO et la Coordination belge pour la Colombie. Elles se sont organisées chaque fois autour de la présence de défenseurs des Droits humains, d'experts thématiques ou de leaders de mouvements sociaux locaux, venus apporter leur témoignage sur la problématique de la terre et du conflit armé.

**Le relais du plaidoyer des partenaires du Sud** et l'éducation au développement vers les organisations de l'action commune socialiste (FGTB, UNMS et fédérations, FPS, MJS) s'intensifient et se consolident grâce à un climat de confiance suscité par le **succès de différentes collaborations**. Les liens se resserrent au sein de l'action commune, notamment autour des problématiques de la protection sociale. Les mandataires politiques et l'IEV sollicitent davantage l'ONG pour alimenter leur travail sur la Palestine, les minerais du sang, l'accaparement des terres, et d'autres enjeux thématiques relevant de l'international. (cf. chapitre 11).

**Les collaborations entre partenaires et les synergies** se sont encore renforcées dans le domaine de la **protection sociale** via la campagne commune CNCD et 11<sup>3</sup> lancée en 2015 et impliquant des ONG mais aussi les mouvements sociaux proches de Solidarité Socialiste. Ces rapprochements ont encore été mis à profit dans l'exercice de l'élaboration de **l'ACC Travail Décemment** et dans la mise en œuvre du programme **MasMut**. Les collaborations se sont également poursuivies et renforcées autour du thème de l'ESS avec des experts du CETRI et d'Autre Terre membres du Comité d'accompagnement du programme (CODAC) et SAW-B dont Solidarité Socialiste a intégré l'AG.

**Les synergies Nord/Sud** ont été travaillées dans les espaces existants (MASMUT, plateforme Protection Sociale CNCD, plateforme Afrique centrale, Eurac, OIHACO, Made in Illegality, ECCP, Be Gender...) et également mises en œuvre à l'occasion du **Forum Social Mondial de Tunis** (ateliers ESS et ACC).

Le **suivi** a été **renforcé** par l'adoption de la méthode de la **cartographie des incidences** pour l'**identification et le suivi du programme**. La CI est en parfaite adéquation avec une approche orientée résultats dans la mesure où elle définit clairement les résultats qu'elle veut atteindre (incidences) et les instruments et les outils de vérification (marqueurs de progrès, journaux des incidences, journaux des stratégies et des pratiques organisationnelles). Le **dispositif de suivi** a été mis en place dans chaque pays. Les indicateurs (marqueurs) prioritaires font l'objet d'un suivi plus approfondi à l'aide de journaux (des incidences, des stratégies et des pratiques organisationnelles) complétés collectivement au minimum 2 fois par an. Il existe un plan de suivi pour chaque indicateur (marqueurs) priorisé. La méthodologie a également été adaptée pour le suivi du volet Nord.



**Correspondance de la cartographie des incidences avec le cadre logique**

**En interne**, le GT-PGM, qui regroupe toute l'équipe de Solidarité Socialiste chargée du programme, suit **l'opérationnalisation et l'appropriation de la CI** par les partenaires. Les Réunions Techniques Partenariat Nord (5) et Sud (8) assurent le suivi régulier de l'incidence et des stratégies du Volet Nord et du Volet Sud

du PGM. Les **RTPN** complètent régulièrement leurs journaux et les **RTPS** analysent les journaux des partenaires remplis lors des ateliers « pays » articulés au moins 1 fois par an à une mission de suivi. Tous les journaux sont disponibles à Solidarité Socialiste.

La mission du comité d'accompagnement (**CODAC**) du programme s'est concentrée sur le **pilotage des évaluations** externes, le suivi des recommandations et la **capitalisation** des expériences dans le domaine de l'ESS. Deux **évaluations externes** prospectives ont été réalisées. L'une concerne la stratégie de **communication** et de **plaidoyer** vers les partenaires et publics Nord de Solidarité Socialiste et l'autre les processus d'**autonomisation** et d'**émancipation** des acteurs du programme Sud. (Voir chap. 10, 11).









































En octobre 2015, Solidarité Socialiste a réuni (pour la 6<sup>ième</sup> fois depuis 1997) en Belgique 27 représentants de toutes les organisations partenaires des 8 pays durant 10 jours. Ce moment intense d'échange et d'apprentissage a permis **une évaluation collective** à mi-parcours des stratégies du programme 2014-2016.

L'**amélioration de la qualité** s'est traduite par le démarrage de 2 chantiers, l'un consacré à l'**analyse des risques** financiers et administratifs avec l'appui d'Axyome et l'autre à la **gestion des processus**. Trois membres du personnel ont suivi les formations organisées par ACODEV dans ces 2 domaines respectifs.

Le programme s'est déroulé dans l'ensemble conformément aux prévisions. Sur **57** indicateurs de résultats, **41** ont été totalement atteints (**70%**) et **11** partiellement atteints. Le **taux d'exécution** est de 84 %.

### Synthèse partenaires associés et limitrophes, thématiques et résultats par OS en 2015

Pays/OS	Partenaires associés	Partenaires limitrophes	Thématiques	Appréciation des résultats 2015 
<b>Bolivie OSS01</b>	AYNI FINS CIOEC	PL1 : 4 municipalités PL2 : 6 Syndicats PL3 : 7 OECAS, 6 OECOMS, 4 associations de femmes et de jeunes et 2 macro associations PL4: Les 3 partenaires associés	ESS Genre et jeunesse	
<b>Burkina Faso OSS02</b>	ASMADE	PL1 : 2 Organisations paysannes PL2 : 1 Collectif d'associations de travailleuses PL3 : 3 Unions des mutuelles de santé et 24 mutuelles de santé PL4 : Le partenaire associé	Protection Sociale EcoSol	
<b>Burundi OSS03</b>	ADISCO CNAC-B FEBUTRA	PL1 : FEMUSCABU, 4 Unions et 27 Mutuelles de santé, PAMUSAB PL2 : Université Populaire Haguruka PL3 : 8 Coopératives et réseau de coopératives PL4 : Union des Coopératives des Caféculteurs (COCOCA) PL5 : La cellule plaidoyer et la cellule communication de la CNAC	Protection Sociale EcoSol	
<b>Colombie OSS04</b>	IPC ATI	PL1 : 4 Organisations productrices PL2 : Fomentamos PL3 : 3 Réseaux organisations de producteurs et artisans. PL4 : Les 2 partenaires associés	EcoSol	

<b>Colombie OSS041</b>	IPC	PL1: local Tierra y vida uraba PL2 : régional : mesa de victimas PL3 : National Tierra y vida	Droit International Droit humains	  
<b>RD Congo OSS050</b>	PRODES CENADEP CRAFOP DIOBASS	PL1 : Mouvement paysans : 5 réseaux PL2 : Organisations de producteurs : 26 IEES PL3 : 7 Réseaux d'OCB et OSC PL4 : 2 GT plaidoyer: la CORAP et le CMS PL5 : 3 Mutuelles: LONALO (Equateur) et MUSQUAP(KIN) et AFYA (Lubumbashi)	EcoSol Protection Sociale Démocratie Droit International Droit humains	    
<b>Guinée Bissau OSS060</b>	AD ADIM PRO CIVICUS	PL1 : 2 : Les réseaux, associations et coopératives des femmes productrices de l'économie sociale et solidaire PL2 : 3 Les réseaux, associations et coopératives de pêcheurs et agriculteurs PL3 : 2 Les réseaux d'associations d'habitants et de producteurs urbains et ruraux PL4 : Le réseau des partenaires PROCIVICUS/GB PL5 :1 partenaire du projet pilote d'AD à São Domingos PL6 : La table des partenaires de l'économie sociale et solidaire	EcoSol Démocratie	             
<b>Maroc OSS070</b>	AFAQ AJR (IFAAP)	PL1: 38 associations de quartier PL2: 5 dynamiques de quartier PL3: Les 2 partenaires associés AFAQ et AJR PL4: L'équipe de coordination (IFAAP)	EcoSol Genre et jeunesse Dé mocratie	      
<b>Palestine OSS080</b>	Ma'an PAC BISAN	PL1 : 4 syndicats nationaux PL2 : 17 clubs de jeunes PL3 : étudiants de 6 universités PL4 : 9 comités populaires PL5 : 4 municipalités et Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports. PL6 : Les 3 partenaires associés	Genre et jeunesse Démocratie Droit International Droit humains	          
<b>Sénégal OSS090</b>	APROFES OYOFAL PAJ GREEN FONGS	PL1 : 16 structures associatives PL2 : 4 mutuelles de santé PL3 : 5 MEC PL4: élus locaux, responsables et décideurs départementaux, régionaux et nationaux. PL5: Les 4 partenaires associés	Protection Sociale EcoSol	        
<b>International OSS0100</b>	24 partenaires associés	<b>285</b> partenaires limitrophes R1 : Atelier ECOSOL R2 : Missions internationales R3 : Les évaluations externes R4 : Cartographie des incidences (CI) R5: Les forums sociaux R6 : Analyses Contextuelles Communes	EcoSol Protection Sociale Démocratie Droit International Droit humains Genre et jeunesse	          
<b>Belgique OSN1</b>	FGTB, FPS, UNMS, IEV, Plateformes	PL1 FGTB PL2 FPS PL3 Mutualités Socialistes PL4 IEV et mandataires PS PL5 Plateformes de plaidoyer N/S	EcoSol Protection Sociale Démocratie Droit International Droit humains Genre et jeunesse	        

Execution budgétaire 2015							
Numéro OS par pays	Montants à justifier hors FS	Montants dépensés (valorisations incluses)				Soldes non utilisés	%
		Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total		
<b>Coûts opérationnels du volet Nord</b>							
OSN010	858.618,00	7.930,78	137.264,69	659.827,12	805.022,59	53.595,41	94%
<b>Sous-total</b>	858.618,00	7.930,78	137.264,69	659.827,12	805.022,59	53.595,41	94%
<b>Coûts opérationnels du volet Sud</b>							
OSS010	747.409,81	165.839,07	207.667,15	268.572,89	642.079,11	105.330,70	86%
OSS020	770.498,81	62.576,75	355.505,26	234.595,65	652.677,66	117.821,15	85%
OSS030	805.312,81	74.563,82	408.941,74	255.408,25	738.913,81	66.399,01	92%
OSS040	580.668,41	14.527,39	122.490,78	284.625,94	421.644,11	159.024,29	73%
OSS041	207.168,41	1.291,77	79.857,92	88.893,34	170.043,03	37.125,38	82%
OSS050	1.050.060,81	236.521,91	489.376,62	211.360,06	937.258,59	112.802,22	89%
OSS060	678.834,81	348.290,27	67.464,33	116.187,11	531.941,71	146.893,10	78%
OSS070	712.634,81	70.380,25	143.688,36	161.920,42	375.989,03	336.645,78	53%
OSS080	837.815,81	185.570,41	216.334,07	333.731,45	735.635,92	102.179,89	88%
OSS090	716.668,81	224.219,15	165.256,22	200.036,55	589.511,93	127.156,89	82%
<b>Sous-total</b>	7.107.073,33	1.383.780,80	2.256.582,46	2.155.331,66	5.795.694,91	1.311.378,42	82%
<b>Coûts de gestion</b>							
Belgique	807.108,10	0,00	166.805,62	585.481,68	752.287,30	54.820,80	93%
<b>Sous-total</b>	807.108,10	0,00	166.805,62	585.481,68	752.287,30	54.820,80	93%
<b>Coûts directs totaux</b>	<b>8.772.799,43</b>	<b>1.391.711,58</b>	<b>2.560.652,77</b>	<b>3.400.640,46</b>	<b>7.353.004,81</b>	<b>1.419.794,63</b>	<b>84%</b>

Rappel, à la demande de la DGD, le budget et les dépenses de l'OSS100 ont été éclatés à parts égales sur les 9 autres objectifs spécifiques « pays », le détail des dépenses figure en annexes du rapport financier.



### 3. Le programme de Solidarité Socialiste : synthèses des résultats pour chaque pays en 2015

#### a. Objectif Spécifique Nord OSN1 Belgique : Renforcement des capacités du plaidoyer des organisations de l'action commune socialiste sur les enjeux Nord Sud liés à la démocratie et au respect des droits économiques et sociaux



*Juin 2015 – Mission d'information en Palestine : Photos 1 et 2: Rencontre de la délégation belge avec les jeunes participants du camp d'été du programme « FADOC » ; photo 2 : visite des colonies de Jérusalem-Est avec un représentant de l'ONG israélienne B'tselem ; photo 3: rencontre avec un réfugié palestinien dans le camp de réfugiés de Balata.*



## OSN1 Belgique: synthèse des résultats

Titre: Renforcement des capacités du plaidoyer des organisations de l'action commune socialiste sur les enjeux Nord Sud liés à la démocratie et au respect des droits économiques et sociaux.	
Contact Solidarité Socialiste	Partenaires limitrophes 2014-2016 (groupes cibles)
Personne de contact: Pascale Bodinaux Tel: 02/ 505 40 82 Email : <a href="mailto:pbodinaux@solsoc.be">pbodinaux@solsoc.be</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- FGTB</li> <li>- FPS</li> <li>- Mutualités Socialistes</li> <li>- IEV et mandataires PS</li> <li>- Plates-formes de plaidoyer N/S</li> </ul>
Libellé de l'OSN1: Les capacités des organisations de la mouvance socialiste et des mandataires du PS à informer et mobiliser leurs bases sociales pour le plaidoyer à destination des décideurs politiques sur les enjeux N/S de la citoyenneté et de la démocratie, en particulier en Afrique Centrale, en Palestine et en Colombie, et sur ceux des droits économiques et sociaux, en particulier la protection sociale et l'économie solidaire, sont renforcées.	
Principaux résultats et analyses des changements 2015	Appréciation 😊, 😐, 😞
<p><u>PL1 (FGTB)</u>: En 2015, les relations avec les différentes composantes de la FGTB se renforcent et nous sommes davantage sollicités (Centrale Générale Namur, HORVAL, FGTB Liège, IFSI). Les relations se renforcent à différents niveaux et la confiance s'installe. Les partenaires Sud ont échangé avec des membres de la SOCOMEF, de la FGTB de Liège, de Verviers, de Namur et de la Centrale Générale en particulier sur les stratégies d'économie sociale et solidaire, mais également sur des zones géographiques de notre programme, et également dans le cadre du processus d'élaboration des ACC.</p>	😊
<p><u>PL2 (FPS)</u>: La collaboration avec les Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) s'est largement renforcée en 2015. En ce qui concerne les outils de communication, les FPS maintiennent leur engagement de publier en bonne place un article Sud dans chaque numéro du magazine « Femmes Plurielles ». De plus, elles ont élargi le champ des supports de communication à leur site internet sur lequel elles publient désormais chaque année une analyse réalisée par Solidarité Socialiste. Par ailleurs, la mission d'information de l'action commune socialiste en Palestine, dont faisaient partie la coordinatrice du secteur socio-culturel des FPS, a été un élément déclencheur d'une mobilisation plus politique des FPS sur nos thématiques de plaidoyer.</p>	😊
<p><u>PL3 (Mutualités Socialistes)</u>: 2015 a été une année mitigée dans la collaboration avec les Mutualités Solidaris. Certains succès ont pu être enregistrés, notamment en termes d'échanges directs entre représentants de partenaires Sud de Solidarité Socialiste et cadres mutuellistes. La participation de Solidarité Socialiste à l'édition 2015 de la Fête des Solidarités mettant en avant la campagne Protection Sociale et ses outils peut aussi être considérée comme positive. Mais d'autre part, bien que des efforts importants aient été déployés pour associer les Mutualités Socialistes à la campagne protection sociale, notamment dans la préparation de l'événement du 23 mars, peu de place a été réservée aux revendications liées au Sud. Enfin, la stratégie d'intégration de contenus Sud dans les supports de communication des Mutualités Solidaris n'a pas pu réellement porter ses fruits, la communication de Solidaris restant très axée sur l'organisation pratique des soins de santé en Belgique et au niveau local.</p>	😐
<p><u>PL4 (IEV et mandataires socialistes)</u> : La collaboration avec l'IEV et un certain nombre de mandataires continue à se renforcer sur une série de thématiques et enjeux communs. Solidarité Socialiste, sur sollicitation ou de sa propre initiative alimente notamment le travail du Groupe PS de la Chambre et intègre différents espaces de réflexion et de concertation sur les thématiques internationales en général (Colombie, Burundi, Palestine, accaparement des terres, Accords de commerce, Protection Sociale, politiques extérieures et coopération, etc.). La mission effectuée en Palestine avec des représentants de différentes composantes de l'action commun, dont 2 parlementaires et 1 collaborateur a renforcé le plaidoyer de Solidarité Socialiste sur les enjeux du contexte pour la société civile palestinienne. La confiance se renforce et permet également une visibilité du thème au sein des espaces de réflexion sur l'international du PS.</p>	😊
<p><u>PL5 (les plateformes)</u>: La plupart des plateformes que Solidarité Socialiste intègre reprennent des éléments d'analyse de nos partenaires dans leurs documents de plaidoyer, soit directement, soit via l'intermédiation de Solidarité Socialiste qui consulte régulièrement ses interlocuteurs du Sud sur les</p>	😊

thématiques communes. Cette info sert de base pour un travail conjoint de plaidoyer des plateformes vers les décideurs.				
Exécution budgétaire 2014 et 2015 cumulée	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	15.700,00	193.000,00	649.918,00	858.618,00
Réalisé	7.930,78	137.264,69	659.827,12	805.022,59
%	51%	71%	101%	94%
Commentaires: RAS				
Suivi et coordination du PGM : date des ateliers de suivi Nord		Participants		
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Réunions Techniques de suivi du Programme Nord (RTPN) : 15/1 ; 10/2 ; 17/3 ; 15/9 ; 10/11</li> <li>2. Atelier de suivi évaluation du Volet Nord : Les journées des 23 et 24 juin et 18 et 19 janvier 2016 (consacrées au remplissage des journaux).</li> </ol>		L'ensemble de l'équipe de Solidarité Socialiste travaillant sur le Volet Nord		
Principales conclusions et recommandations				
<p>Le contexte socio-économique et politique belge en 2015 a permis une convergence de synergies et de collaborations sur le thème de la protection sociale vu la forte mobilisation des mouvements sociaux proches de Solidarité Socialiste. Le processus d'élaboration des ACC autour du Travail Décent en a également été l'occasion vis-à-vis de différentes composantes de la FGTB et des Mutuelles. Les outils de sensibilisation produits dans le cadre de la campagne 11.11.11 sur le thème protection sociale ont pu être mis à profit dans le calendrier social et politique belge. La collaboration avec les mandataires PS fédéraux dans l'opposition a été particulièrement soutenue tant au plan thématique (protection sociale) que régional (Palestine, Afrique Centrale, Colombie). 2015 a permis beaucoup de mises en contact direct entre nos PL Nord et partenaires Sud du PGM. Ces contacts ont pu également être valorisés par les plateformes pour alimenter le plaidoyer vers les décideurs. Les séminaires Ecosol en Bolivie et au Maroc, ainsi que la présence d'une importante délégation de partenaires Sud en octobre à Bruxelles ont été mis au maximum à profit pour ces échanges N/S, soit pour des rencontres politiques, soit pour des moments d'échange thématique (Ecosol, protection sociale). L'organisation d'une mission Action Commune en Palestine a sensiblement alimenté le travail des parlementaires et celui des composantes associatives représentées dans la délégation. Certains défis sont encore à relever pour renforcer les collaborations et un plaidoyer commun avec les associations de la mouvance socialiste autour de l'Ecosol, mais des pas significatifs ont déjà été faits dans ce sens. Les conclusions de l'évaluation de notre stratégie de communication et de plaidoyer vers nos PL nord, orchestrée par le CODAC seront prises en compte pour les affiner en 2016 et les injecter dans le futur PGM 2017-2012.</p>				

## **b. Objectif Spécifique Sud OSS010 Bolivie : Renforcement des capacités d'acteurs locaux pour l'implémentation de modèles d'économie sociale communautaire en Bolivie**

### **À la recherche d'une amélioration de notre situation**

*Je m'appelle Esteban Serrudo, je suis marié et j'ai 2 enfants. Je suis né à la communauté de Quebrada de la municipalité de Tacobamba dans le département de Potosi. J'ai étudié jusqu'en septième primaire. Après je me suis consacré à aider mon père à labourer.*

*Dans ma communauté nous produisons des petites quantités de pommes de terre, de maïs, de blé et de pommes de terre, mais ceci ne nous permettait pas de nous nourrir pendant une année.*

*Au début du processus nous avons eu des problèmes, faute d'expérience comme apiculteurs. De plus, nous avons remarqué qu'on nous avait volé la production dans une caisse, qui était ouverte et vide. Nous avons alors décidé de mettre des chaînes et des cadenas aux caisses et de mettre en plus des barbelés dans le rucher.*

*Pendant le mois d'avril 2015 a eu lieu la première récolte, et 80 kilos de miel ont été récoltés; chaque membre est reparti avec un kilo de miel pour toute sa famille.*

*La deuxième récolte a eu lieu au mois de mai. 75 kilos de miel ont été récoltés, et comme pour la première récolte, chaque partenaire est reparti avec un kilo. Il restait 120 kilos pour la vente.*

*Ces 120 kilos de miel ont été transportés à la ville de Sucre pour qu'ils soient commercialisés en vrac ou dans des pots de 500gr.*

*Nous avons également réussi à commercialiser du miel à la ville de la Paz, grâce aux contacts que nous avons eu avec une autre institution.*

*De cette vente de miel, nous avons récolté 3.284 bolivianos, desquels 2.100 BS ont été remis aux membres de l'association à travers une cérémonie officielle de la Mairie de Tacobamba. Le reste de l'argent a été déposé sur un compte à la banque PRODEM et nous servira comme fonds de réserve et fonds solidaire pour toute éventualité.*

*Nos familles ont consommé pour la première fois du miel d'abeilles, nos enfants l'ont adoré. Nous avons reçu un peu d'argent et cela nous a réjoui et nous a motivé d'autant plus. Nous savons que nous devons bien nous occuper des abeilles, que nous devons continuer à améliorer nos compétences. Cette fois nous espérons produire une plus grande quantité de miel parce que nous avons plus de ruchers. Nous espérons que tout se passera bien.*



## OSSO10 Bolivie : synthèse des résultats

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)		
Personne de contact : Gladys Cifuentes 02/ 505 40 78 Email: <a href="mailto:gcifuentes@solsoc.be">gcifuentes@solsoc.be</a>	AYNI FINS CIOEC	PL1 : 4 municipalités PL2 : 6 Syndicats PL3 : OECAS (7), OECOM(6), associations de femmes et des jeunes(4), macro associations (2). PL4: Partenaires associés.		
Libellé de l'OSS010: Les capacités des acteurs stratégiques de l'économie sociale et solidaire (municipalités, syndicats, OECAS, OECOM, associations macro, réseaux et plateformes), en particulier les jeunes et les femmes, sont renforcées sur le plan des politiques publiques, de la production, de la transformation et de la commercialisation solidaires, de l'administration et de la gestion financière.				
Principaux résultats et analyses des changements 2015 et appréciation 😊, 😐, 😞				
<b>PL1 Municipalités :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux municipalités : Poroma a promulgué la loi municipale n° 004 qui assigne 20% des ressources des IDH (Impôts sur les Hydrocarbures) pour l'appui au développement du Secteur productif des communautés. Pour Tacobamba, la loi est déjà élaborée et est prise en considération au niveau du Conseil municipal.</li> <li>- Dans deux municipalités : Achocalla et Sorata, la loi est en cours d'élaboration (travail de consultation avec les communautés).</li> <li>- Dans les deux municipalités où la loi existe, les gouvernements municipaux définissent avec les associations et/ou communautés, l'utilisation des ressources économiques de cette partie budgétaire.</li> </ul>				😊
<b>PL2 : Syndicats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 organisations syndicales : 4 Centrales Provinciales (1 Tacobamba, 1 Poroma, 1 Achocalla et 1 Sorata), 2 au niveau national (CSUTCB, INTERCULTURALES), 1 syndicat de femmes (Les Bartolines de Sisa) et 1 syndicat de traiteurs (Les Gastronomes) à Sucre, connaissent les principes et les valeurs de l'ESS. Ceci permet d'avancer dans l'élaboration d'un document de revendication autour de plusieurs axes de l'ESS.</li> <li>- 7 Conventions signées avec les organisations syndicales : 1 avec la Centrale Provinciale de Poroma ; 1 avec la Centrale Provinciale Cornelio Saavedra ; 1 avec l'organisation TupacKatari, 1 convention avec les Bartolines de Sisa, 1 convention avec la CSUTCB ; 1 convention avec les Interculturelles et 1 convention avec le Syndicat de l'Horeca de Sucre, qui permettent d'avancer dans la construction participative des modèles d'ESS.</li> </ul>				😊
<b>PL3 OECAS et OECOM :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les macros associations renforcées, participent avec plus d'autorité, à la prise de décisions dans les espaces de concertation, par exemple dans l'élaboration de Plans de développement municipal.</li> <li>- L'utilisation transparente des ressources économiques et la nécessité de rendre des comptes aux communautés et aux associations deviennent une habitude. Cela génère plus de crédibilité et de confiance.</li> </ul>				😊
<b>PL4 Partenaires associés:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 partenaires associés restructurent leurs instances de décisions. AYNI revoit sa prise de décision en mettant en place un comité qui intègre les responsables du suivi de terrain et si nécessaire les représentants de groupes cibles. CIOEC réorganise son fonctionnement et ses instances de décision suite à une diminution de ses moyens financiers et de ses résultats.</li> <li>- Les partenaires associés font partie de 7 réseaux : 2 au niveau international et 5 au niveau local ou régional. REDI : Association Réseau des ONG pour le développement des pays Ibéro-américains ; RADL : Réseau Andin de Développement local (Bolivie et Pérou) ; La plateforme de commerce juste ; les COMEP à Tacobamba et Poroma ; Tables départementales agricoles et d'élevage ; les CECODEL : la Plateforme Ecologique et Sociale pour le Développement d'Achocalla ; ELC-H : Espace Local de Concertation de producteurs de légumes (Hortalizas).</li> </ul>				😊
Exécution budgétaire 2014	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	196.334,00	314.982,81	236.093,00	747.409,81
Réalisé	165.839,07	207.667,15	268.572,89	642.079,11
%	84%	66%	114 %	86 %
Commentaires : Un léger dépassement au niveau des frais de personnel dû au paiement de la double prime, mesure introduite par le gouvernement depuis 2014 pour tous les travailleurs. Ce n'était pas prévu lors de l'élaboration du projet. Le taux de change a eu aussi une influence sur ce dépassement. A prévoir, un réaménagement budgétaire				

entre les partenaires en faveur d'AYNI et la Fondation Nor Sud, qui assureront le suivi du CIOEC départemental au niveau administratif et financier.

Suivi et coordination du PGM

Date des missions de suivi SolSoc	Participants (solsoc)	Date des ateliers de suivi pays	Participants
du 20/02 au 9/03 2015 Visites de terrain et	Gladys Cifuentes, chargée du programme Bolivie Aurore Schreiber	Jeudi 26 et vendredi 27 /02	8 personnes : AYNI, FINS, CIOEC.
Atelier Internacional ESS du lundi 02/03 au 07/03 du 16 au 27/11 Visites de terrain et contrôle administratif (Karima Sebbah)	Gladys Cifuentes et Karima Sebbah Appui administratif	Lundi 16 et mardi 17 novembre	9 personnes : AYNI, FINS, CIOEC.

Principales conclusions et recommandations

- Si en 2014 les élections présidentielles ont marqué le contexte politique, en 2015 ce sont les élections locales et départementales qui ont marqué le début de cette deuxième année du programme. Des progrès ont été enregistrés au niveau municipal dans la formation, la sensibilisation et même dans l'apport de budgets complémentaires au fonds d'appui aux organisations. Cet acquis reste cependant précaire et il faudra donc assurer une mise à niveau des nouveaux élus pour pérenniser les acquis. Dans ce sens, le travail de renforcement des capacités des communautés en matière de plaidoyer sera déterminant pour que ce soit elles qui portent leurs revendications vers les nouveaux élus.
- Le désengagement de la coopération internationale à des conséquences sur le travail global des 3 organisations, le défi est grand pour trouver d'autres sources de financement et réorienter le travail. Même s'il y a des lois qui sont une base importante pour le travail, la plupart des lois n'ont pas de cadre d'opérationnalisation. Cela dépendra donc, pour le moment, du bon vouloir des administrations locales et de la pression des communautés. Malheureusement la plupart des communautés et même des autorités municipales ne connaissent pas ces lois, ni la manière de les appliquer, etc. Il reste un travail considérable pour dépasser le stade et définir des lois uniquement sur papier. En effet, il faut commencer par former et informer les autorités locales, qui sont bien souvent très loin de ce qui se passe dans la capitale. Et souvent la disponibilité de fonds est davantage liée à une volonté de récompense pour l'engagement et le travail de la base sociale du « parti » qu'à des mesures concrètes d'intérêt général.
- Il sera important de renforcer le rôle des macros associations existantes et de dynamiser leur émergence là où elles n'ont pas encore été constituées. L'intégration des macros associations dans le réseautage au niveau départemental, (CIOEC départemental), en vue de la commercialisation, est aussi une stratégie à renforcer. Ceci d'autant plus qu'il y a des résultats concrets liés à la relation de la macro association de Poroma et du CIOEC département de Potosi.
- Vu l'exode rural qui persiste, il est important de renforcer la mise en place des stratégies qui donnent des perspectives aux jeunes dans leurs communautés. Des alliances avec les écoles secondaires de la zone semblent donner de bonnes perspectives. Mais il faut implémenter l'expérience si possible dans d'autres communautés, surtout en appuyant les lois qui permettent de faire ce lien.
- Continuer le travail de « genre » non seulement avec les femmes mais avec les hommes qui font partie du programme. En effet, les femmes changent et prennent conscience, mais elles n'avancent pas à cause de l'attitude de la plupart des hommes. Il est clair que c'est un travail très lent qui repose sur un changement des mentalités formatées par des réflexes d'ordre culturel.
- Il faut renforcer les espaces de coordination et des actions qui intègrent plus d'acteurs, pour avoir plus d'influence et donner des alternatives durables à un processus, qui pour le moment est fort lié au bon vouloir des autorités et de la relation avec les communautés.



**c. Objectif Spécifique Sud OSS020 Burkina Faso - Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux au Burkina Faso**



La mutuelle de santé de Toeghin, membre de l'UMSPC, a installé son siège face au CSPS de la commune. Ainsi, la gérante (ci-dessous, Madeleine Tapsoba) peut régulièrement s'installer à l'accueil du CSPS et sensibiliser les patients lors de leurs consultations médicales.

## OSSO20 Burkina Faso : Synthèse des résultats

Titre: Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux.				
Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)		
<b>Personne de contact:</b> Perrine Crevecoeur <b>Tel:</b> 02/ 505 40 80 <b>Email:</b> <a href="mailto:pcrevecoeur@solsoc.be">pcrevecoeur@solsoc.be</a>	ASMADE	<b>PL1 :</b> Organisations paysannes – Association Tind Yalgré ( <b>ATY :</b> 61 groupements membres, 4025 individus bénéficiaires directs du PGM dont 3780 femmes) et Fédération des groupements de producteurs du Nayala ( <b>FGPN :</b> 15 Unions membres, 836 individus bénéficiaires directs du PGM, tous de moins de 30 ans, dont 408 femmes) <b>PL2 :</b> Collectif des Associations de Restauratrices et Transformatrices de Produits Locaux ( <b>CARTPL :</b> 86 associations membres, soit 3373 individus bénéficiaires directs du PGM dont 3091 femmes) <b>PL3 :</b> Unions des mutuelles de santé et mutuelles de santé : Union des Mutuelles de Santé du Centre ( <b>UMUSAC :</b> 8 mutuelles membres, soit 27543 bénéficiaires directs du PGM dont 14.401 femmes), Union des Mutuelles de Santé du Plateau Central ( <b>UMSPC :</b> 11 mutuelles membres, soit 4852 bénéficiaires directs du PGM), <b>5 mutuelles du Nayala</b> , soit 240 bénéficiaires directs du PGM) <b>PL4 :</b> ASMADE		
<b>Libellé de l'OSS020:</b> les capacités des partenaires et des groupes cibles (mutuelles de santé communautaires, organisations paysannes de producteurs, organisations de transformatrices de produits alimentaires), avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes, sont renforcées au plan politique, stratégique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale				
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2015</b> Appréciation 😊, 😐, ☹️				
<b>PL1 :</b> 2 conventions ont été signées avec l'Alimentation Zoungrana Moussa pour le dépôt vente des produits transformés (02/03) et l'Etablissement Naboulom Karim pour la fourniture en matière première (11/02). 200 nouveaux jeunes de moins de 35 ans (dont 85 femmes) ont bénéficié de terres cultivables.				😊
<b>PL2 :</b> 3 conventions ont été signées à l'heure actuelle avec le Centre Médical avec Antenne chirurgicale (CMA) du secteur 30 de Ouagadougou (19/10), Bagré Pole de croissance (03/09) et le Ministère de l'Enseignement National et l'Alphabétisation (MENA) pour la restauration.				😐
<b>PL3 :</b> un nouveau logiciel est en phase de test en décembre et permettra une digitalisation des données début 2016. 4 nouvelles mutuelles sont mises en place dans l'Oubritenga.				☹️
<b>PL4 :</b> 4 manuels sur la mise en place, le fonctionnement et le suivi des mutuelles de santé ont été réalisés et sont prêts à être diffusés.				😊
Exécution budgétaire 2014 et 2015 cumulée	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	52.137,00	483.585,81	234.776,00	770.498,81
Réalisé	62.576,75	355.505,26	234.595,65	652.677,66
%	120%	74%	100%	85 %
Commentaires : le dépassement important en investissement provient de l'absorption d'un solde de 2014 et d'une réorientation de la stratégie amenant à dépenser la totalité du budget « investissement » de 2015 et 2016 ainsi qu'un léger dépassement qui, sur la durée du PGM, n'excédera pas 8%.				
<b>Suivi et coordination du PGM</b>				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants			

Du 13/02 au 23/02 2015	Perrine Crevecoeur	
Date des ateliers de suivi	Structure concernée	Participants
4/9, 8/9, 9/9, 10/9, 30/9 et 22/4	6 ateliers micro : ATY, UMUSAC, UMSPC, CARTPL, FGPN et ASMADE	Membres des CA ou des BE et/ou membres des bureaux de contrôles- Equipes techniques (animateurs, coordonnateur, comptable); représentants des groupements / associations/ mutuelles membres - équipe de coordination (ASMADE)
7 et 8/1 (2), 19 et 20/01, 22 et 25/1, 26 et 27/1 (2),	6 ateliers micro : ATY, UMSPC, UMUSAC, CARTPL, FGPN et ASMADE	Membres des CA ou des BE et/ou membres des bureaux de contrôles- Equipes techniques (animateurs, coordonnateur, comptable); représentants des groupements / associations/ mutuelles membres - équipe de coordination (ASMADE)
20-22/11	Atelier national	Membres des CA- Membres de bureaux exécutif- Les équipes techniques de chaque partenaire limitrophe - équipe de coordination (ASMADE)
8-9/2	Atelier national	Membres des CA- Membres de bureaux exécutif- Les équipes techniques de chaque partenaire limitrophe - équipe de coordination (ASMADE) – Chargée de partenariat SoSoc

### Principales conclusions et recommandations

L'une des avancées majeures de cette année en termes d'effets, se trouve dans le vote de la loi AMU qui était un défi important au vu du contexte qui s'annonçait relativement hostile en début d'année. Parallèlement, la dynamique mutualiste prend de l'ampleur et se profile peu à peu comme un véritable mouvement social, doté d'une vision stratégique claire et de forces vives. Il faut cependant déjà anticiper le fait que les changements espérés en début de programme au niveau des mutuelles et de l'AMU ne seront probablement pas atteints. En effet, il est très probable que l'ensemble des organes administratifs tels que la Caisse Nationale de l'AMU pour l'enregistrement des mutuelles sera effectif d'ici la fin du programme.

Un autre progrès notable réside dans le processus d'apprentissage déclenché par les séminaires internationaux. Un réel changement d'appréhension de ce concept, et partant des stratégies mises en œuvre s'est opéré au sein des partenaires limitrophes et leur façon d'analyser leurs activités s'en ressent. Il reste bien évidemment un certain chemin à parcourir pour que cette évolution de conception se convertisse en effets perceptibles et mesurables dans les actions proprement dites, mais les premiers jalons semblent être posés. Les réorientations stratégiques posées par certains acteurs en témoignent.

La dimension genre continue à occuper une position réellement transversale au programme, en témoigne le processus de diagnostic entamé et les avancées constatées en matière d'accès à la terre.

#### Recommandations :

- Poursuivre le plaidoyer et la mobilisation pour la mise en œuvre effective de la loi AMU.
- Etendre la stratégie de mobilisation de la semaine de la mutualité aux autres régions comme le Nayala.
- Poursuivre et étendre la stratégie de plaidoyer pour l'élaboration de documents officiels de contractualisation une fois les nouvelles autorités municipales élues.
- Poursuivre le renforcement en ESS avec une formation de formateurs et la mise en pratique des outils ESS au sein de PL ainsi qu'accompagner les réorientations stratégiques induites.
- Identifier les éventuelles réorientations stratégiques permettant une fin de programme facilitant le désengagement auprès de ATY et de la FGPN.



**d. Objectif Spécifique Sud OSS030 Burundi : Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux au Burundi**



*Le Prix International Roi Baudouin pour le développement en Afrique d'un montant de 200 000 euros est décerné tous les deux ans et récompense le travail de personnes ou d'organisations qui apportent une contribution importante au développement en Afrique. Le 3 juin 2015, il a été remis au Palais Royal de Bruxelles à l'association burundaise ADISCO en présence du roi Philippe et de la reine Mathilde. ADISCO est l'ONG leaders du programme de Solidarité Socialiste au Burundi. Elle a été distinguée « pour son action qui stimule l'esprit d'entreprise, la création de coopératives et de mutuelles de santé, afin de renforcer l'autonomie financière des individus et de changer durablement les conditions du vivre ensemble de la population burundaise. » L'organisation touche plus de 200.000 Burundais.*

*Françoise Tulkens, la présidente de la Fondation Roi Baudouin, a souligné avant de remettre le Prix : « Le projet ADISCO est à la fois simple et ambitieux. Ambitieux par son objectif : permettre l'avènement de collines solidaires, prospères et dignes. Simple par son approche : mobiliser les ressources des paysans et des paysannes burundais eux-mêmes pour accroître leur autonomie et construire ensemble des modèles économiques viables. »*

<https://www.youtube.com/watch?v=0vhBtPowjis>

## OSSO30 Burundi : synthèse des résultats

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)
<b>Personne de contact :</b> Sylvie DEMEESTER <b>Tél :</b> 02/505 40 76 <b>Email :</b> <a href="mailto:sdemeester@solsoc.be">sdemeester@solsoc.be</a>	ADISCO CNAC FEBUTRA	<b>PL1 :</b> La FEMUSCABU, les 4 Unions et les 27 Mutuelles de santé (MS), la PAMUSAB <b>PL2 :</b> L'Université Populaire Haguruka <b>PL3 :</b> 16 Coopératives dont 7 multifonctionnelles et multi-filières, et l'Union des coopératives multifonctionnelles et multi-filières(UHACOM) <b>PL4 :</b> L'Union des Coopératives des Caféculteurs (COCOCA) <b>PL5 :</b> Les cellules plaidoyer et communication de la CNAC-B
<b>Libellé de l'OSS030 :</b> Les capacités des partenaires (ADISCO, la CNAC et la COSYBU) et des groupes-cibles (la FEMUSCABU, les Unions de Mutuelles de santé communautaires et les mutuelles de santé communautaires, la PAMUSAB, l'Université Populaire Haguruka, l'Union des coopératives multifonctionnelles et multi-filières et les coopératives membres, la COCOCA et les cellules de plaidoyer et de communication de la CNAC), avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes, sont renforcées sur le plan politique, stratégique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale, et sont en mesure d'améliorer leur viabilité organisationnelle et économique, de conduire des actions de plaidoyer, de porter des initiatives qui améliorent les revenus et la protection sociale et de contribuer ainsi à améliorer les conditions de vie des populations.		
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2015 et leur appréciation :</b> 😊, 😐, 😞		
<p><b>PL1 :</b> 3 nouvelles MUSCABU se sont mises en place en 2015. Ce sont donc 27 MUSCABU que le programme accompagne via la cellule technique attachée à leur fédération, la FEMUSCABU. De ces 27 MUSCABU, 14 fonctionnent sans subvention et 19 ont des activités génératrices de revenus. L'inter mutualités fonctionne et le fonds de péréquation entre MUSCABU est en place : les leaders des MUSCABU ont compris l'enjeu d'être financièrement autonome et l'importance d'être solidaires. Les mutuellistes ont développé un sentiment d'appartenance vis-à-vis de leur MUSCABU. La mise en application des recommandations de l'étude sur la perception de la qualité des soins et le recours aux services d'un médecin conseil améliorent l'offre de soin. De nouvelles conventions vont être négociées avec les prestataires. Les MUSCABU se professionnalisent et s'équipent d'outils informatiques dont bientôt un logiciel comptable adapté à leurs spécificités et nécessaire à leur gestion. 😊</p> <p>La FEMUSCABU s'implique dans la PAMUSAB qui est la structure porteuse du plaidoyer pour une politique nationale de protection sociale qui donne une place aux mutuelles communautaires.</p>		
<p><b>PL2 :</b> L'UPH dispose de 22 modules de formations adaptés aux besoins et aux publics ciblés dont 12 ont été donnés en 2015. Les modules sont progressivement traduits en kirundi (4 actuellement). Près de 320 personnes, ont été en formation à l'UPH en 2015. L'évaluation des « anciens étudiants » montre qu'outre des compétences, ils ont acquis de l'assurance et ont développé un sentiment de fierté qui renforcent leur engagement. L'UPH mène des recherches actions en milieu rural qui ouvrent des perspectives culturelles qui pourraient être porteuses. Elle a acquis un terrain sur lequel elle va progressivement construire son siège. 😊</p>		
<p><b>PL3 :</b> 4 coopératives multi filières sont connectées à une mutuelle de santé de proximité. 7 coopératives sont multifonctionnelles, 3 coopératives sont multifilières. Parmi les 7 coopératives, 4 fonctionnent sans subvention. . l'UHACOM est institutionnalisée et fonctionne. Elle doit renforcer son identité et acquérir la notoriété nécessaire au travail de plaidoyer qui est une de ses fonctions. 😊</p> <p>La FEBUTRA a fait un audit sur les conditions de travail dans les coopératives.</p>		
<p><b>PL4 :</b> L'Union des Coopératives des Caféculteurs (COCOCA) rassemble 33 coopératives équipées pour assurer elles-mêmes le dépulpage et le lavage des cerises de café. 17 d'entre elles sont impliquées dans un programme de production de café d'excellence. Le COCOCA poursuit sa professionnalisation dans la vente de café et sa certification. Elle offre divers services pour améliorer la qualité du café produit par ses membres. 😐</p>		
<p><b>PL5 :</b> Le travail des cellules de plaidoyer et communication de la CNAC se poursuit. Elles rendent des services de qualité et appropriés. La cellule plaidoyer adapte constamment son travail lors de réunion en fonction de l'actualité mais toujours pour qu'il serve la cause et les intérêts des caféculteurs. Au travers des émissions radiophoniques produites hebdomadairement (48), une communication de proximité est instaurée. Les caféculteurs reçoivent une information spécifique à leur secteur et des consignes pour améliorer leurs pratiques. Ce sont eux, sur base d'une consultation, qui décident des sujets et thématiques traités. Cette manière de faire a renforcé le lien émission-auditeurs 😊</p>		

Exécution budgétaire cumulée 2014 et 2015	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	123.629	429.563	249.598	802.790
Réalisé	74.563,82	408.941,74	255.408,25	738.913,81
%	60%	95%	102%	92%

**Commentaires: Par prudence, vu le contexte certains investissements ont été retardés.**

**Suivi et coordination du PGM :**

Dates	Objet de la mission de suivi	Participants
• 6/3//2015 au 15/3/2015	• Mission de suivi et de remplissage des journaux annuels	• SOLSOC, cadres d'ADISCO, de la FEBUTRA et les deux responsables des cellules plaidoyer et communication de la CNAC. Des mutuellistes et des coopérateurs.
Dates	Atelier de rapportage	Participants
• du 13 au 16/7	• Remplissage des feuilles de suivi à mi année, adaptation des activités pour les 6 mois à venir	• Les cadres des projets, les animateurs et des représentants des mutuellistes, coopérateurs et des syndicalistes

**Principales conclusions et recommandations**

Même si les changements attendus fin 2015 sont presque tous atteints, l'année aura été marquée par les ruptures brusques de certaines activités ou des horaires adaptés pour des raisons de sécurité et par un travail exécuté parfois dans l'inconfort de la tension ambiante. Les « connexions » entre les différents niveaux de structures accompagnées par ADISCO sont fonctionnelles. Les MUSCABU sont propriétaires de parts sociales dans les coopératives et les membres des coopératives sont affiliés à la MUSCABU de leur zone. Les coopératives sont membres de l'UHACOM

L'augmentation du nombre des MUSCABU (de 24 à 27 en 2015), leur autonomie financière (toutes couvrent leurs frais de fonctionnement) et le bon taux de renouvellement des cotisations (72%) alors que le contexte n'y est pas favorable, confirme leur ancrage local et leur adoption par la population. La mise en fonction du fonds de péréquation, marque la solidarité entre MUSCABU et leur évolution vers un mouvement social. Le secrétariat exécutif de la FEMUSCABU dispose de bonnes compétences. L'appui reçu de la cellule technique mise en place par ADISCO va probablement être plus léger dès la fin 2016. Cela lui permettra de travailler sur de nouveaux produits assurantiels. La FEMUSCABU doit se préparer à jouer un rôle dans la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale et doit de ce fait sortir de son carcan café.

La PAMUSAB est responsable du programme MASMUT qui lui donne les moyens d'agir. La notoriété de certains cadres de son équipe est acquise. Elle est consultée sur toutes les questions qui traitent de la protection sociale.

L'UPH joue parfaitement son rôle. Elle est victime de son succès : son équipe ne peut répondre à toutes les demandes. Elle doit donc faire des priorités dans ses formations. Ses méthodes contribuent à renforcer l'identité des leaders qu'elle forme, coopérateurs et et/ou mutuellistes. Ils ont développé une meilleure vision socio politique qui les conduit à s'investir davantage dans leur mouvement. L'UPH est aussi en charge de transmettre les valeurs de l'ECOSOL. Pour mieux remplir sa mission, être plus autonome et organiser des formations à moindre cout, elle a acquis un terrain sur lequel elle va progressivement bâtir son siège.

Plus de la moitié des coopératives ont intégré des activités café et vivrières ou développent des activités génératrices de revenus. L'UHACOM est institutionnalisée et fonctionne. Elle va progressivement plus s'impliquer dans le plaidoyer qui est une de ses missions. Pour ce faire elle va mieux définir sa vision du mouvement social qu'elle porte.

La FEBUTRA a conduit un audit sur les conditions de travail dans les coopératives. Ses résultats et recommandations ne sont pas encore diffusés aux coopérateurs mais le seront pour être progressivement mis en application. Elle poursuit son travail d'identification de personnes qui acceptent d'être ses relais et de suivre la mise en place des consignes qu'elle préconise.

L'Union COCOCA poursuit sa professionnalisation et le développement de services de qualité à ses membres. Elle travaille à la production d'un café d'excellence.

Les cellules de plaidoyer et communication de la CNAC ont des rôles cruciaux d'information, de mobilisation et de formation qu'elles assument bien. Les membres des groupes d'écoute sont satisfaits du traitement des informations dont les thématiques ont été choisies par eux et parce que prioritaires pour les caféiculteurs. En 2016, les groupes d'écoute seront évalués.

**e. Objectif Spécifique Sud OSSO40-41 Colombie : Renforcement des capacités des acteurs pour une économie solidaire et la construction d'une vie digne. et OSSO41 : Renforcement des capacités des acteurs pour le droit à la Terre et à la vie en Colombie**

**1<sup>ère</sup> anecdote : ESS :** Carlos Eduardo Pedraza, Secrétaire du Réseau Salsa – Cundinamarca

Mon adhésion au réseau Salsa s'est effectuée en 2006, époque à laquelle s'est développée en Colombie la Campagne pour la Souveraineté et l'Autonomie Alimentaire - SALSA. Grâce à l'accompagnement d'une organisation qui soutenait le réseau depuis 2010, nous avons décidé de lui donner une identité propre et d'en faire une organisation autonome.

Personnellement, je me suis engagé dans le travail syndical dès mon plus jeune âge, toujours en lien avec le secteur de l'alimentation et avec la ferme conviction que ce fil conducteur permettrait de faire converger les réflexions et les actions du secteur de la production paysanne avec la force ouvrière des villes. L'intégration des différentes organisations tant au niveau urbain qu'au niveau rural a permis, d'un point de vue politique, l'exécution et l'accompagnement d'actions concrètes vers la consolidation de « circuits agroalimentaires », à travers une combinaison de stratégies qui vont du travail collectif, de la formation, et de la promotion des espaces associatifs pour avancer vers la construction d'une économie plus juste, et véritablement sociale et solidaire.

Participer à cet espace en étant soutenus par Solidarité Socialiste au sein du Programme de L'ESS, nous a permis de renforcer nos objectifs à long terme et de les matérialiser concrètement en vue d'un changement observable. La commercialisation alternative, les systèmes participatifs de garantie et les groupes d'achats solidaires font partie de cet effort pour territorialiser le discours et poser les bases d'une politique alimentaire véritablement alternative.

Nous espérons pouvoir maintenir cet effort collectif grâce aux apprentissages acquis et aux dispositifs de communication mis en place, en promouvant les articulations entre la campagne et la ville grâce à des relations de reconnaissance mutuelles et via la coresponsabilité, processus qui peuvent se renforcer dans les secteurs paysans, ainsi que dans les secteurs populaires urbains.

**2<sup>ème</sup> anecdote : Victimes :** Après avoir activement participé aux réunions, Carmen Alicia Guzman, Echevine de la Santé de la municipalité de San Juan Nepomuceno a déclaré : "Pour nous, ces ateliers ont été très importants parce que nous avons renoué avec les liens qui nous rattachent à nos terres. Ces ateliers ont favorisé la compréhension mutuelle et le renforcement des relations des communautés avec les institutions, ce qui a permis l'approbation de notre Plan de retour à nos terres. C'est grâce à ce processus qui a réuni les efforts d'entités institutionnelles telles que l'Unité de prise en charge des victimes et l'Unité de la Restitution des terres, que le « Plan de retour aux terres » de San Juan Nepomuceno dans le département de Bolivar a été accepté.





## OSSO40-41 Colombie : synthèse des résultats

<b>OSSO40 : Titre: Renforcement des capacités des acteurs pour une économie solidaire dans la construction d'une vie digne.</b>				
<b>Contact SolSoc</b>		<b>Partenaires associés</b>	<b>Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)</b>	
Personne de contact: Gladys Cifuentes Tel: 02/ 505 40 78 Email: <a href="mailto:gcifuentes@solsoc.be">gcifuentes@solsoc.be</a>		IPC et ATI	PL1 : Organisations productrices (4) PL2 : Fomentamos PL3 : Réseaux (3) 1 national et 2 régionaux (organisations de producteurs et artisans). PL4 : Partenaires associés	
<b>Libellé de l'OSSO40 :</b> Les capacités des acteurs stratégiques de l'économie sociale et solidaire, en particulier les jeunes et les femmes, sont renforcées sur le plan du plaidoyer politique, de la production, de la transformation et de la commercialisation solidaires, de l'administration et de la gestion financière.				
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation</b> 😊, 😐, ☹️				
<p><b>PL1</b> : - Pour les 4 groupes plus d'autonomie, d'auto valorisation et d'identité des groupes. De plus en plus de capacité à inscrire leurs réunions, leurs rencontres et leur participation dans des espaces clés sans l'appui de l'équipe de suivi d'ATI.</p> <p>- Les nouveaux bourgmestres valorisent le travail des groupes et les invitent à participer à des "tables" de travail pour définir le Plan de Développement municipal, ce qui va leur permettre de mettre en avant leurs thèmes d'intérêt : femmes, jeunes, économies paysannes et commercialisation.</p> <p><b>PL2</b> : - Amélioration des revenus des personnes qui participent au processus, entre autres au travers de la formation et du suivi, et l'accompagnement pour mieux gérer leurs fonds.</p> <p>-Renforcement de l'organisation à partir de la mise en place du processus de formations autonomes et en relation directe avec la stratégie des crédits solidaires de l'institution.</p> <p><b>PL3</b> : - La mise en place des alliances et des actions conjointes avec des universités et d'autres organisations de femmes, de jeunes et de processus alternatifs, a permis à ces réseaux d'intégrer des espaces importants dans le contexte actuel de construction de propositions concrètes pour la paix. Peu à peu des agendas conjoints de mobilisation et d'actions se définissent à tous les niveaux, avec entre autres les circuits agroalimentaires qui intègrent les organisations urbaines et rurales.</p> <p>- Au total 4 municipalités (Vianí, Ubaque et Choachí et Medellín) ont introduit la thématique ESS dans leurs plans de développement.</p> <p><b>PL4</b> : - Reconnaissance du travail des deux organisations tant au niveau régional que national, surtout dans le contexte actuel des dialogues de paix avec la FARC et dans les revendications à mettre sur la table.</p> <p>- Renforcement des capacités des institutions et des personnes qui participent à ce processus en faisant, au travers de l'organisation continue de rencontres, débats, analyses des défis politiques et sociaux du pays.</p>				😊  😊  😊  😊
<b>Exécution budgétaire 2014-2015 cumulée</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Personnel</b>	<b>Total</b>
Budgétisé	25.971,00	230.347,41	324.350,00	580.668,41
Réalisé	14.527,39	122.490,78	284.625,94	421.644,11
%	56 %	53 %	88 %	73%
<b>Commentaires:</b> La faible utilisation des fonds dans les rubriques investissement et fonctionnement ont été les conséquences, d'une part du retard dans les transferts vers les organisations qui n'ont été réalisés qu'en début 2016, et du fait que seul Fomentamos a utilisé les montants prévus pour les échanges Sud-Sud. Les autres organisations ont décidé d'attendre 2016, pour profiter d'espaces internationaux plus pertinents pour eux.				
<b>Suivi et coordination du PGM</b>				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants (Solsoc)	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
Du 31/07 au 6/08. Visite de terrain (Uraba et organisations de producteurs); suivi administratif et atelier de suivi « pays ». Un jour de rencontre entre ONGs belges et partenaires Sud pour l'ACC pays.	Gladys Cifuentes, chargée du programme Colombie	Le 31/07 et 01/08	30 personnes : IPC, ATI, représentants des partenaires limitrophes.	
<b>OSSO 41 : Titre: Renforcement des capacités des acteurs pour le droit à la Terre et à la vie.</b>				
<b>Contact SolSoc</b>		<b>Partenaires associés</b>	<b>Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)</b>	
Idem OSSO 40		IPC	PL1: Local Terre et vie Uraba PL2 : Régional : mesa de victimas	

		PL3 : REDEPAZ		
Libellé de l'OSS040 : Les capacités techniques, politiques juridiques et administratives des partenaires limitrophes (Association Terre et Vie de la zone d'Uraba, l'Association Terre et Vie nationale) sont renforcées de façon à mieux contribuer au mouvement social des victimes et au processus de réclamation des terres dans le cadre de la législation de terres et territoires.				
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation</b> 😊, 😐, 😞				
<p><b>PL1</b> : - Renforcement de la stratégie de communication et de conscientisation vers l'opinion publique au travers de la documentation de cas emblématiques, conférences de presse, articles et élaboration de vidéos.</p> <p>- Les (48) leaders des associations réclamant des terres ont été formés et connaissent leurs droits. Ils ont la capacité d'appuyer les victimes de leurs communautés dans le processus de réclamation des terres.</p> <p><b>PL2</b> : - Renforcement de la participation et de la confiance des victimes revendiquant des terres dans 7 sous-régions, ce qui a permis un travail au niveau des outils et des analyses et aussi d'élaboration de propositions de mesures de « réparation » qui puissent réellement favoriser ces communautés.</p> <p>- Elaboration de 4 propositions à inclure dans l'agenda du post-conflit dans les dialogues de paix.</p> <p><b>PL3</b> : - Des espaces de dialogue social et politique mis en place pour permettre l'élaboration d'un plaidoyer politique conjoint dans le cadre des accords de Paix à signer avec les FARC et sur la Justice « transitionnelle ».</p> <p>- Un Comité d'impulsion de la table de négociation dans chaque sous-région qui facilite l'élaboration de plans d'action, et met en place des actions de plaidoyer et d'information dans les différentes régions.</p>				😊
				😊
				😊
Exécution budgétaire 2014-2015	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	4.657,00	99.530,41	102.981,00	207.168,41
Réalisé	1.291,77	79.857,92	88.893,34	170.043,03
%	28 %	80 %	86 %	82%
<b>Commentaires:</b> Pas de problème majeur dans les dépenses.				
Suivi et coordination du PGM (idem ESS)				
<b>Principales conclusions et recommandations : Au niveau de l'Economie Sociale et Solidaire</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2015 a été une année intense au niveau du travail, étant donné le contexte des élections locales et départementales. Préparer des propositions, entamer des débats et des échanges avec les candidats ; et une fois qu'ils sont élus, poursuivre les échanges afin que les revendications soient prises en compte dans les plans de développement.</li> <li>- Ce travail porte ses fruits ; et dans 3 des 4 municipalités avec lesquelles nous avons travaillé, au niveau de Cundinamarca, un travail conjoint et une relation et reconnaissance des municipalités envers les groupes et les associations est en cours. En Antioquia, à Medellin, on peut poursuivre le travail entamé et on est même parvenu à élaborer un plan de travail pour 10 ans. Au niveau départemental, on a entamé un travail au niveau de toutes les municipalités.</li> <li>- Par ailleurs, le processus de dialogue entre les FARC et le gouvernement continue à demander un travail important de la part de la société civile. En effet, les espaces qui s'ouvrent pour élaborer et porter les revendications sont déterminants. Pour le moment il n'existe qu'un accord sur papier qui n'est pas encore signé. Il est certain que si les organisations et mouvements sociaux peuvent introduire leurs revendications dans les documents de base, ces derniers alimenteront le plaidoyer quand/si les accords sont signés. Il est important de souligner que les FARC portent leur revendication principale sur le secteur rural (distribution de la terre, agriculture paysanne, etc.), c'est la raison pour laquelle le moment est historique. D'autre part, d'éventuels accords avec l'ELN, dont la principale revendication porte sur les exploitations minières, pourraient apporter des réponses plus globales aux victimes de la spoliation des terres, de déplacements, etc., une des causes principales du conflit. <b>Au niveau des victimes :</b></li> <li>- Durant ces périodes où de possibles changements se profilent, la violence s'est accrue. Les propriétaires des grandes entreprises, qui ont profité et créé cette violence pour s'enrichir et s'installer, sont menacés. Face à eux, un gouvernement national, qui parle de paix et d'accords, mais qui en même temps renforce sa politique économique de mégaprojets et de concessions minières entre autres. Aujourd'hui, 70% du pays a fait l'objet de concessions à des entreprises internationales. Un exemple concret est celui de Uraba, où les groupes paramilitaires font leur réapparition et les communautés, désespérées face à l'inactivité du gouvernement, essaient de récupérer leurs terres malgré le danger que représentent les groupes armés. Des dizaines de familles « <i>préfèrent mourir debout sur leurs terres, que de faim dans la rue des grandes villes de la Colombie</i> ».</li> <li>- Les contradictions sont importantes et le défi est énorme, mais c'est le moment de trouver des solutions réelles à un conflit qui dure depuis plus de 60 ans. Dans ce sens, il faut poursuivre le travail car il est déterminant pour donner une chance à la Paix. Le processus débute à peine, mais pour qu'il se concrétise, un travail intense de renforcement, d'appui, d'accompagnement de groupes et de mouvements sociaux doit se poursuivre.</li> </ul>				

**f. Objectif Spécifique Sud OSS050 République Démocratique du Congo : Renforcement des capacités de réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire engagés dans la promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux en RD du Congo**



2016, une année clé pour la démocratie : les femmes ont droit à une participation citoyenne. La sensibilisation, la formation et l'action politique par la Plateforme des Femmes des Quartiers Populaires pour la Participation (POFQ).

## OSSO50 République Démocratique du Congo : synthèse des résultats

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)
<b>Personne de contact :</b> <b>Sylvie DEMEESTER</b> <b>Tél : 02/505 40 76</b> <b>Email :</b> <b>sdemeester@solsoc.be</b>	CENADEP CRAFOP DIOBASS RESEAU PRODDDES	<b>PL1 :</b> 5 réseaux : Une Fédération nationale (la CONAPAC : 11 Fédérations provinciales), 3 Fédérations Provinciales (la FOP : Sud Kivu, 10 OP), la Plateforme des innovations agricoles (PFIA : Nord Kivu, 3 OP), la COPADE (Équateur : 46 unions de 364 Organisations Paysannes), le réseau d'agriculture urbaine et périurbaine de Kinshasa (ROPAFKIN : 8 unions) <b>PL2 :</b> 5 à Kinshasa, 1 à Kolwezi, 5 à l'Équateur, 2 comités de marchés de Bukavu (Bagira et Nguba) et 13 pré-coopératives et coopératives au Sud et Nord <b>PL3 :</b> 7 réseaux : à Kinshasa POFQ/RAOCB 30 OCB), OCEC (6 OCB), REAJEQ (17 OCB), DAQ (9 quartiers) et à Bukavu FCMU (11 CMU), DAC (6 Réseaux communaux) et COGEKA (Comité de Gestion de l'Eau de Kavumu). <b>PL4 :</b> la CORAP (35 OCB) et le CMS (55 OCB) <b>PL5 :</b> LONALO, MUSQUAP et AFYA
<b>Libellé de l'OSSO50:</b> Libellé de l'OS : Les capacités des partenaires et leurs groupes cibles, avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes, sont renforcées aux plans politique, stratégique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l'éducation et du contrôle citoyen, de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale.		
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2015 et leur appréciation :</b> 😊, 😐, 😞		
<b>PL1 :</b> Malgré la crise institutionnelle traversée en 2015, la CONAPAC a assis sa notoriété. Elle préside le Comité National pour la Promotion de l'Agriculture Familiale. Avec ses Fédérations, elle est une force sociale qui agit au niveau national et dans 11 Provinces. La COPADE qui s'est affranchie du CRAFOP semble avoir perdu son ancrage à la base et se gouverne plus du haut vers le bas. Cette prise de conscience l'oblige à réinvestir des moyens dans l'accompagnement de ses membres. La FOP a pris une bonne vitesse de croisière et satisfait par ses services l'ensemble de ses membres. Elle a su s'allier avec l'autre fédération d'organisations paysannes du Sud Kivu avec qui elle fait front pour les causes de leurs membres. La PFIA reste la parent pauvre du programme et y reste une actrice de changement peu visible. Le ROPAFKI s'est structuré en trois sections (filières) opérationnelles (Agriculture, Élevage et Pêche). Il commence à se positionner comme mouvement social, mais n'est pas encore reconnu par la CONAPAC. 😊		
<b>PL2 :</b> Même si au sein des IESS on remarque plus de confiance, de fierté et de solidarité, il faut encore agir pour assurer leur stabilité et leur durabilité. Dans leur dialogue, elles ont acquis les concepts et valeurs de l'ECOSOL, mais pas dans leurs pratiques. Leur suivi reste insuffisant du fait que les partenaires ne se sont pas donnés les moyens et les compétences spécifiques et techniques pour le faire. La question de leur statut se pose de manière de plus en plus cruciale (ASBL ? Groupement d'Intérêts Economiques ?) 😞		
<b>PL3 :</b> L'accompagnement plus actif des partenaires à l'approche des processus électoraux et dans le cadre de l'organisation de grandes activités mobilisatrices comme les Rencontres Citoyennes de Kinshasa, les Assemblées des parties prenantes des Forums Sociaux, les mobilisations pour l'accès à l'eau ou l'aménagement des marchés urbains, ont permis de relancer les Dynamiques d'Actions Citoyennes. La POFQ est porteuse d'espoir pour une participation plus grande des femmes à la chose publique et dans les instances de décision. La relance des membres des instances n'est pas toujours possible du fait du déficit de « bons leaders ». 😊		
<b>PL4 :</b> Le plaidoyer de la Coalition des organisations de la société civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique (CORAP) est un exemple d'action porteuse de changement au bénéfice des populations et de mobilisation efficace. Elle a reçu le soutien d'une grande partie des organisations de la Société Civile qui est reconnue. 😐 Le Cadre de Concertation pour la Mobilisation Sociale peine à prendre ses marques en dehors des périodes des Forums Sociaux. Son équipe bénévole ne trouve pas toujours la force pour se réunir et agir.		
<b>PL5 :</b> En 2015, la LONALO est fonctionnelle et offre les services attendus par ses membres, soit l'accès à des soins à moindre coût et la mise à disposition de médicaments de qualité à des prix accessibles. Toutefois, les premiers mois de son fonctionnement montrent sa fragilité financière et probablement ses limites. Une évaluation est programmée en 2016. L'étude de faisabilité de la MUSQUAP est clôturée. Elle a fourni les données nécessaires à son AG de lancement. A Lubumbashi les premières séances de sensibilisation ont permis de mettre en place le comité préparatoire à la mutuelle des creuseurs artisanaux. 😊		
<b>Exécution budgétaire</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>
<b>Personnel</b>	<b>Total</b>	



<b>cumulée 2014 et 2015</b>				
<b>Budgétisé</b>	201.784,00	595.807,00	252.470,00	1.0050.061,00
<b>Réalisé</b>	236.521,91	489.376,62	211.360,06	937.258,59
<b>%</b>	117%	82%	84%	89%

**Commentaires:** Il a été opportun de déjà construire une partie des hangars de stockage au Sud Kivu raison du dépassement de la rubrique investissement. Plusieurs financements en lien avec le processus des élections sont postposés et la gestion de certaines entreprises d'économie sociale et solidaire doit être renforcée avant de recevoir la deuxième tranche de leur financement.

**Suivi et coordination du PGM :**

<b>Dates</b>	<b>Objet de la mission de suivi</b>	<b>Participants</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3/2 au 18/2</li> <li>• 25/11 au 1/12</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mission de suivi et de remplissage des journaux annuels</li> <li>• Renforcement du dispositif de suivi, renforcement thématique, participation au conseil d'administration du réseau PRODDDES et identification volet mutuelle de santé à Lubumbashi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• SOLSOC, les interlocuteurs techniques (IT) et des partenaires limitrophes</li> <li>• SOLSOC, les IT des 4 partenaires, le Président du PRODDDES et des partenaires limitrophes du CENADEP, l'équipe du Cenadep du Katanga</li> </ul>
<b>Dates</b>	<b>Objet du Conseil d'Orientation et de gestion</b>	<b>Participants</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 29 au 30/7 et 27-28/11</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluer la vie institutionnelle du Réseau PRODDDES</li> <li>• Evaluer et capitaliser les avancées dans la mise en œuvre de la 2ème année du PGM</li> <li>• Evaluer l'efficacité du Secrétariat Permanent et en orienter l'action face aux enjeux et défis du moment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les IT des 4 partenaires, le Président du PRODDDES, l'administrateur du PRODDDES, les Coordonnateurs du CRAFOP et le e la Plateforme DIOBASS</li> </ul>

**Principales conclusions et recommandations**

L'exécution du programme a pris sa vitesse de croisière chez 3 des 4 partenaires. Les pratiques organisationnelles du CRAFOP et la faiblesse de son équipe remettent en question le partenariat pour le futur car il ne répond pas actuellement aux critères de partenariat de Solidarité Socialiste. Le PRODDDES a retrouvé ses rôles de transmission d'informations, de formation et de systématisation qui doivent s'intensifier en 2016. En effet, les missions en regards croisés ont montré que les concepts spécifiques aux projets sont dans la théorie maîtrisés mais pas toujours leur mise en pratique (ECOSOL et mise en place de MS).

Certaines méthodes de travail comme celles basées sur l'éducation populaire, favorisant l'autonomisation, la participation et la bonne gouvernance sont parfois moins présentes voir bafouées.

Pour tous les partenaires, la recommandation déjà faite en 2015 de renforcer le travail de proximité dans l'accompagnement principalement des IESS et des MS reste valable, même si chez certains un effort a été fait. Si les partenaires décident de poursuivre dans l'accompagnement d'IESS et des MS dans le programme 2017-2021, ils doivent en acquérir les compétences très spécifiques et très sectorielles nécessaires. La mise en place de deux cellules « volantes » d'appui aux IESS et aux MS attachées, par exemple au PRODDDES, pourrait être la solution si elles sont finançables et si leur travail est accepté par les partenaires sans qu'ils développent des sentiments d'ingérence. En 2016 le volet prévu au (ex)Katanga va véritablement se mettre en place avec la MS AFYA à Lubumbashi et le soutien à la coopérative des creuseurs ATRAM à Kolwezi.

En fin de programme une attention particulière doit être portée sur l'autonomisation des partenaires limitrophes, ce qui doit se traduire dans la manière dont les partenaires associés vont concevoir leur accompagnement et leur dispositif de suivi. Celui-ci doit inclure leurs besoins prioritaires en renforcement afin qu'ils soient performants dans leur gouvernance (le renouvellement des instances de la plupart d'entre eux a montré le déficit de leaders compétents et la personnalisation et concentration du pouvoir) et dans la réalisation de leurs métiers.

« Les bons exemples », comme la structuration participative et le fonctionnement de la FOP, doivent être valorisés au sein du réseau des partenaires.

Le plaidoyer est encore relativement peu efficace et son suivi parfois négligé. La réussite du plaidoyer de la CORAP est à analyser pour en tirer profit.

Lors de la préparation de la population à voter, il sera important de mettre l'accent sur la lecture d'un projet politique et l'interpellation des candidats sur celui-ci afin de pouvoir par la suite en faire le suivi.

Les partenaires doivent accorder de l'importance au renouvellement des membres des instances qui a montré le déficit de leaders compétents pour assurer un véritable turnover et éviter la concentration du pouvoir (trop centralisé). Il faut donc bien à l'avance prévoir une relève par la formation des membres (et plus spécifiquement celle des femmes et des jeunes) leaders potentiels à qui les différents rôles et mandats doivent être clairement explicités.

**g. Objectif Spécifique Sud OSS060 Guinée Bissau : Renforcement des capacités d'acteurs pour la construction d'un mouvement d'Économie Sociale et Solidaire en Guinée Bissau**



**Le centre multifonctionnel de RADEL, un investissement pour le futur !**

Gilberto Ferreira, novembre 2015 : « Après un voyage de plusieurs heures au départ de Bissau, je vais visiter le centre multifonctionnel de Radel, le Réseau pour le développement local des organisations du secteur de Cacine, dont la construction s'est récemment achevée. Peint de couleurs vives, en blanc, vert et jaune, doté d'une salle de cours et d'une grande paillote extérieure, il fait visiblement la fierté des associations membres de RADEL, des enfants et des habitants du lieu en général. Le confort peut nous sembler rudimentaire, mais, grâce aussi à la proximité d'un puits, c'est la première fois que je loge dans la zone et que j'ai droit à une douche dans ma chambre avant de dormir ! Confort appréciable pour les hôtes de passage, mais surtout pour l'articulation avec les autres régions du pays. La joie et la fierté des membres de RADEL sont palpables, ce centre concrétise un rêve longtemps reporté. Malgré une certaine insécurité par rapport l'avenir, du fait de l'arrêt du programme de Solidarité Socialiste fin 2016, on ressent aussi de la confiance pour le futur de ces partenaires. Car malgré certaines divergences occasionnelles, le leadership semble bien conscient de certains risques pour cette population de producteurs familiaux, tels que la surexploitation de la forêt, l'épuisement des sols, la température très élevée en été et les récoltes insuffisantes. Ils ont pleine conscience de l'importance de la poursuite d'un travail de formation continue pour une agriculture performante et durable et pour assurer la relève, leur relève. La nuit tombant nous laisse admirer un ciel plein d'étoiles, l'électricité étant encore un luxe peu accessible dans cette zone reculée. Quel cadeau ! Je bavarde avec un artisan de la zone, lui-même cultivateur et formateur des jeunes artisans qui travaillent le bois, la pierre, les teintures végétales... Le lendemain, nous parcourons des champs de graminées aux multiples usages : alimentation des animaux, artisanat, construction... Quels paysages ! Quelle beauté ! Définitivement, il existe ici un potentiel pour un tourisme alternatif, un tourisme respectueux de la nature, pour un public conscient des enjeux environnementaux, qui n'exigera pas la « clim » mais saura apprécier la générosité des hommes et de la nature. »

## OSSO60 Guinée Bissau : synthèse des résultats

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2014 (groupes cibles)		
<b>Personnes de contact :</b> Marie Charlier <b>Téléphone:</b> 02/505 40 77 <b>Email :</b> <a href="mailto:mcharlier@solsoc.be">mcharlier@solsoc.be</a>  Veronique Wemaere 02/505 40 71 <a href="mailto:vwemaere@solsoc.be">vwemaere@solsoc.be</a>	PROCIVICUS (AD)	PL1 : 2 réseaux, associations et coopératives des femmes productrices de l'économie sociale et solidaire PL2 : 3 réseaux, associations et coopératives de pêcheurs et agriculteurs PL3 : 2 réseaux d'associations d'habitants et de producteurs urbains et ruraux PL4 : Le réseau des partenaires PROCIVICUS/GB PL5 : Les partenaires des projets pilotes d'AD au Nord PL6 : La table des partenaires de l'économie sociale et solidaire		
<b>Libellé de l'OSSO60 :</b> les partenaires du programme PROCIVICUS (AD, ADIM, UPCA-GNB, AVACOG, RADEL, UAC, RAMOB et CNCR) sont renforcés dans leurs capacités institutionnelles et techniques ainsi que dans leurs capacités relatives aux thématiques de l'économie sociale et solidaire, de la démocratie et de la souveraineté et sécurité alimentaires et sont ainsi davantage en mesure de réaliser leur mission d'accompagnement et de renforcement de leurs groupes cibles.				
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2015 et appréciations</b> 😊, 😐, 😞				
<p><b>PL1 : Les réseaux, les associations et les coopératives de femmes productrices de l'économie sociale et solidaire (AVACOG, APALCOF) :</b> Le réseau AVACOG approche les autorités locales dans le cadre de revendications d'un local pour leur siège social et activités. Un groupe de femmes est reçu et entendu. Aussi bien AVACOG qu'APALCOF développent des activités génératrices de revenus dans le secteur de l'ESS qui leur permettent de diversifier leurs produits mais aussi d'être plus autonomes. 😊</p> <p><b>PL2 : Les réseaux, les associations et les coopératives de pêcheurs et d'agriculteurs (RADEL, UAC) :</b> RADEL et UAC avancent difficilement dans leurs projets de fonds rotatifs. En 2015, tous deux appuient leurs membres pour réaliser des IESS cependant cela reste à un niveau local voir régional mais encore rien n'est fait au niveau national. 😞</p> <p><b>PL3 : Les réseaux d'associations d'habitants et de producteurs urbains et ruraux (RAMOB, UPCA, CNCR) :</b> Les associations membres des réseaux n'ont pas réalisé d'AG statutaires en 2015 et n'ont pas approuvé de plan d'action pluriannuel. Toutefois, elles ont réfléchi ensemble à la planification de leurs activités mais de manière informelle. Il n'y a pas pour 2015 de nouvelle région touchée par le projet pilote en matière d'aviciculture mais une amélioration des projets existant. 😞</p> <p><b>PL4 : Le réseau PROCIVICUS :</b> Le PCV contribue de plus en plus à la coordination des membres du programme et à l'appui d'actions communes. Les autorités publiques nationales le reconnaissent pour son expertise et, en dehors des moments de troubles politiques, il est capable de se positionner comme leader pour le plaidoyer au niveau national. En 2015, le PCV renforce un réseau dans le secteur de l'alphabétisation et de l'éducation informelle et identifie des nouveaux acteurs en la matière pour former une nouvelle plateforme. 😊</p> <p><b>PL5 : Les partenaires des projets pilotes d'AD au nord du pays :</b> AD ne mène pas en 2015 d'action de plaidoyer avec ses partenaires au Nord. Il concentre ses ressources sur la mise en place de projets pilotes dans ces zones reculées et ce en matière d'ESS. L'association « Lâmpada do Campo » se voit renforcée et appuyée par AD. 😐</p> <p><b>PL6 : La Table des partenaires de l'économie sociale et solidaire :</b> La Table des partenaires ECOSOL intègre la boussole et crée un guide d'éducation populaire qui sert de base de réflexion pour les projets de la Table. Ces partenaires sont aussi en 2015 à la base d'IESS coordonnées par le PCV comme c'est le cas pour la préparation de la foire AGRIFEST, 3 jours autour de l'ESS. 😊</p>				
<b>Exécution budgétaire 2014 et 2015 cumulée</b>	<b>Investissement</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Personnel</b>	<b>Total</b>
Budgétisé	362.358,00	191.324,82	125.152,00	678.834,82
Réalisé	348.290,27	67.464,33	116.187,11	531.941,71
%	96%	35%	93%	78%

**Commentaires :** La faible exécution du budget pour la rubrique fonctionnement peut s'expliquer par le fait que les ressources semblent concentrées pour le renforcement du partenaire associé et moins pour le suivi et la coordination des partenaires limitrophes. Cela est dû en partie à une difficulté pour le PCV d'identifier les frais se rattachant à leur fonctionnement et ceux qui devraient être identifiés comme renforçant les partenaires limitrophes.

**Suivi et coordination du PGM**

Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants
30/05 au 07/06/ 2015	V. Wemaere (directrice) G.Ferreira (gestionnaire de programme GB) K. Shebah (chargée de suivi budgétaire des programmes)	Mars 2015  Septembre 2015	PCV, UAC, RADEL, CNCR, UPCA, RAMOB, Table ECOSOL, AD, AVACOG, APALCOF  PCV, Table ECOSOL
30/11 au 8/12/2015	G. Ferreira	Janvier 2016	PCV, UAC, RADEL, CNCR, UPCA, RAMOB, Table ECOSOL, AD, AVACOG, APALCOF

**Principales conclusions et recommandations**

Le travail réalisé par nos partenaires en Guinée-Bissau est assez remarquable étant donné la situation politique du pays et la fragilité de bon nombre des membres (faible taux d'alphabétisation, éloignement physique, ...). En effet, malgré la certaine difficulté à rencontrer des indicateurs, des changements positifs sont observés et nous considérons grandement le travail et la volonté des partenaires limitrophes à s'inscrire dans la dynamique de l'ESS. Au vu du contexte assez délicat de ce pays, nous pensons peut-être aussi que les indicateurs ont été trop ambitieux.

Le défi en termes organisationnels pour 2016 reste la gestion administrative et financière du partenaire associé. Également, la maîtrise de la cartographie pour tous les partenaires est aussi grandement attendue pour la dernière année du programme. Aussi, bien qu'ayant déjà positivement évolué, le suivi évaluation devra s'avérer encore plus rigoureux et dynamique.

En vue du processus de désengagement de Solidarité Socialiste en Guinée-Bissau, les stratégies pour 2016 doivent être attentivement réévaluées et priorisées. Il s'agira de pouvoir se désengager avec la perspective d'une viabilité pour les réseaux.

- La visibilité des réseaux et la recherche d'autres sources de financements afin d'assurer la continuité des activités.
- L'appui du PCV à ses réseaux membres dans la formulation de projets avec l'UE et l'établissement de contacts stratégiques. Aussi, le PCV doit faire évoluer ses relations avec TINIGUENA (ONG guinéenne bien consolidée) afin d'analyser la participation de celle-ci au réseau du PCV. En 2016, le PCV doit principalement veiller à la consolidation de certains réseaux et organisations sur lesquelles il peut compter à l'avenir comme par exemple CS, UPCA.
- L'appui à la construction d'un centre polyvalent pour la promotion des IESS : nécessité d'une structure physique et de la promotion et divulgation des objectifs de ce centre.
- L'implémentation d'unités d'élevage d'animaux de cycle court : la finalisation des structures et le renforcement des capacités de production des agriculteurs, mais aussi des autres acteurs impliqués dans le secteur de la production, ainsi qu'une assistance technique à la production.
- La mise en place de cellules coopératives pour la dynamisation de la commercialisation des produits dans le cadre de l'ESS : il est essentiel de garantir des incubateurs sociaux de production et de commercialisation que ce soit pour les produits ou les services et d'organiser des formations sur les thématiques adéquates dans le cadre de l'ESS.
- La mise en place d'un groupe de travail pour l'appui en gestion administrative et financière pour les partenaires limitrophes. Développer dans ce cadre le partage d'informations entre les différents RAF.

Les prochaines missions en Guinée-Bissau devront se concentrer sur la révision générale des pratiques administratives et financières, les ajustements nécessaires au programme en vue de la dernière année de Solidarité Socialiste en Guinée-Bissau et également sur l'analyse de la durabilité de la structure du PROCIVICUS.

## ***h. Objectif Spécifique Sud OSSO70 Maroc : Renforcement des capacités d'acteurs collectifs porteurs de changement social dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la démocratie au Maroc***

**Siham Anagda, membre de la coopérative « Espace Wissam » (en instance de légalisation) appuyée par le programme en 2015, domaine d'intervention: L'esthétique féminine**

**Siham, avais-tu une activité professionnelle avant la création de votre coopérative ?**

*Non, je ne travaillais pas. J'étais femme au foyer depuis mon mariage. J'élevais ma fille et mon fils.*

**Alors, qu'est-ce qui t'a amenée à travailler et particulièrement dans le domaine de l'esthétique ?**

*Mon mari a eu des problèmes professionnels qui ont affecté ses revenus. Pour nous en sortir, j'ai décidé de travailler, dans n'importe quel domaine, l'essentiel étant de travailler. Je me suis inscrite à la formation en coiffure de l'association Wissam. J'aurais aussi bien pu faire de la mécanique, mais depuis mon enfance, j'étais attirée par les métiers de l'esthétique.*



**Et comment êtes-vous arrivées à l'idée du projet ?**

*Nous suivions les cours chez Rachida. Moi et les autres, nous avons des tas d'idées de projets. Rachida connaissait bien nos situations particulières. Nous avons identifié ensemble nos problèmes et des solutions. Puis l'occasion s'est présentée, et quatre d'entre nous ont initié le projet.*

**Comment vous en êtes-vous tirées depuis le démarrage de votre boutique ?**

*Ça marche bien. Après avoir réglé notre loyer, les fournitures et toutes les dépenses, il nous reste un bénéfice que nous partageons entre nous de manière égale quelle que soit l'importance de la prestation faite par l'une ou l'autre des membres de la coopérative. Même en cas de maladie ou d'absence involontaire, l'intéressée touche sa part du bénéfice.*

*Nous avons aussi mis en place une tirelire et nous cotisons chacune cinq dirhams par jour pour nous permettre de faire d'autres achats. Nous voulons diversifier nos activités, car en automne et en hiver la coiffure marche peu. Nous avons déjà participé à une tontine avec d'autres femmes. Ce qui nous a permis d'acheter un lot de robes de soirée pour les louer pour les fêtes et nous avons des clientes. Nous voulons aussi être pionnières dans le domaine du massage. Nous voulons devenir une référence pour les futurs projets, nous allons économiser pour soutenir d'autres femmes. Nous souhaitons vivement que les médias parlent de nous, de notre expérience...*

**Est-ce que vous avez entendu parler de l'économie sociale et solidaire ?**

*Oui, j'ai participé à l'atelier concernant «la boussole ». Nous avons orienté des clientes qui veulent produire de la pâtisserie vers l'association Khotwa. Nous voulons bâtir ce genre de relation avec tous les projets de ce genre. Lors du Salon National de l'économie sociale, nous avons établi de bonnes relations avec des associations venant des différentes régions du pays et nous donnons priorité à l'achat des produits comme l'huile d'argan auprès des coopératives et associations féminines. Nous avons aussi organisé une activité au profit des enfants de la rue parrainés par l'association Bayti. Lors des réunions, nous nous rendons compte à quel point l'être humain est confronté à des difficultés énormes.*

**Qui est responsable dans votre coopérative ?**

*Nous sommes toutes les quatre responsables.*

**Qu'est-ce qui vous manque ?**

*Un PC de bureau. Aujourd'hui nous utilisons ma tablette pour présenter nos échantillons aux clientes. Ce sera certainement notre prochain achat.*

**Comment vous sentez vous après le démarrage du projet ?**

*Très heureuse. Je travaille, je participe donc j'existe et j'allège la pression des dépenses qui s'exerçait sur mon mari. Je sens que mon porte-monnaie est chaud. Ma vie est meilleure. Les femmes de notre groupe sont très solidaires les unes avec les autres, mais aussi avec l'ensemble des citoyennes et citoyens.*

**Lundi, 7 février 2016**



## OSSO70 Maroc : synthèse des résultats

Titre: Renforcement des capacités d'acteurs collectifs porteurs de changement social dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et de la démocratie au Maroc		
Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)
<p><b>Personne de contact:</b> Veronique Wemaere <b>Tel:</b> 02/ 505 40 71 <b>Email:</b> <a href="mailto:vwemaere@solsoc.be">vwemaere@solsoc.be</a></p>	<p>AFAQ AJR EC en voie de formalisation: IFAAP</p>	<p>PL1: Les associations de quartier (38/47) PL2: Les dynamiques de quartier (5/8) PL3: Les partenaires AFAQ et AJR PL4: L'équipe de coordination ( IFAAP)</p>
<p><b>Libellé de l'OSSO70:</b> Les capacités des partenaires et des groupes cibles (associations de quartiers, dynamiques de quartiers, réseau action femmes des associations des quartiers du grand Casablanca, réseau action jeunes des associations des quartiers de Casablanca et l'équipe de coordination) avec une attention particulière aux jeunes et aux femmes sont renforcées au plan politique, stratégique, méthodologique, technique, institutionnel et financier, dans les domaines de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de la démocratie.</p>		
<p>Principaux résultats et analyses des changements 2014 😊, 😐, 😞</p>		
<p><u>PL1</u> : Les associations ont développé des synergies qui dépassent le cadre de leur projet de quartier en mettant en place un processus d'animation qui amène le citoyen à participer : cela s'est traduit par un foisonnement d'initiatives dans les quartiers autour de préoccupations partagées et par une stratégie collective de suivi du processus électoral. L'association est devenue animatrice de quartier. Elle s'adresse aux autorités publiques et aux partis pour exposer les problèmes du quartier et les solutions pour les résoudre. Le processus d'appui des premières expériences en ESS donne des résultats encourageants. Les associations ont créé 57 nouveaux emplois pour des femmes et jeunes filles et formé 180 femmes et 70 jeunes filles. 😊</p>		
<p><u>PL2</u> : Dans chacun de leur quartier, 5 dynamiques ont animé un processus de mobilisation et de suivi des élections communales et régionales qualifié de modèle par les partis politiques. La démarche collective et harmonisée pour les 5 quartiers a mis en première ligne les associations de quartier comme porte-parole des citoyens eux-mêmes associés au processus. Les dynamiques commencent à capitaliser des pratiques innovantes relevées auprès des associations. Elles doivent cependant mieux intégrer les stratégies des associations et catalyser les complémentarités et synergies entre associations internes et externes au programme en faveur du plan global et partagé de développement de leur quartier. 😊</p>		
<p><u>PL3</u> : Les partenaires AJR et AFAQ ont animé l'élaboration d'une plateforme de plaidoyer sur les lois organiques pour les élections communales et régionales au sein d'une coalition qui regroupe d'autres organisations (AMDH, ATTAC Casa, Groupe des jeunes femmes pour la démocratie et OMDH Casa). Cette « coalition civile pour la prise en compte du genre et de la jeunesse dans les décisions publiques » a interpellé les partis politiques sur leur programme. Elle s'est centrée sur la participation effective des jeunes, des femmes et de la société civile au processus électoral et dans les espaces de consultations et de décisions aux niveaux communal et régional. Une campagne, « Sma3 saouti » ou « entend ma voix » relayée dans les quartiers par les dynamiques et associations a débouché sur un programme électoral alternatif composé de cent mesures pour « une commune territoriale équitable ». Elle a fait l'objet d'une importante couverture médiatique. Et certaines mesures ont été prises en compte dans les programmes des partis et des conseils élus. 😊</p> <p>Les comités « parité et égalité des chances » et le « conseil consultatif des jeunes et de l'action associative » prévus par la constitution n'étant pas encore été mis en place, les partenaires ont poursuivi le plaidoyer avec les autres partenaires du programme, AFAQ a accompagné et visibilisé les associations de femmes porteuses d'IESS (initiatives de l'économie sociale et solidaire). Les groupes de jeunes actifs dans le domaine des arts et médias alternatifs suivis par AJR et les dynamiques pourraient faire l'objet de nouvelles IESS.</p>		
<p><u>PL4</u> : L'EC a mis toutes ses compétences et ressources à la disposition des acteurs du programme et confirme son rôle d'association autonome d'appui et devient le noyau d'un institut de formation sur l'accompagnement des acteurs et le travail de proximité (IFAAP). Elle a aussi joué un rôle important dans l'harmonisation des plans d'action et projets des dynamiques, associations et partenaires associés (AFAQ, AR et IFAAP) en veillant à l'indispensable ouverture vers les autres acteurs de leur environnement. Elle a initié avec les autres partenaires, l'espace d'alliances « la voix de la société civile de la région de CASA SETTAT » en vue d'intégrer les acteurs internes et externes au programme autour de préoccupations partagées (politiques publiques, ESS etc..) 😊</p>		

Exécution budgétaire cumulée 2014 et 2015	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	215.110,00	296.774,81	200.750,00	712.634,81
Réalisé	70.380,25	143.688,36	161.920,42	375.989,03
%	33 %	48 %	81 %	53 %

**Commentaires:** L'annonce tardive de la date des élections communales et régionales (le 4/09) repoussées à plusieurs reprises a exigé d'adapter les stratégies du programme. L'appui aux projets collectifs des associations a été privilégié afin d'éviter la multiplicité des activités individuelles et l'affaiblissement de la dynamique collective.

L'accompagnement des associations porteuses d'IESS nécessite un travail progressif afin de trouver la meilleure formule pour assurer leur pérennité et leur développement autonome. En 2016, les partenaires accéléreront le rythme de réalisation des projets dans le respect des valeurs, principes et objectifs du programme.

#### Suivi et coordination du PGM

Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants
Du 21 / 01 au 31 /01/ 2015	Veronique Wemaere	Du 21 au 31 /01(rapport 2014)	Solsoc, AJR, AFAQ, EC et dynamiques
Du 28/01 au 01/02 /2015	Casimir Nsabimana	Du 28/01 au 01/02 /2015 (implémentation snapshot (compta sud))	RAF( AJR, AFAQ, EC)
		Du 7 au 8 /03 / 2015 (validation rapport 2014 et plan d'action 2015)	Comité Tripartite et CCE et CP
		Du 6 au 7/10 /2015 (rapport intermédiaire)	Comité Tripartite et CCE et CP

#### Principales conclusions 2015 et recommandations

Le contexte électoral a été déterminant dans le déroulement du programme en 2015. La campagne électorale a été un moment de contractualisation entre les candidats et la population. Pour la première fois, les partis sont interpellés par la population. Les partenaires associés ont renforcé le processus des cadres de travail liés aux thématiques d'Economie Sociale et Solidaire, Droits Economiques et Sociaux et politiques publiques « genre et jeunesse », ... au travers d'espaces d'échanges avec des partenaires stratégiques. Ces cadres ont alimenté la stratégie d'interpellation collective des partis politiques et des élus. Ces espaces convergent progressivement vers un nouvel espace régional «la voix de la société civile de la région de CASA SETTAT » initié par les partenaires. Il est voué à s'ouvrir à tous les acteurs démocratiques de la société civile. Il facilitera le suivi des politiques publiques surtout durant les législatives prévues en octobre 2016. La voix de la société civile de la région de CASA SETTAT stimulera les synergies entre les DYN et autres acteurs du Travail Décent pour mieux intégrer les thématiques du programme, mais également ses approches et outils (l'éducation populaire, la cartographie des incidences, la boussole de l'ESS et de l'autonomie,...)

La thématique de l'ESS amorcée par AFAQ devient un concept partagé par tous les acteurs du programme et d'autres (experts, universitaires, parlementaire, institutions publiques comme l'INDH et l'entraide nationale). Elle a fait l'objet de propositions dans les cahiers de revendications lors de la campagne électorale de 2015. La nécessité de travailler sur l'auto-emploi ou la création d'emploi pour les femmes et les jeunes est au cœur des débats et l'approche des partenaires pour travailler cette thématique dans les quartiers populaires est innovante. Le processus d'appui des premières expériences en ESS donne des résultats encourageants (57 nouveaux emplois, 180 femmes et 70 jeunes filles formées). Il devrait s'élargir à de nouvelles expériences et dans de nouveaux domaines (médias alternatifs) qui concernent les jeunes. Les deux séminaires organisés pour analyser les expériences ont permis d'affiner une boussole des principes de l'ESS pour les acteurs et une plateforme d'orientation et d'accompagnement des expériences. Les partenaires poursuivront le travail de conceptualisation et d'élaboration de stratégies qui pérenniseront les acquis et les élargiront en prenant en compte la question de la protection sociale.

2016 sera également consacré au renforcement du processus de l'auto-évaluation continue et de la capitalisation.

L'identification d'une base line servira de référence au prochain programme.

**i. Objectif Spécifique Sud OS080 Palestine : Renforcement des capacités des jeunes pour la création d'un mouvement social qui défend l'égalité, la liberté, les droits humains et la justice sociale, politique et économique en Palestine.**









Dès 2014, les partenaires associés du programme se sont efforcés de dynamiser la collaboration entre Gaza et la Cisjordanie pour que les jeunes développent, ensemble, une vision d'un projet national. Même par vidéo-conférence, les contacts ne sont jamais évidents avec Gaza car les coupures d'électricité sont nombreuses... Grâce aux réseaux sociaux, des jeunes des clubs de Gaza City et de Tulkarem sont tout de même parvenus, en mai, à organiser un marathon pour commémorer la « nakba ». Cet événement a déjà constitué un succès et il a d'ailleurs attiré les télévisions de nombreuses chaînes palestiniennes.

En revanche, le moment fort du programme est arrivé en décembre quand, suite à des semaines d'efforts, les partenaires associés ont obtenu des permis pour que 8 jeunes de Gaza aillent rencontrer leurs homologues de Cisjordanie. Pendant une semaine, la délégation gazaouie a fait le tour des différents districts de la région, à la rencontre des jeunes du programme, pour échanger sur la situation actuelle en Palestine et ses impacts sur la jeunesse. Cela a donné un puissant élan aux jeunes pour communiquer et planifier collectivement leurs activités en 2016.

Mais au-delà des informations partagées, les différentes rencontres organisées ont provoqué une grande émotion chez les jeunes. Des larmes, tantôt de joie, tantôt de tristesse, ont ponctué chacune d'entre elles... Un rêve se matérialisait alors qu'il semblait inaccessible. Au final, ce séjour a encore une fois démontré que les jeunes gardent cette même soif de bonheur, de liberté et d'espoir, car pour les citer, « sans espoir, nos vies sont perdues ».



## OSS080 Palestine : synthèse des résultats

Titre: Renforcement de capacités des jeunes pour la création d'un mouvement social qui défend l'égalité, la liberté, les droits humains et la justice sociale, politique et économique en Palestine.				
Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)		
<b>Personne de contact:</b> François Sarramagnan <b>Tel:</b> 02/ 505 40 87 <b>Email:</b> <a href="mailto:fsarramagnan@solsoc.be">fsarramagnan@solsoc.be</a>	Ma'an PAC BISAN	<p><u>PL1</u> : 4 syndicats nationaux (PTUF, PGFTU, GUPW et GFITUP)</p> <p><u>PL2</u> : 18 clubs de jeunes (13 en Cisjordanie et 5 à Gaza)</p> <p><u>PL3</u> : étudiants de 10 universités (Open Al Qods – Ramallah, Birzeit, An Najah - Naplouse, Kadoorie, American University et Al Qods Open University – Tulkarem, Al Qods University – Abu Dis, American University à Jénine, Palestine University and Open Al Qods University – Gaza), dont 5 groupes (<i>Matar</i> à Ramallah, <i>Student Council</i> à Open Al Qods Tularem, <i>Sonaa Al Haya group</i> à Al Qods, <i>Right to education campaign</i> et <i>Voluntary committee</i> à Birzeit).</p> <p><u>PL4</u> : 6 comités populaires (Qaryout, Bil'in, Naplouse, Qablan, Sarra et Susya)</p> <p><u>PL5</u> : 10 municipalités (Qaryout, Bil'in, Naplouse, Saffa, Arraba, Halhoul, Al Zababdeh, Jénine, Tulkarem, Kufr Al Abab) ainsi que le Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports et le Ministère de la Jeunesse de Gaza.</p> <p><u>PL6</u> : Les partenaires associés Bisan, PAC et MA'AN.</p>		
<b>Libellé de l'OSS080:</b> Les membres des organisations partenaires du programme (syndicats indépendants, clubs et groupes de jeunes, étudiants et comités populaires), en particulier les jeunes femmes, renforcent leur capacité à contribuer à la création d'un mouvement social de jeunes, démocratique, efficace, sans affiliation politique partisane et comprenant de larges secteurs de la société, qui est en condition d'influencer activement la définition des politiques vers plus d'égalité, de liberté, de respect des droits humains et de justice sociale, politique et économique.				
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2016</b>				Appréciation
<p><u>PL1</u> : participation en hausse dans les activités syndicales, discussion avec les jeunes autour de l'organisation d'une campagne commune, mais lien de confiance difficile à établir.</p> <p><u>PL2</u> : augmentation du nombre de coordinatrices, intégration de revendications socio-économiques dans les agendas de la plupart des OCB, organisation de 6 campagnes de plaidoyer, renforcement du lien entre Gaza et la Cisjordanie par la digitalisation et les réseaux sociaux, formation d'un Comité National qui représente les jeunes des deux régions et rédaction d'un draft de manifeste.</p> <p><u>PL3</u> : participation accrue des étudiants aux activités du programme, adhésion aux OCB de jeunes, implication dans le Comité National et dans les campagnes, financement de 2 de leurs initiatives propres.</p> <p><u>PL4</u> : renforcement de la confiance des comités populaires dans le réseau de jeunes, participation croissante de ceux-ci à leurs activités, mais baisse du dynamisme en raison de la situation sécuritaire.</p> <p><u>PL5</u> : soutien aux activités des jeunes, intégration de ceux-ci dans des espaces de prise de décision, renforcement du travail avec le Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports (Ramallah) et le Ministère de la Jeunesse (Gaza) et logique de reddition de compte.</p> <p><u>PL6</u> : évolution significative des modalités de coordination du programme et de la maîtrise de la cartographie des incidences, mais manque de capitalisation et absence mobilisation de ressources complémentaires, principalement à cause de l'APD destinée à la Palestine</p>				     
Exécution budgétaire 2014 et 2015 cumulée	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	223.325,00	271.940,81	342.550,00	837.815,81
Réalisé	185.570,41	216.334,07	333.731,45	735.635,92
%	83 %	80 %	97 %	88 %
<b>Commentaires:</b> bon niveau d'exécution générale.				
<b>Suivi et coordination du PGM</b>				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
16 - 28 février	François Sarramagnan,	24 et 25 février : atelier de	5 agents de terrain (3 BISAN, 2	

	gestionnaire de partenariat Veronique Wemaere, directrice	rapportage annuel 2014  Atelier de rapportage intermédiaire 2015 les 28 et 29 juillet	PAC), le responsable suivi-évaluation de Cisjordanie (MA'AN), la coordinatrice générale du programme (MA'AN), la directrice et le gestionnaire de partenariat de Solidarité Socialiste.  Idem, à l'exception du personnel de Solidarité Socialiste
25 – 28 mai	François Sarramagnan		
2 – 7 novembre	François Sarramagnan		

#### **Principales conclusions et recommandations**

Les acteurs du programme sont en bonne voie pour atteindre l'objectif du programme à travers :

- La formation d'un comité national qui a rédigé un draft de manifeste qui devrait être adopté en 2016.
- L'approfondissement du dialogue avec les décideurs locaux et nationaux, y compris à Gaza.
- Le renforcement de la dynamique de collaboration entre Gaza et la Cisjordanie et un appui plus marqué à celle-ci en 2016.

En revanche :

- Mesures de prudence dans la participation future des jeunes aux activités des comités populaires.
- Principales stratégies amendées/ajoutées en 2016 : soutien accru aux initiatives des étudiants, recentrage vers le nord et le sud de la Cisjordanie, évaluation externe du programme et réalisation d'une étude de cas sur l'expérience d'une OCB de jeunes.

***j. Objectif Spécifique Sud OSS090 Sénégal : Renforcement des capacités d'acteurs de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale pour le développement d'une couverture maladie universelle effective et d'une agriculture familiale durable au Sénégal***

La centrale d'achat agricole de Touba Toul (CATT) a été créée en novembre 2005 de la volonté des producteurs des villages de la Communauté rurale de Touba Toul de prendre en charge leurs propres besoins en matière de développement agricole. Face aux problèmes de productivité, d'équipement et d'approvisionnement, la centrale a commencé à renforcer l'offre de services agricoles et financiers aux producteurs et productrices de sa région en mutualisant les efforts de ces derniers et à ce titre, elle fait l'objet d'un renforcement dans le cadre du programme actuel.

Alors qu'elle regroupait 45 groupements à sa création, elle compte aujourd'hui 134 GIE provenant de 53 villages de la commune, pour un total de 16 575 producteurs et productrices dont 72% de femmes. L'augmentation récente du nombre de membres trouve en bonne partie sa cause dans l'appui du











programme qui, en 2015, a permis à la centrale d'obtenir une unité de transformation de mil pour un montant de 3 millions de CFA et contribué à l'acquisition de 54 tonnes de semences pour le bénéfice des agriculteurs et agricultrices de sa localité. Par ailleurs, grâce à l'accompagnement de GREEN, la structure associative est parvenue à obtenir un local de la mairie et à négocier une certaine flexibilité dans l'utilisation des subventions publiques dont elle bénéficie. Enfin, au contact avec les responsables d'Oyofal Paj dans le cadre du programme, les leaders de la centrale ont entrepris de créer leur propre mutuelle de santé qui pourrait bénéficier d'une adhésion groupée des plus de



16.000 membres !

Aujourd'hui, la CATT est déjà devenue un acteur incontournable de la région de Thiès et c'est notamment cela qui a poussé l'ONG canadienne Suco à l'aider, avec l'entremise de GREEN, dans la réalisation d'un diagnostic organisationnel. Celui-ci a déjà été terminé et il aboutira en 2016 à des réformes en matière de gouvernance et à un allègement du fonctionnement. L'organisation poursuit donc son ascension, tout en continuant de respecter ses principes de solidarité et de fonctionnement participatif. Il s'agit sans nul doute d'un modèle à suivre à l'échelle du Sénégal !

## OSSO90 Sénégal : synthèse des résultats

Contact SolSoc	Partenaires associés	Partenaires limitrophes 2015 (groupes cibles)		
<b>Personne de contact:</b> François Sarramagnan Tel: 02/ 505 40 87 Email: <a href="mailto:fsarramagnan@solsoc.be">fsarramagnan@solsoc.be</a>	APROFES GREEN FONGS Oyofal Paj	<p><u>PL1</u> : 16 structures associatives, dont 6 associations paysannes, 5 réseaux de femmes de production/transformation/commercialisation, 3 GIE, une fédération de groupements et une centrale d'achat.</p> <p><u>PL2</u> : 4 mutuelles de santé (Thiakho Thioffior, Ndoffane, Ker Socé, Ndiébel)</p> <p><u>PL3</u> : 1 MEC régionale (ARAF), la MECAT, 2 caisses locales autogérées et 1 réseau de caisses « AVEC ».</p> <p><u>PL4</u>: élus locaux, responsables et décideurs départementaux, régionaux et nationaux.</p> <p><u>PL5</u>: les 4 partenaires associés du programme.</p>		
<b>Libellé de l'OSS080:</b> Les groupes cibles et les partenaires du programme (structures associatives, mutuelles de santé à base communautaire, mutuelles d'épargne et de crédit), et plus particulièrement les femmes et les jeunes qui les composent, renforcent leurs capacités sur le plan institutionnel, organisationnel, financier et politique dans le domaine de la protection sociale et de l'économie sociale et solidaire en tenant compte du respect de l'environnement et d'une gestion durable des ressources naturelles.				
<b>Principaux résultats et analyses des changements 2015</b>				<b>Appréciation</b>   
<p><u>PL1</u> : augmentation de la productivité, soutien accru de services techniques externes, meilleure intégration des jeunes et des femmes dans des cadres de concertation, renforcement sur le plan organisationnel, mais absence de renouvellement des instances de 3 PL accompagnés par GREEN en raison de la réalisation d'un diagnostic organisationnel.</p> <p><u>PL2</u> : renforcement de la gestion administrative et financière avec exercice en excédent, digitalisation des données, mise en œuvre de plans d'action de sensibilisation et augmentation des adhésions, obtention de subventions de l'État et des collectivités locales, intégration de 12 leaders mutuellistes dans le développement des Comités d'Initiative Mutuelliste par l'Agence de la CMU.</p> <p><u>PL3</u> : fonctionnement des MEC conforme aux statuts, adhésion en hausse aux MEC et aux caisses locales autogérées, prise en compte des orientations des structures associatives de la région de la MEC ARAF, création de 3 nouvelles caisses autogérées, dont un réseau, mais absence d'élargissement du partenariat à de nouvelles MEC.</p> <p><u>PL4</u> : crédibilité des partenaires auprès des décideurs, intégration des acteurs du programme dans des espaces de concertation, voire recours à leur expertise pour l'élaboration de prises de positions, notamment sur des questions environnementales et affectation de la gestion des bourses de sécurité familiale aux mutuelles de santé.</p> <p><u>PL5</u> : aboutissement de certaines démarches d'amélioration de la gestion administrative et financière, renforcement des connaissances en économie sociale et solidaire, capitalisation et partage d'une expérience de couplage entre une structure associative et une mutuelle de santé.</p>				        
Exécution budgétaire 2014 et 2015 cumulée	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé	219.494,00	298.940,81	198.234,00	716.668,81
Réalisé	224.219,15	165.256,22	200.036,55	589.511,93
%	102 %	55%	101%	82%
<b>Commentaires: RAS</b>				
<b>Suivi et coordination du PGM</b>				
Date des missions de suivi SolSoc	Participants	Date des ateliers de suivi pays	Participants	
Du 2 au 12 mars : mission de suivi et d'	François Sarramagnan, gestionnaire de partenariat Casimir Nsabimana,	Du 28 au 30 décembre : atelier de rapportage	Les membres du COPI (2 représentant(e)s par partenaires associés)	

**Principales conclusions et recommandations**

- Augmentation de la productivité des structures associatives, adhésion en hausse aux mutuelles de santé et exercice comptable en excédent pour ces dernières.
- Poursuite du renforcement organisationnel et de la gestion administrative et financière des partenaires du programme.
- Augmentation du nombre et de l'adhésion aux caisses locales autogérées et à deux MEC avec début prise en compte des orientations des structures associatives.
- Participation des partenaires dans des commissions et espaces de concertation avec les décideurs et maintien du soutien financier que ces derniers leurs ont accordé, voire augmentation dans le cas des mutuelles de santé.
- Maintien de la plupart des stratégies avec pour 2016 une attention accrue accordée aux pratiques relatives aux questions de genre et jeunesse, à l'intégration des jeunes et des femmes dans les instances des structures associatives, ainsi qu'à l'extension de la couverture géographique des MEC et caisses auto-gérées. Par ailleurs, les partenaires associés s'efforceront d'approfondir les expériences de couplage entre mutuelles de santé et structures associatives et Oyofal Paj veillera à ce qu'un maximum de promesses de soutien des collectivités locales se concrétisent.



#### 4. Objectif Spécifique Sud OSS100 Programme International : Renforcement des échanges, des collaborations et des synergies au niveau international en vue d'améliorer les compétences et les capacités de plaidoyer des partenaires associés et limitrophes



Octobre 2015 : Séminaire international, et visites de terrain d'initiatives d'économie sociale et solidaire (Groupe Terre et SOCOMEF)



## OSSO100 Programme international : synthèse des résultats

Contact SolSoc	Partenaires associées et limitrophes 2014
<p><b>Personne de contact:</b> Veronique Wemaere            Tel: 02/ 505 40 71            Email: <a href="mailto:vwemaere@solsoc.be">vwemaere@solsoc.be</a></p>	<p>25 partenaires du Burkina Faso, Burundi, Colombie, RD Congo, Guinée Bissau, Maroc, Palestine, Sénégal et Belgique.</p>
<p><b>Libellé de l'OSSO100:</b> Les partenaires associés et limitrophes du programme ont renforcé leurs pratiques d'échanges et de synergies au plan international et ainsi leurs compétences et leurs capacités de plaidoyer.</p>	
<p><b>Principaux résultats et analyses des changements 2014 et appréciation,</b> 😊, 😞, 😠, 😊</p>	
<p><b>R1 : Ateliers ESS :</b> Tous les partenaires associés du programme ont participé à au moins un atelier de construction de la boussole de l'ESS où ils ont échangé et analysé ensemble leurs expériences. La boussole leur offre un cadre de principes communs, un cadre de réflexion, des pistes de stratégies pour améliorer et adapter leurs pratiques. Les partenaires ont commencé à adapter leurs stratégies d'accompagnement des initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS) en se basant sur la boussole. Les premiers effets ont été relevés dans certaines pratiques des porteurs d'IESS.</p> <p><b>R2 : Missions internationales :</b> Pas de mission Sud pour renforcer le plaidoyer des partenaires en 2015 mais en revanche l'organisation d'une mission Action Commune en Palestine a eu toute une série de retombées positives et a fait l'objet d'un suivi très satisfaisant tant de la part des parlementaires que via les composantes associatives représentées dans la délégation (Voir OSN1).</p> <p><b>R3 : Les évaluations externes:</b> Le GT Autonomie a pour mandat de piloter l'évaluation des processus d'autonomisation et d'émancipation des acteurs (SolSoc, les partenaires, les organisations de base, etc...) du programme, avec comme question principale: "comment se définissent et se gèrent les relations de pouvoir et de dépendance entre les différents acteurs du programme? Son objectif est d'élaborer des recommandations concrètes pour les différents acteurs pour renforcer l'autonomie de leurs partenaires ainsi que leur propre autonomie. Le travail du GT est arrivé à mi-parcours. A partir de <b>3 évaluations externes</b> dans 3 pays (RD du Congo, Colombie et Sénégal), il a produit un outil, la « <b>cartographie de l'autonomie</b> » pour diffuser et faciliter l'appropriation de ces recommandations par les partenaires du programme. Avant d'être finalisé, il sera testé en Palestine en mars 2016 auprès des partenaires associés du programme.</p> <p><b>R4 : Cartographie des incidences (CI) :</b> les partenaires adoptent progressivement la méthode de la CI et les outils de suivi qui l'accompagnent. Ils reconnaissent ses avantages mais pointent aussi les difficultés d'optimiser son appropriation. Des recommandations ont été formulées et validées collectivement. Elles seront prises en compte en 2016 afin d'opérationnaliser le mieux possible la décision collégiale de continuer à travailler avec cette méthode « proche de la théorie du changement » pour élaborer et suivre le prochain programme.</p> <p><b>R5 : Forums sociaux :</b> Le Forum Social Mondial de Tunis (mars 2015) a permis d'alimenter la réflexion et les échanges internationaux sur le thème de l'Economie sociale et solidaire, en lien avec le contexte tunisien et des partenaires locaux (RTES). Il a également permis de renforcer le dialogue entre acteurs Nord et Sud actifs sur cette thématique. Parallèlement les partenaires de SolSoc présents à Tunis ont pu échanger et renforcer la dynamique africaine, maghrébine et internationale autour des thématiques de la protection sociale et de la jeunesse à travers le réseau. Le FSM 2015 a aussi été une opportunité pour SolSoc et ses partenaires Sud de participer au processus d'élaboration de l'ACC Travail Décent avec les organisations belges présentes sur place et également impliquées dans le processus.</p> <p><b>R6 : Analyses Contextuelles Communes:</b> SolSoc dans le cadre de la coalition « Travail décent » aux côtés des syndicats, des mutuelles et d'autres ONG (FOS, WSM et Oxfam) a contribué à l'élaboration de l'ACC thématique Travail Décent en prenant le lead de l'ACC TD Afrique de l'Ouest, du Nord et de la Palestine. Les partenaires ont été associés malgré les délais étiqués. Ils ont bien saisi les enjeux et opportunités de participer saisissant l'occasion de rencontrer d'autres organisations partenaires y compris des ONG belges, d'être visible, d'intégrer leurs thématiques de travail dans les ACC pays et de manière plus approfondie dans les 3 ACC travail décent qui les concernent.</p>	<p>😊</p> <p>😞</p> <p>😊</p> <p>😊</p> <p>😊</p> <p>😊</p> <p>😊</p>

Exécution budgétaire 2014 et 2015 cumulée	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total
Budgétisé		349.964,00	26.550,00	376.514,00
Réalisé		219.032,32	33.068,90	252.101,22
%		62,58 %	124,55%	66,95%

**Commentaires:** Les dépenses « personnel » ont dépassé les prévisions, une conséquence des mandats assignés aux experts à la fois dans l'animation des ateliers ESS et dans la capitalisation des résultats. Le budget OSS 100 a été utilisé pour atteindre uniquement l'objectif spécifique visant le renforcement du réseau des partenaires. Il a ses propres tableaux financiers (modèles 7 en annexes du rapport financier). Mais à la demande de la DGD, le budget et les dépenses ont été éclatés à part égale sur les 9 autres objectifs spécifiques « pays ».

#### Suivi et coordination du PGM

Date des réunions du Comité d'accompagnement du programme (CODAC) en 2015	Participants	Date des réunions et ateliers de suivi en 2015 (GT PGM)	Participants
3 réunions plénières (le 30/03, le 22/06, le 27/12)  6 réunions du GT Ecosol (12/01 ; 9/2; 13/04, 4/05, 10/06 et 25/11) 3 réunions du GT Evaluation /Autonomie (19/03, 21/05 et 22/09)	Equipe PGM et experts Equipe PGM et experts répartis sur les 3 GT	3 GT PGM (01/04, 16/06, 15/12) Le GT PGM est l'espace de suivi du PGM. Il a mis systématiquement un point à l'ordre du jour de ces 4 réunions sur l'OSS100 et le suivi de la méthodologie de la cartographie des incidences et du CODAC	Equipe PGM (Volet Nord et Sud)

#### Principales conclusions et recommandations

Les analyses et échanges issus de la rencontre internationale des partenaires en octobre 2015 confirment la pertinence de la stratégie de l'OSS100. **1. Une synthèse** des questions soulevées lors des 3 missions **d'évaluation externe sur l'autonomie des acteurs du programme**, sous forme d'un outil « la cartographie de l'autonomie » a été discutée lors de la rencontre internationale des partenaires. Une méthodologie pour diffuser et faciliter l'appropriation de ces recommandations par les partenaires du programme sera testée en Palestine en mars 2016. **2. Le processus d'élaboration collectif des boussoles de l'ESS** (outils concrets qui accompagnent les stratégies des partenaires) a permis de réelles réorientations stratégiques des volets ESS dans les programmes «pays» dont l'ampleur a dépassé les attentes. L'appropriation doit cependant être approfondie et surtout au niveau des PL (diffusion). **La fusion de la « boussole ESS » avec l'outil « cartographie de l'autonomie » et l'adaptation de ces outils devrait en faciliter l'utilisation.**

**3.** Les efforts se sont centrés sur la **maitrise de la cartographie des incidences** qui s'avère pertinente pour suivre et analyser les changements et les stratégies du programme à certaines conditions. Les missions de suivi continueront à être mises à profit pour approfondir cette maitrise. **L'adaptation des outils** de suivi qui accompagne la méthode ainsi que **le renforcement des ressources humaines** permettra aux partenaires d'améliorer le suivi et l'évaluation de leurs programmes respectifs. **4. Les rencontres internationales de plaidoyer** ont également permis de faire avancer les dossiers thématiques de plaidoyer suivi par les partenaires de SolSoc (Protection sociale, ESS, Afrique centrale, Palestine et Colombie). D'ailleurs, **les forums sociaux sont des espaces privilégiés** pour améliorer les expertises thématiques et créer des alliances pour le plaidoyer en adéquation avec les thématiques de travail du programme. D'ores et déjà les préparatifs ont commencé pour une participation effective des partenaires Sud et Nord à l'édition du FSM 2016 qui aura lieu à Montréal en août. **5.** Les partenaires ont participé et apporté leur **contribution** et une **plus-value** à l'élaboration des **analyses contextuelles communes** des ACNG. En 2016, ils s'approprièrent les Cadres Stratégiques Communs.

Les outils, analyses, recommandations des évaluations réalisés en 2014 et 2015 feront l'objet d'une **capitalisation et d'une formulation permettant une appropriation la plus large possible** par tous les acteurs du programme et une **alimentation du processus d'identification et d'élaboration du nouveau programme.**

## 5. Les mandats de Solidarité Socialiste en 2015

Organisation / plateforme	Instances/espace de travail	Membre équipe SolSoc
<b>ABP</b>		François Sarramagnan
<b>ACH'ACT</b>		Perrine Crevecoeur
<b>ACODEV</b>	AG	Veronique Wemaere
	CA	Veronique Wemaere
<b>Alliance AGRICONGO</b>		Sylvie Demeester
<b>CASSIOPEA</b>		Saïfe Kayal
<b>CNCD</b>	AG	Thibaut Michot
	CA	Thibaut Michot
	Bureau	Thibaut Michot
	Com Fin	Thibaut Michot
	Com Pol :	Pascale Bodinaux
	Cotonou	Pascale Bodinaux
	CPP	Gilberto Ferreira
	Plate Forme Amérique Latine	Gladys Cifuentes
	Plate Forme Afrique Centrale :	Sylvie Demeester
	BE Gender:	Gladys Cifuentes
	Coalition Travail décent	Perrine Crevecoeur
	PF Protection Sociale	Perrine Crevecoeur
	PF Made in Illegality	François
	LED	Aurore Schreiber
	Commission Cohérence des politiques	Pascale Bodinaux
	Comité Liaison ACC	Veronique Wemaere
<b>CWBCI</b>	AG	Thibaut Michot
<b>CETRI</b>	CA	Pascale Bodinaux
<b>Commissions IEV/RELEX :</b>		Pascale Bodinaux
<b>Coordination belge pour la Colombie</b>		Gladys Cifuentes
<b>CWBCI</b>	AG	Thibaut Michot
<b>ECCP</b>		François Sarramagnan
<b>EURAC</b>	AG	Sylvie Demeester
<b>FEONG</b>	AG	Alexandra Noël
	CA	Alexandra Noël
<b>ITECO</b>	AG	Veronique Wemaere
<b>Le Monde Selon les Femmes</b>	CA	Perrine Crevecoeur
<b>« Le réseau »</b>		Thibaut Michot/Pascale Bodinaux/ Veronique Wemaere
<b>MASMUT</b>	Comité Pilotage	Veronique Wemaere
	PF MASMUT	
	Cellules pays et GT PGM MASMUT	Perrine Crevecoeur/ Sylvie Demeester /François Sarramagnan
<b>OIDHACO</b>		Gladys Cifuentes
<b>PF ACNG Travail Décent</b>	Comité Pilotage	Veronique Wemaere
	GT coordination ACC	Afrique de l'Ouest, Nord et Palestine : Veronique Wemaere/ François Sarramagnan
<b>SAW-B</b>	AG	Pascale Bodinaux
<b>SETM</b>	AG et CA	Veronique Wemaere
<b>SOLIDAR</b>	AG	Pascale Bodinaux
	GT Protection sociale	Perrine Crevecoeur

## 6. La communication de Solidarité Socialiste

### a. Publications

Solidarité Socialiste édite un bimestriel d'information, Alter Egaux, destiné à ses donateurs et sympathisants. En 2015, quatre numéros d'Alter Egaux ont été publiés. Ils ont été diffusés par voie postale à 1.600 exemplaires en moyenne. Ils ont également été distribués à l'occasion d'événements auxquels Solidarité Socialiste a participé.

- **N°67 janvier – février – mars** : Jean-François Ramquet, secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB Liège-Huy-Waremme – Sans terre, sans droits : les creuseurs du Katanga
- **N°68 avril – mai - juin** : Marie Caroline Collard, directrice de SAW-B – Bolivie : lorsque l'eau fait fermer la solidarité
- **N°69 juillet – août – septembre** : Zoé Istaz-Slangen, Présidente de la Fédération Liégeoise des Jeunes Socialistes – Les Mutuelles de santé du Burkina et du Sénégal soutenues par l'Opération 11.11.11
- **N°70 octobre – novembre – décembre** : Stéphane Crusnière, député fédéral du PS – Solidarité Socialiste et ses partenaires Sud sous le signe de l'Ecosol

Fin juin, le Rapport d'activité 2014 a été envoyé à 1.500 destinataires sous un format hors-série de l'Alter Egaux. Il se présentait sous la forme d'un numéro A4 de 20 pages.

### b. le Croco

9 numéros de la newsletter électronique de SolSoc ont été réalisés de janvier à décembre 2015, visionné 4519 fois en 2015.

**le CROCO**

**LE CROCO N°118 (NOVEMBRE 2015)**

Le Croco est le newsletter de l'ONG Solidarité Socialiste. Tous les mois, il vous propose une sélection méritante de l'actualité !

**SOLIDARITÉ SOCIALISTE**

« FAISONS DE LA PROTECTION SOCIALE UNE RÉALITÉ POUR TOUS ! », SOLIDARITÉ SOCIALISTE SE MOBILISE AUX CÔTÉS DES BÉNÉVOLES DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE 11.11.11. QUI AURA LIEU DU 5 AU 15 NOVEMBRE ! REJOIGNEZ-NOUS ! [PLUS D'INFOS](#)

**Croco MONSIEUR**

**Croco BÉBÉ**

**3 PERSONNES SUR 4 DANS LE MONDE N'ONT PAS ACCÈS À LA PROTECTION SOCIALE**

La protection sociale est un droit mais, dans les faits, 5 milliards de personnes n'en bénéficient pratiquement pas. Tomber malade et ne pas pouvoir s'acheter de médicaments ; travailler mais rester pauvre ; se retrouver sans emploi et n'avoir plus aucune source de revenus ; travailler toute sa vie et ne pas recevoir de pension... Les inégalités sociales augmentent partout dans le monde, y compris en Belgique. Du 5 au 15 novembre l'opération 11.11.11 recueille des fonds pour des projets qui promeuvent la protection sociale pour tous. Contribuez-y vous aussi !

**Vidéo : COMPRENDRE LES ENJEUX DE LA COP21 EN DIX CHIFFRES**

Les Etats signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques se réuniront du 30 novembre au 11 décembre à Paris pour négocier un accord global, qui doit remplacer dès 2020 le protocole de Kyoto. Combien d'Etats négocient ? Sur quelles bases ? Quels sont les seuls à (...)

[Voir la vidéo](#)

**La jeunesse palestinienne à coté d'un tir avec Israël**

Comment en est-on arrivé à ce que des dizaines de jeunes Palestiniens se mettent à affronter des Israéliens juifs à l'arme blanche ? C'est ce que Benjamin Nitzanyahou raconte « terrassés »

**L'économie sociale et solidaire, une alternative à la crise**

L'économie sociale et solidaire, au Nord comme au Sud, désigne des contours divergents, et occupe, dans les politiques économiques et sociales, une place contradictoire, en fonction des continents et des

**En finir avec les safaris humains**

Aux quatre coins du monde, des voyageurs proposent des circuits

**Flux et reflux**

L'analyse de la crise migratoire peut parfois se révéler difficile à évaluer. Cette animation créée par le séde

Le propos du Croco n'est pas de promouvoir Solidarité Socialiste (rôle d'Alter Egaux et des brochures de présentation), mais bien de relayer vers un public de mandataires politiques, associatifs, et de sympathisants de l'information autour des enjeux Nord Sud et de la mondialisation. Nous diffusons également des infos produites par nos partenaires Nord (MUT, FGTB, FPS, plates-formes d'ONG) ou par les mandataires PS (travail parlementaire). Les contenus du Croco (<http://croco.solsoc.be/>) se focalisent sur les thèmes et les priorités du Programme. Les invités, souvent des représentants d'organisations partenaires, expriment des points de vue autour de ces mêmes préoccupations.

### c. Communiqués de Presse

En sus, Solidarité Socialiste en 2015 a également diffusé **22** Communiqués de Presse diffusés à environs **2000** destinataires chaque fois relayés sur notre site et page Facebook.

Communiqués de presse envoyés en 2015 :

19/01/2015	Publication d'un rapport édifiant sur les liens entre la Belgique et l'occupation israélienne
10/03/2015	FSM Tunis 2015 : L'Economie sociale : une initiative solidaire et citoyenne pour le changement social
23/03/2015	L'Action Commune Socialiste lance la campagne Protection Sociale
07/04/2015	Invitation à la présentation du livre « Le commerce, c'est la guerre » de Yash Tandon
09/04/2015	En Colombie, au risque de leurs vies, des centaines de familles de la région d'Urabá ont décidé de récupérer les terres qui leur ont été volées
11/05/2015	ADISCO remporte le prix de la Fondation Roi Baudouin pour le Développement en Afrique.
13/05/2015	La protection sociale : un droit pour tous Soirée de lancement de l'exposition et du web-documentaire « Sans terre, sans droits – Les creuseurs du Katanga » Photos de Johanna de Tessières
20/05/2015	Stop à l'importation des minerais du sang
21/05/2015	3ème prolongation de la détention d'Itiraf Rimawi
02/06/2015	Invitation : L'économie sociale et solidaire, une voie pour transformer les sociétés du Sud ?
04/06/2015	Solidarité Socialiste et SETM/SESO à la Fête des Solidarités
16/06/2015	Conclusions d'une mission de l'Action Commune socialiste en Palestine
03/08/2015	Solidarité Socialiste et SETM/SESO vous attendent à la Fête des Solidarités
07/09/2015	Burkina Faso : Solidarité Socialiste se réjouit de la loi votée adoptant un Régime d'Assurance Maladie Universelle !
17/09/2015	Burkina Faso : Solidarité Socialiste condamne la prise de pouvoir par la force ce mercredi 16 septembre
25/09/2015	Colombie : après 40 ans de guerres civiles, un espoir pour la paix

### d. Le site : [www.solsoc.be](http://www.solsoc.be)

Outre une présentation de Solidarité Socialiste, le site présente les actions réalisées au Nord et au Sud, ainsi que les partenaires concernés. Une carte interactive permet une recherche par zone géographique.

Le site comprend un espace dédié 'A la Une', ainsi qu'un second espace consacré aux actualités qui prend la forme d'un « accordéon » animé. Le site est régulièrement mis à jour en fonction de l'actualité générale, de Solidarité Socialiste et de ses partenaires.



Il permet de consulter les Alter Egaux (depuis le premier numéro, janvier-février 2003) en format PDF, ainsi que les numéros des Crocos (depuis avril 2006) et les communiqués de presse (depuis 2012). Il dispose également d'une page 'donateurs' et 'legs', et offre la possibilité de consulter des documents (hors-séries de la revue Politique, dossiers thématiques, études de cas, rapport annuel, outils de sensibilisation et/ou d'éducation, ...).



### **e. Les réseaux sociaux**

Solidarité Socialiste dispose d'une page Facebook et d'un compte Tweeter. Le nombre d'abonnés à la page Facebook est passé de 881 le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 1.239 le 31 décembre, notamment grâce au fait qu'elle est bien alimentée (2-3 publications par jour) et au relai des publications de nos partenaires. Sur Tweeter, Solidarité Socialiste a 752 abonnés, mais ne se focalise pas encore sur ce média, privilégiant sa stratégie de fidélisation sur Facebook.

### **f. Web-documentaire**

En 2015, Solidarité Socialiste a réalisé un web-documentaire « Sans terre, sans droits : les creuseurs du Katanga », portant sur une réalité très dure, celle des creuseurs artisanaux dans la province du sud de la République Démocratique du Congo. Cet outil a été réalisé en collaboration avec l'Atelier Graphoui et notre partenaire sud, le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation populaire (CENADEP).

Le format web-documentaire a été choisi pour sa facilité de diffusion. Il est accompagné d'une exposition de photos de Johanna de Tessières, tirées du web-documentaire.

L'outil a été lancé le 29 mai à la Tricoterie (Bruxelles), puis a été diffusé au PAC du Brabant Wallon (février-mars), au Service Social de Solidarité Socialiste (février et mars), lors de la Fête des Solidarités (août), au PAC de Forest (octobre), à la Commune d'Etterbeek (novembre), au Parlement Fédéral (décembre) et enfin à la Centrale Générale de la FGTB (décembre).



### **g. Solidarité Socialiste dans la presse**

En 2015, 5 articles de Solidarité Socialiste ont été relayés dans la presse de l'Action Commune (Femmes Plurielles, ACG Info, Site internet du PS). 3 articles évoquant des projets de Solidarité Socialiste ont été publiés dans La Libre Belgique et sur le site de la RTBF.



## 7. La mobilisation et la récolte de fonds

### a. *Visibilité de Solidarité Socialiste*

Solidarité Socialiste a tenu des stands et a présenté ses activités lors de plusieurs événements en 2015. Parmi ceux-ci citons :

- 9 mai : journée portes ouvertes au Parlement européen
- 29 mai : lancement de l'outil «Sans terre, sans droits: les creuseurs du Katanga».
- 1<sup>er</sup> mai FGTB à Bruxelles (Place Rouppe), Liège (Place St-Lambert)
- Village des associations de la Fête des Solidarités en partenariat avec SETM/SESO les 29 et 30 août à la citadelle de Namur.
- Opération 11.11.11 : divers stands de ventes organisés par Solidarité Socialiste à Bruxelles



### b. *Récolte de fonds – donateurs individuels*

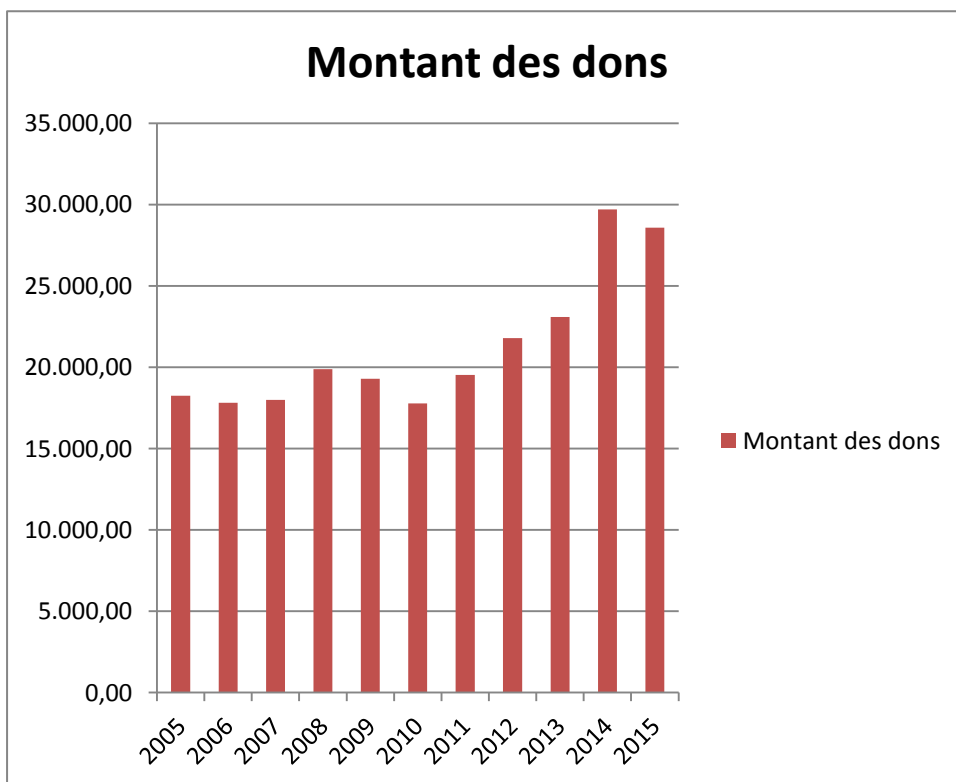
Solidarité Socialiste continue à appliquer sa stratégie de récolte de fonds, mise en œuvre fin 2012. Cette stratégie, qui se déploie dans le cadre plus large de la mobilisation de fonds propres, a pour public-cible les membres du Parti Socialiste et leurs institutions au niveau local (membres individuels, sections, Union Socialistes Communales et fédérations). Elle a pour philosophie le « Relationship Fundraising » ou « Récolte de fonds basée sur le donateur » qui considère celui-ci non comme le réceptacle passif d'une demande, mais comme un acteur – politique dans le cas présent : « Un don, un geste militant ! ». Solidarité Socialiste va dans le sens d'une construction conjointe d'actions (et c'est le sens de la mise en place d'antennes locales) que le donateur ou le groupe donateur peut ainsi s'approprier, ce qui a pour objectif de rendre pérenne et progressivement plus important le soutien apporté.

En 2015, le travail consistait toujours principalement en la présentation de Solidarité Socialiste devant les militants socialistes, à différents niveaux (assemblée générale communale, assemblée générale cantonale et fédérale, distribution et relations publiques au cours de divers événements organisés par le PS au niveau local), mais aussi, dans le cadre d'une phase ultérieure de la stratégie, à des entretiens avec des demandes chiffrées de soutien financier. Au total, le chargé de récolte de fonds a participé à quelque 44 événements et rencontres.

Chose inédite, hormis le siège réservé au Président de l'association au Bureau du Parti, notre ONG est présente pour la première fois officiellement dans une instance ; il s'agit du Comité fédéral de Liège, où deux places sont réservées à des représentants de Solidarité Socialiste [Patrick Abeels et Caroline Heylen Yerna (JS, membre de l'antenne locale de Flémalle)] qui y défendent nos intérêts et y font (re)connaître notre travail et l'importance de la solidarité internationale pour le PS.

Solidarité Socialiste a aussi participé, comme chaque année, à l'Opération 11.11.11.

Nous avons organisé Running for Palestine à l'occasion des 20km de Bruxelles, mais aussi, et c'est une



première, à Liège, dans le cadre du Jogging de Liège Métropole.

Fin 2015, une troisième antenne locale a été mise en place : il s'agit de l'antenne locale de Herstal. La convention qui lie cette antenne locale et Solidarité Socialiste a été signée par le député-bourgmestre Frédéric Daerden tout début 2016.

Solidarité Socialiste continue à être membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (A.E.R.F.), une association dont l'appartenance à laquelle est reconnue comme gage de sérieux et de professionnalisme dans la récolte de fonds.

Pour l'année fiscale 2015, Solidarité Socialiste a délivré 332 attestations fiscales pour un montant total de 53.018,78€, ce qui comprend aussi les dons effectués pour « Vent du Nord Vent du Sud ». Pour Solidarité Socialiste, le montant des dons individuels se monte à 28.569,25€, une légère baisse de 865,32€ par rapport à 2014 (29.703,57€), baisse due à des reports de dons vers début 2016. Cette récolte de fonds 2015 est toutefois la 2<sup>e</sup> en terme quantitatif, juste derrière 2014, et reste proche des 30.000€, alors que les chiffres avant la mise en place de la stratégie de récolte de fonds en 2013 étaient proches de – voire inférieurs à – la ligne des 20.000€ (voir tableau Montant des dons 2005-2015). Et 2016, selon les chiffres des quatre premiers mois de l'année, augure d'être la meilleure année et devrait dépasser aisément la barre des 30.000€ si la tendance du premier quadrimestre se confirme.

### ***c. Perspectives d'actions à cinq ans***

Il conviendra dans la période 2017-2021, de mettre en place progressivement, tout en continuant l'indispensable travail de proximité et de rencontre avec les militants socialistes, des actions plus

ambitieuses en termes quantitatifs -> courriers ciblés (membres d'USC et de sections), occupation de l'espace médiatique du parti, actions envers les seniors socialistes et mutualistes, ..., ce qui implique la mise à notre disposition des fichiers du parti et des fédérations socialistes. Si nous voulons passer à une vitesse supérieure, il faudra augmenter sensiblement les moyens humains et financiers de la mobilisation de fonds propres (et l'engagement d'une personne mi-temps pour la récolte de fonds en mai 2015 va dans la bonne direction) afin de créer des outils attirants et de mener des actions accrocheuses, originales et médiatiquement porteuses. Il conviendra aussi de trouver des moyens renforcés de mise en relation des diverses actions de mobilisation de fonds propres, dont la coordination, pour l'heure, n'est pas optimale.

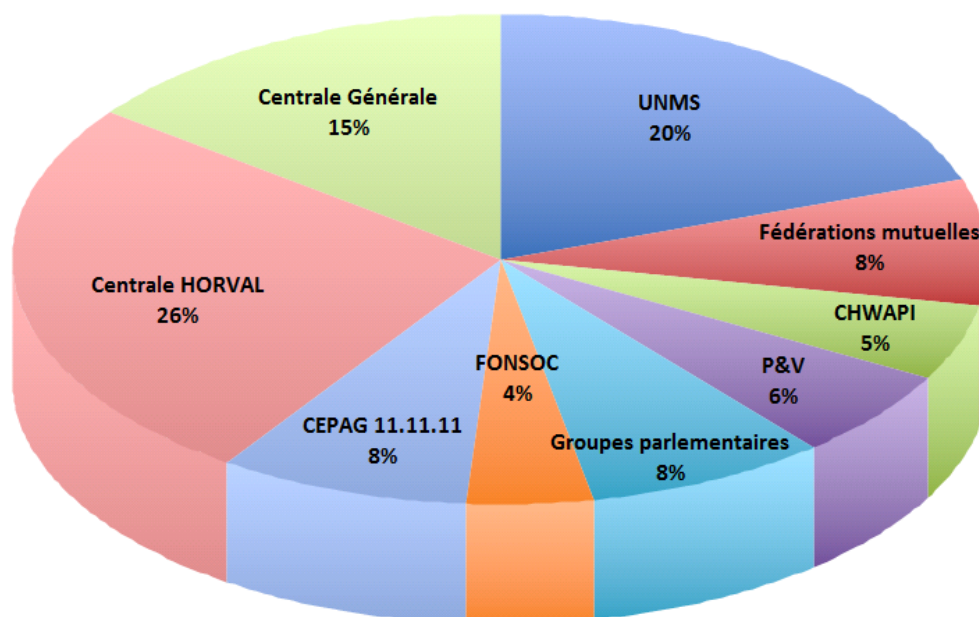
#### ***d. Les donateurs du mouvement socialiste***

Solidarité Socialiste peut compter sur l'apport fidèle de ses membres, les organisations de l'action socialiste, tant pour le financement de sa structure (33 %) que de ses programmes (66 %):

- FONSOC et les groupes parlementaires du Sénat, de la Chambre des Représentants, de la Région wallonne, de la Communauté française et de la Région bruxelloise.
- L'union nationale des mutualités socialistes et les Fédérations mutualistes MWP, CSC et du Brabant ainsi que le CHWAPI.
- La coopérative d'assurances P&V.
- Le CEPAG.
- HORVAL, Centrale de l'alimentation de la FGTB (au travers du Fonds social de l'alimentation).
- La Centrale Générale (au travers du Fonds social de la Chimie - Covalent).

L'apport cumulé de ces organisations a atteint 501.667,41 € en 2015 et se répartit comme suit

UNMS	100.000,00 €
Fédérations mutuelles	41.773, 41 €
CHWAPI	25.000,00 €
Centrale HORVAL	129.500,00 €
Centrale Générale	75.000,00 €
CEPAG 11.11.11	38.084,00 €
Groupes parlementaires	40.000,00 €
FONSOC	22.310,00 €



Les fonds ont été utilisés pour soutenir le programme DGD (détails cf. rapport DGD 2015).

### ***e. Campagne 11.11.11***

En 2015 encore, Solidarité Socialiste a participé activement à la campagne 11.11.11 qui reste une source de financement importante pour nos projets. Ainsi, l'équipe Solidarité Socialiste a assuré 177 heures de vente et a récolté 22.778 euros qui grâce au doublement WBI représentent un apport de 45.556 euros. Nous avons activement participé aux activités politiques du CNCD et nous avons assisté à 24 réunions d'instances du CNCD entre les groupes locaux, l'AG, le CA et les différentes commissions de la couple.

### ***f. La fondation Solidaris international***



La Fondation Solidaris International a été créée le 6 octobre 2008 par Solidarité Socialiste. Sa première année d'activités a permis sa mise en place aux niveaux fiscal et administratif. Ses statuts sont publiés, son régime fiscal établi et clair.

La Fondation a tenu à penser son éthique et sa déontologie et à la formaliser. Un code de déontologie a ainsi été conçu et signé par les administrateurs de la Fondation. Une charte éthique de communication et de mobilisation de fonds a également été établie garantissant aux mécènes et donateurs une transparence dans la récolte de fonds, des méthodes respectueuses de l'humain et l'assurance de l'adéquation entre les informations liées à l'attribution des fonds récoltés et leur affectation réelle.

Solidaris International a déposé son nom à l'Office international de la propriété intellectuelle pour le Benelux, l'Union Européenne et le Maroc grâce à l'autorisation de Solidaris Immo de pouvoir utiliser son nom et à la prise en charge de cette dernière du coût de ce dépôt.

En 2009, la Fondation avait mis en place ses outils de communication externe afin de créer son identité organisationnelle.

Dès 2010, la Fondation a été parrainée par des personnalités reconnues en Belgique pour leur engagement : les frères Dardenne et Hadja Lahbib.

Le lancement officiel de la Fondation a eu lieu le 21 septembre 2010 au Brussels Info Place en présence de nombreuses personnalités politiques.

Par le dialogue entretenu avec les bailleurs potentiels, la Fondation a effectué des actions d'information et de sensibilisation concernant la situation des pays qu'elle appuie et des initiatives citoyennes renforçant la démocratie qui y existent.

Seul le soutien de 2 mécènes Multipharma (23.000 €) et Solidaris Liège (35.520 €) a été maintenu pour 2015.

Malgré toutes les actions entreprises, la Fondation n'a pas été en mesure d'atteindre totalement les objectifs fixés en matière de récolte de fonds. La conjoncture actuelle ne facilite pas la mobilisation de fonds. Par ailleurs, Solidarité Socialiste n'est pas en capacité actuellement d'investir des ressources humaines dans la gestion de la Fondation et de ses interventions. Elle doit se concentrer prioritairement sur sa propre gestion pour affronter les défis des prochaines années. Le CA du 2 décembre 2015 a donc envisagé la liquidation de la Fondation. Les modalités de cette liquidation seront mises en œuvre en 2016. Elles tiendront compte de la nécessité de pérenniser le soutien de Multipharma et de Solidaris Liège au profit de Solidarité Socialiste.

Sur base du bilan 2015 de la Fondation, le CA du 4 avril 2016 a décidé d'affecter 45.579,47 € (80% du résultat positif de l'exercice) au fonds de projets de Solidarité Socialiste les 20% soit 11.394,868 € restant étant affectés aux compte « Structure » de Solidarité Socialiste afin d'assurer sa mission de sélection des partenaires du Réseau FADOC

Le réviseur et commissaire aux comptes mandaté par le CA, Jean-Marie Deremince, a contrôlé les comptes 2015.

### ***g. Relation avec les bailleurs publics***

La DGD reste de loin le bailleur de fonds public principal de Solidarité Socialiste. Le PGM 2014-2016 cofinancé par la DGD s'insère dans le cadre stratégique 2012-2017 et constitue la colonne vertébrale de l'action de solidarité internationale de Solidarité Socialiste.

Tous les fonds propres de Solidarité Socialiste (20% du budget total du PGM) sont mobilisés pour le PGM afin que celui-ci atteigne un volume permettant de dégager les montants nécessaires pour le suivi administratif et opérationnel par Solidarité Socialiste.

Cette stratégie renforce la cohérence stratégique de l'action de Solidarité Socialiste aux plans géographique, thématique et méthodologique. Elle rationalise les moyens et évite la dispersion entre de nombreux petits projets et sources de financement. Le programme 2014-2016 a renforcé cette tendance

en adoptant une stratégie de concentration thématique (2 principales au lieu de 3), géographique (9 pays + la Belgique au lieu de 12), de partenariat (25 partenaires associés Sud au lieu de 34).

Elle a aussi permis à Solidarité Socialiste de professionnaliser son fonctionnement et ses capacités de gestion dans les 9 domaines <sup>4</sup> qui font l'objet du screening pour obtenir l'accréditation.

Ce choix se justifiait encore de par la difficulté croissante à obtenir des cofinancements de l'Union européenne, qui s'apparente à une loterie. A cela, s'ajoute aussi les nouvelles contraintes pour accéder à des lignes budgétaires d'aide d'urgence ou de réhabilitation. N'en faisant pas un axe prioritaire de ses interventions, Solidarité Socialiste ne peut plus obtenir directement de fonds à partir de ces lignes et ce malgré son expérience spécifique dans le domaine qui délègue une part des responsabilités aux partenaires. Financées à 100 %, ces lignes permettaient aussi à Solidarité Socialiste d'élargir ses sources de frais administratifs.

Cependant afin d'éviter une dépendance trop importante par rapport à un bailleur de fond et à une ligne budgétaire, Solidarité Socialiste poursuit son objectif d'augmenter significativement ses fonds propres et de diversifier ses sources de financement dans les 10 prochaines années.

Enfin, en janvier 2015, Solidarité Socialiste un nouveau plan stratégique 2017-2021, préalable pour obtenir son ré agrément comme ONG et pour accéder aux subventions programme a été jugé recevable. Le processus de ré agrément ou accréditation s'est poursuivi par la préparation au screening (voir ci-dessous).

## i. La DGD



Au moment où les acteurs de la coopération non gouvernementale (ACNG) ont commencé à se conformer aux dispositions de transition prévues par la réforme de la coopération<sup>5</sup> belge initiée par les Ministres successifs P. Magnette et JP Labille, le nouveau Ministre A. Decroo a annoncé des amendements conséquents aux dispositions prévues. Le secteur qui s'est déjà fortement mobilisé les 2 années précédentes, s'inquiète et s'interroge sur la poursuite des nouvelles mesures et sur le changement de cap annoncé.

Essoufflé et demandeur d'un minimum de sécurité et de respect pour son droit d'initiative, il finit, résigné, par accepter l'accord cadre (juin 2015) qui définit principes et modalités de cette nouvelle réforme.

Ces modalités supposent que tous les acteurs de la coopération non gouvernementale qui souhaitent avoir accès à des financements DGD, se soumettent aux obligations suivantes:

- Elaborer un plan stratégique 2017-2026 (déjà réalisé fin décembre 2014 et jugé recevable en janvier 2015)
- Elaborer des Analyses Contextuelles Communes (ACC) pour octobre 2015

<sup>4</sup> la gestion financière, la gestion stratégique, la gestion des processus, la gestion par résultats, la gestion des partenariats, la gestion des risques, la gestion du personnel, la prise en comptes des thématiques de genre et de l'environnement (thématiques transversales), la transparence, la capacité de gestion de la complexité.

<sup>5</sup> En 2012 et 2013, les deux Ministres successifs de la coopération au développement (P. Magnette et JP Labille) ont initié 2 chantiers prioritaires pour la coopération au développement belge, à savoir la cohérence des politiques en faveur du développement et l'efficacité de la coopération belge. Cela s'est traduit par la révision totale de la loi de la coopération de 1999 pour réinscrire la coopération belge dans le concert des nouveaux paradigmes de la coopération internationale avec une approche fondée sur les droits humains. La nouvelle loi (12/04/2013) consacre aussi un titre à la cohérence des politiques en faveur du développement et intègre maintenant l'aide humanitaire. Un nouvel AR réformant le cadre réglementaire pour la reconnaissance des acteurs de la coopération non gouvernementale, de leurs structures représentatives, et la subvention de leurs activités en a découlé et a été signé par le Ministre JP Labille le 25 avril 2014.



- Se soumettre au Screening : Audit de la qualité du système performant de maîtrise de l'organisation (SPMO)
- Elaborer des Cadres Stratégiques Communs (CSC) pour avril 2016. Il s'agit d'une nouvelle étape demandée par le Ministre
- Introduire un programme (2017-2021) pour fin septembre 2016 qui s'inscrit à raison de minimum 75 % de son budget dans les CSC

L'administration ne semble pas mieux lotie. Elle est en même temps confrontée à une réduction drastique de son personnel. Une génération d'anciens agents en partance n'est plus remplacée. En s'adressant à une expertise externe, elle s'attèle à finaliser les critères du screening et une méthode pour les apprécier auprès de tous les ACNG dans le courant de 2015.

**Le processus global d'élaboration des ACC** a été piloté par les **coupoles** dès la fin de l'année 2014. Pour améliorer la coordination et l'harmonisation de l'approche entre tous les ACNG, les coupoles ont mis en place un **comité de liaison des ACC** au niveau national. Solidarité Socialiste a été retenue avec 9 autres ACNG pour y participer. Le comité s'est réuni pour rédiger le vadémécum avec les lignes directrices pour l'élaboration d'une ACC et la stratégie de mise en place des ACC en tenant compte de l'AR. Il a accompagné tout le processus jusqu'à sa clôture en décembre 2015 (validation par le Ministre)

Solidarité Socialiste a **participé activement** à l'élaboration de **3 Analyses Contextuelles Communes (ACC)** sur la **thématique du Travail Décent (TD)** au sein d'un groupe de sept ACNG, issues de la société civile, alliant expériences et expertises complémentaires concernant le travail décent et la protection sociale.

Ces acteurs sont : les ONG, Solidarité Socialiste, FOS, Oxfam Solidariteit et Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale, les syndicats, IFSI/ISVI (FGTB/ABVV), IIAV/IEOI (ACV/CSC) et MSI/BIS (ACVLB/CGSLB). Les mutualités socialistes (UNMS/ Socialistische mutualiteiten) et chrétiennes (ANMC/LCM) ont également apporté leur expertise en matière de protection sociale.

L'ACC présente le contexte et des opportunités ou pistes de synergie et de complémentarité qui en découlent au travers de **4 objectifs stratégiques**, interdépendants **définis par l'OIT** : créer des emplois durables, garantir les droits au travail, étendre la protection sociale, promouvoir le dialogue social.

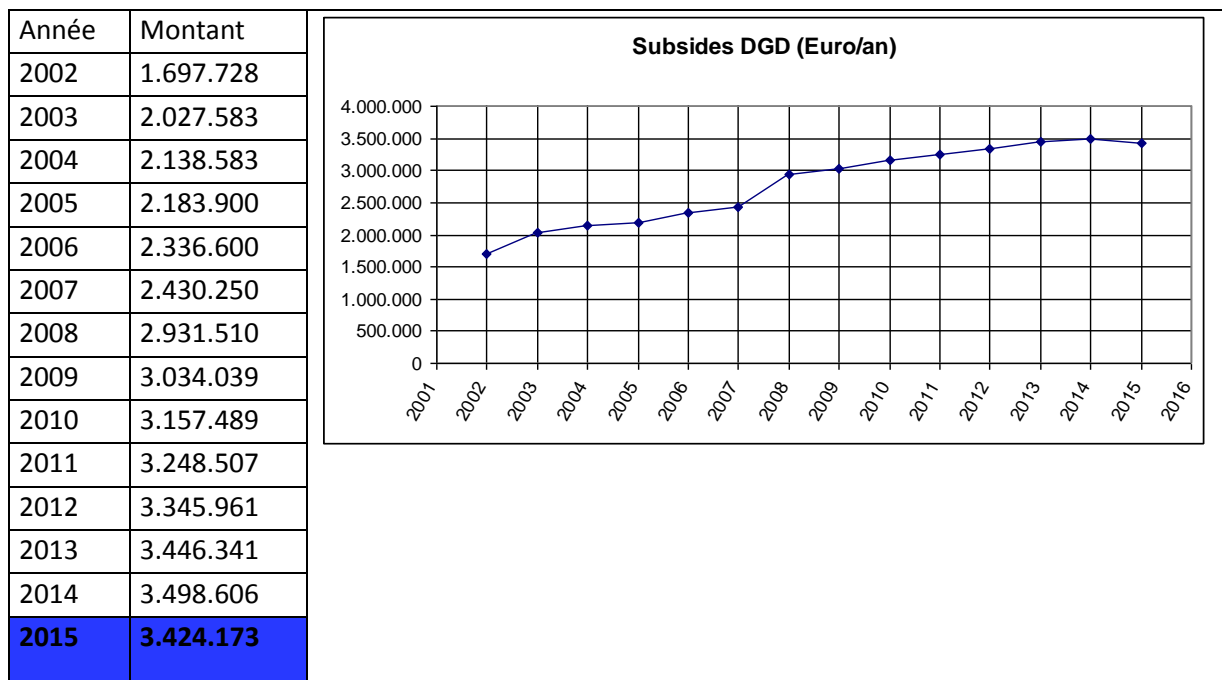
SolSoc a **pris le lead** de **l'ACC TD pour l'Afrique de l'Ouest, du Nord et la Palestine**, une des 4 ACC thématiques TD. Solidarité Socialiste a également pris part à l'ACC du « Volet Nord » et aux ACC « pays » qui la concernent à travers ses partenaires locaux. Les 4 ACC thématiques ainsi que 52 ACC pays ont été introduits à la DGD en octobre 2015.

Le **ministre de la Coopération au développement** belge a **approuvé 55 ACC dont les 4 ACC TD**, le 22 décembre 2015. Ces ACC sont accessibles via le lien <http://1drv.ms/1I69N10>

Par ailleurs, Solidarité Socialiste a continué à suivre de très près tout le processus de la réforme, au travers de ses mandats d'administrateur, tant au niveau de la fédération ACODEV que de la coupole CNCD mais aussi grâce à une maîtrise approfondie du dossier en interne.

En 2015, **3.424.173 €** de subsides DGD **ont été engagés** pour la réalisation du programme.

## Evolution du subside DGD engagé annuellement dans le programme



Par ailleurs, Solidarité Socialiste a bénéficié de financements DGD via TRIAS en 2015 au travers de la ligne «Synergie et complémentarité » pour un programme mis en œuvre par l’alliance **AGRICONGO**.

Les membres de l’alliance AGRICONGO se sont réunis 6 fois en 2015 pour partager le suivi du deuxième projet financé, par la DGD sur la ligne synergie, le PREPAR, pour poursuivre la défense de l’agriculture familiale en RDC lors des diverses rencontres officielles, pour préparer le volet agriculture de l’analyse contextuelle concertée (ACC) RDC, pour co-organiser avec un de ses membres, ULB-Coopération, une conférence à l’ULB (Agro-business et agriculture familiale : Goliath contre David ?), pour organiser une visite en Belgique d’une délégation de représentant des organisations de producteurs au cours de laquelle plusieurs rencontres politiques se sont tenues, pour collaborer avec le Conseil Consultatif sur la Cohérence des Politiques et pour soutenir le plaidoyer sur le maintien du FBSA. Ils ont préparé une Table Ronde à organiser à Kinshasa sur les questions traitées dans le PREPAR.

En RDC, le PREPAR a permis en 2015 d’élaborer au cours d’ateliers, 6 dossiers de plaidoyer concernant :

- quatre thématiques prioritaires ((1) Plaidoyer pour l’accélération de la mise en place des mesures d’application de la loi agricole et de leur vulgarisation ; (2) Plaidoyer pour la mise en place des services d’utilisation du FONER et leur cogestion avec les organisations paysannes agricoles pour l’aménagement et la maintenance des infrastructures rurales ; (3) Plaidoyer pour l’accès aux terres sécurisées pour les communautés paysannes de la République Démocratique du Congo et (4) Plaidoyer pour la mise en place du FONADA (Fonds National d’Appui au Développement de l’Agriculture))
- trois thématiques transversales (genre, environnement et l’inclusion des jeunes) sont élaborés et les outils développés pour être exploités dans la mise en œuvre des actions de plaidoyer »

## ii. Les entités fédérées



Les fonds obtenus auprès des entités fédérées sont modestes au regard de ceux du fédéral, mais ils sont par contre stratégiques pour Solidarité Socialiste. **Deux modalités existent.**

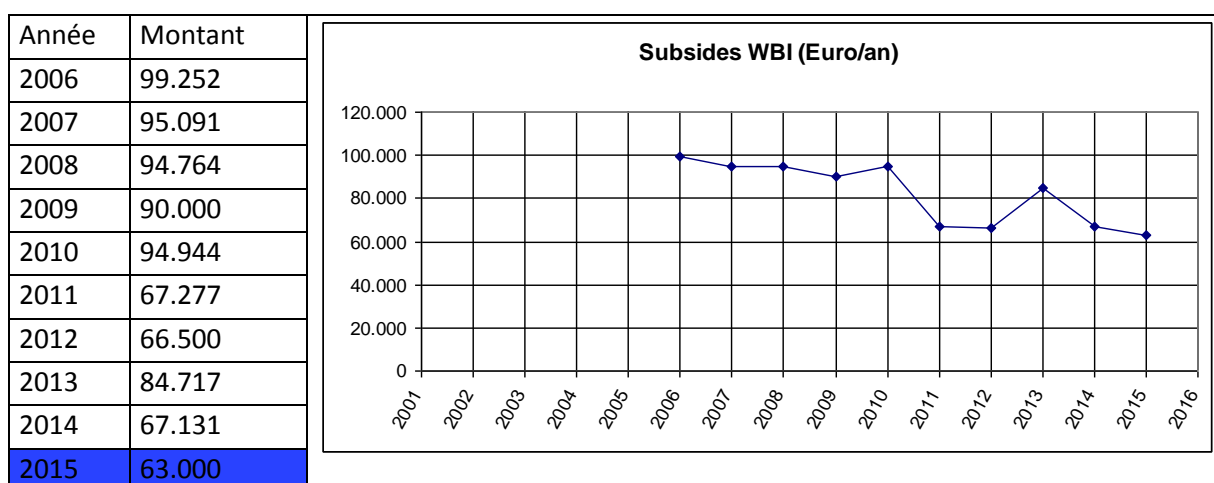
**La première** permet de participer à la constitution de l'apport propre de l'ONG pour peu qu'elle ne dépasse pas 50% de celui-ci. Dans ce sens, l'objectif initial de l'ouverture de cette ligne de financement des ONG par le WBI atteint pleinement son objectif en renforçant la capacité des ONG francophones à lever des fonds au niveau fédéral. Ce subside a varié sensiblement au fil des années.

La diminution du subside WBI en 2011 et 2012 était due au système d'introduction des projets sur base d'objectifs spécifiques du programme cofinancé par la DGD. Dans notre cas, le découpage de notre programme en 13 objectifs spécifiques (1 par pays ce qui constituait un souhait de la DGD) au lieu de 4 auparavant diminue forcément la masse budgétaire sur base de laquelle le WBI calcule ses contributions.

Pour capter un maximum de fonds WBI possible, nous avons changé de stratégie en 2014 en présentant des actions ayant un budget suffisamment élevé, que pour être retenu comme premier choix par l'administration, l'enveloppe disponible n'étant pas suffisante pour participer au cofinancement de plus d'un projet par ONG. Comme en 2014, le co-financement a porté en 2015 sur l'axe Economie Sociale et Solidaire en Bolivie, au Burkina, au Burundi, en Colombie, en RDC, en Guinée Bissau, au Maroc et au Sénégal.

Les résultats (63.000 € en 2015) sont largement en dessous de nos espérances. Les montants diminuent d'année en année. Une réduction linéaire est appliquée par la WBI sur l'ensemble des projets approuvés vu leur nombre conséquent par rapport au budget disponible.

Evolution du subside WBI participant au cofinancement du programme.



**La seconde modalité** mise en place par le WBI permet le cofinancement de projets de « développement durable » à hauteur de 87,5%. Elle a été utilisée par Solidarité Socialiste pour « renforcer » la mise en

œuvre du programme au travers du financement d'interventions complémentaires. Ces interventions font l'objet d'un suivi administratif séparé « couteux » pour des budgets relativement modestes.

**En Palestine, le projet « Hand in Hand »** a été appuyé par WBI en 2014 et 2015 et mis en œuvre par notre partenaire palestinien MA'AN Development Center, de septembre 2014 à décembre 2015. Il a consisté à soutenir la Birzeit University Friends Association, une association d'étudiants de l'université éponyme, dans des activités visant un meilleur accès à l'enseignement supérieur en Cisjordanie. Cette association a créé une coopérative. Plus précisément, il s'est agi d'appuyer la fabrication d'artisanat palestinien par des étudiants à travers l'achat de matériel, l'organisation de formations en artisanat et en marketing ou encore, l'appui à la recherche de débouchés et de partenaires pour offrir des bourses à des étudiant-e-s issus de milieux modestes. Ainsi, 100 personnes ont pu en bénéficier sur base de critères précis et partagés. Par ailleurs, plus de 160 coupons alimentaires ont aussi été délivrés et des aides à l'achat de livres et syllabi ont également été offerts à 63 étudiant-e-s. Le chiffre d'affaires de cette coopérative de fait est ainsi passé de 2.000 à 70.000\$, avec une marge bénéficiaire de 50%, et l'université a déjà pris l'engagement d'offrir un local plus grand à l'organisation étudiante. Un beau succès !

**La région Bruxelles Capitale** accorde des **financements à 100 %** au travers d'un appel à projets annuel ciblés actuellement pour des interventions en RDC et au Maroc. Depuis 2014; **deux projets** soumis par Solidarité Socialiste successivement pour la RDC ont été retenus et financés:

**Le PARMIK:** Une coopérative de creuseurs artisanaux accompagnée par le CENADEP depuis janvier 2014, baptisée « Alternative pour la Transformation de l'artisanat Minier (ATRAM), a été enregistrée par le SAESCAM (Service étatique en charge de l'encadrement de l'activité minière artisanale) de Kolwezi début 2015. Par contre les contraintes (le découpage de la province du Katanga en quatre nouvelles provinces) et les conditionnalités (être membre d'une coopérative pour obtenir une carte et une zone d'exploitation artisanale) ne permettent pas son effectivité légale, comme cela avait été prévu. Composée fin 2015 de 22 associations, elle joue le rôle de structure de représentation et de revendication. Son évaluation montre la mise en place d'une dynamique porteuse de changement qui permet aux creuseurs d'envisager un avenir meilleur et plus digne et les rend fiers de leur métier. ATRAM s'est battue pour devenir membre du cadre de concertation de Kolwezi appelée « La synergie pour l'Artisanat Minier » qui dans un premier temps ne la reconnaissait pas en tant qu'acteur de la Société Civile locale. Toutefois ATRAM et la concertation ont organisé ensemble le 1<sup>er</sup> Forum de l'artisanat minier en décembre 2015. ATRAM a pu y tester son potentiel d'influence sur les politiques qui concernent son secteur et a porté la voix des creuseurs miniers artisanaux pour qu'ils quittent leur situation de « marginalisés ». Convaincue par la force de représentation d'ATRAM, les nouvelles autorités de la province de Lualaba se sont engagées à agir en sa faveur. ATRAM a identifié 3 sites pouvant servir des zones d'exploitation artisanale et négocie leur occupation qu'elle espère effective début 2016. Parallèlement, le Comité d'Initiative de la mutuelle de Santé des creuseurs miniers artisanaux, la MUSCAM a été mis sur pied le 29 mars 2015. Depuis, il a sensibilisé et informé les creuseurs à l'importance d'y adhérer, il a contribué à l'élaboration du projet des statuts et ROI au cours de plusieurs ateliers avec l'appui technique d'une cellule spécialisée (SOLIDARCO). Il est en passe de signer les premières conventions avec les prestataires de soins.

**Le PALMIER:** A Lubumbashi, le CENADEP appuie des organisations locales réunies au sein du consortium « le PALMIER » pour accompagner le développement d'initiatives socio-économiques du secteur informel dans quatre communes populaires et périphériques de la ville. Fin 2015, 4 filières de travail (agriculture urbaine; tôlerie et ajustage; coiffure et esthétique; artisanat) sont sélectionnées, 4 micro-entreprises (1 salon de coiffure, 1 unité agropastorale, 1 atelier de coupe-couture et 1 atelier de production électrique) et 140 micros-entrepreneurs sont identifiés. Le projet n'a pas encore commencé l'accompagnement de la

production, prévue en deuxième année. Le PALMIER développe des collaborations avec 2 centres de formation : l'INPP (Institut National de Préparation Professionnelle) et le CFPK (le Centre de Formation Professionnelle de la Katuba). L'approche des formations se fait sur base de modules conçus de manière participative et qui s'adaptent au cours de leurs mises en œuvre.

Le cadre de convergence et d'échanges (Centre Dynamo – Maison de l'Economie Sociale et Solidaire) est mis en place et fournit les services suivants aux micros-entrepreneurs : accès internet, partage de l'information, accès aux documents sur l'OHADA, sur les taxes légales, guichet-conseil pour initier les démarches à faire lors de la légalisation.

### **iii. Les provinces, les villes et les communes**

Les relations avec la Province du Brabant wallon, de Liège et les communes se poursuivent. Malheureusement, pour des questions de disponibilité de budget, les montants obtenus n'atteignent pas les prévisions. La contribution de la Province du Brabant wallon (3.400 €) a été affectée au programme Colombie (droit à la Terre).

### **iv. La Loterie Nationale**



Un projet d'Appui institutionnel à l'Université Populaire Haguruka au Burundi (UPH) a été introduit en 2015 à la Loterie Nationale. Il a reçu une réponse favorable mais n'a pas encore fait l'objet d'un document officiel de financement.

## 8. L'organisation interne

L'organisation interne a fortement influencé par les exigences de la DGD liées à la réforme des modalités d'accès aux financements DGD pour les acteurs de la coopération non gouvernementale (ACNG).

La réforme suppose que Solidarité Socialiste comme tous les acteurs de la coopération non gouvernementale, se soumettent à des obligations qui ont entraîné une série de tâches.

- Plan stratégique 2017-2026 (introduit en décembre 2014 a été jugé recevable en janvier 2015)
- Elaboration d'Analyses Contextuelles Communes (finalisée et validé par le Ministre en octobre 2015)
- Screening : Audit de la qualité du système performant de maîtrise de l'organisation (SPMO) prévue en octobre 2015
- Elaboration de Cadres Stratégiques Communs (CSC) à la suite de l'exercice d'élaboration des ACC
- Introduction d'un programme (2017-2021) en septembre 2016.

La préparation du screening et l'élaboration des **Analyses Contextuelles Communes** (voir pt. G relation avec bailleurs publics) ont demandé une organisation et un engagement de l'équipe en conséquence. Le nombre de réunion en interne mais surtout en externe avec les autres acteurs et d'heures de travail consacrées à ces exercices n'a pas été comptabilisé mais est considérable.

Le **Screening** ou audit de la qualité du système performant de maîtrise de l'organisation (SPMO) permettant aux ACNG d'obtenir un agrément (une accréditation) a lui aussi demandé un investissement important de la part de l'équipe à partir de septembre 2015.

Les critères de cet examen porte sur 10 domaines de gestion: la gestion financière, la gestion stratégique, la gestion des processus, la gestion par résultats, la gestion des partenariats, la gestion des risques, la gestion du personnel, la prise en comptes des thématiques de genre et de l'environnement (thématiques transversales), la transparence, la capacité de gestion de la complexité. Un bureau d'étude est chargé de réaliser cet examen pour la DGD. Le processus est le suivant :

- la préparation et l'envoi de la documentation et des grilles d'évaluation au bureau d'étude ;
- l'étude de ces documents par le bureau d'étude
- l'analyse lors d'une visite « in situ » de l'ACNG par le bureau d'étude

Le processus devait se clôturer en décembre 2015 avec la transmission des résultats par la DGD aux ACNG au 31 décembre. Il a pris un retard considérable. Les trois derniers mois de 2015 ont donc été mis à profit par les ACNG pour peaufiner leur préparation.

Solidarité Socialiste entrée depuis 2012 dans un processus d'amélioration continue au travers de la méthodologie EFQM<sup>6</sup> a poursuivi sa démarche en l'inscrivant dans le processus de préparation au

---

<sup>6</sup> European Foundation for Quality Management : Processus de certification de la qualité de la gestion initié au sein de la Fédération des ONG « ACODEV ». Cette initiative a rencontré l'adhésion du personnel, et est importante vis-à-vis de la DGD, qui est de plus en plus exigeante par rapport à cette dimension qualitative. Ce processus interne et permanent permet une structuration spécifique des projets à mettre en œuvre, à court et moyens termes, au sein de SoSoc dans le cadre d'un processus d'amélioration constante. Nous avons obtenu la certification C2E (Committed to Excellence) auprès de l'organisme agréé en la matière B-best au mois de mai 2013.



screening. Deux chantiers, l'un consacré à la gestion des risques financiers et l'autre à gestion des procédures ont été mis en place avec l'équipe. Dans les deux cas, le processus a commencé par la participation d'une à deux personnes aux formations données par Acodev dans le domaine. Les acquis ont ensuite été partagés avec le reste de l'équipe et mis en pratique collectivement.

Dans le cas du chantier « gestion des risques financiers », Solidarité Socialiste s'est adressée à Axyomes qui a donné la formation à Acodev. L'exercice trop centré sur le domaine financier par ailleurs contrôlé doit être travaillé plus largement en prenant en compte les risques organisationnels dans toutes leurs dimensions : les risques opérationnels, financiers et d'image (notoriété).

Enfin, l'équipe entière s'est mobilisée dans la préparation, l'organisation et l'animation de la 6<sup>ième</sup> édition (depuis 1997) de la rencontre internationale des partenaires. 27 représentants de toutes les organisations partenaires des 8 pays se sont rencontrés durant 10 jours en Belgique du 11 au 22 octobre 2015. Ce moment intense d'échange et d'apprentissage a permis une évaluation collective à mi-parcours des stratégies du programme 2014-2016 et valider des orientations pour le prochain programme 2017-2021.

### ***a. Le personnel***

Au 31 décembre 2015, l'équipe de Solidarité Socialiste était composée au siège de 17 personnes représentant 15.1 équivalents temps plein<sup>7</sup>, répartis comme suit :

3,20 ETP pour l'Action de partenariat Sud,

2,9 ETP pour l'Action politique et éducative,

1,25 ETP pour l'Appui au Programme (méthodo et financier),

1,75 ETP pour la récolte de fonds et la communication,

3,25 ETP pour l'administration, la comptabilité, la gestion des ressources humaines et la logistique,

2,7 ETP pour les postes de direction (y compris coordination des départements Nord et Sud du programme).

Quatorze des dix-sept postes sont subventionnés par Actiris, de 10 à 95 %.

L'association est dirigée par un Comité directeur, composé du Président, de la directrice de l'Action politique et éducative, de la directrice de l'Action de partenariat Sud et du directeur Administratif et Financier, nommés et engagés par le Conseil d'administration. Les directeurs (trices) rendent compte au Bureau exécutif.

---

<sup>7</sup> Total réel = 15,05 ETP mais le Secrétariat social arrondit à la décimale supérieure.

## ***b. La coordination interne et procédure de décision***

En 2015, L'association est organisée en cinq services placés sous la responsabilité de la directrice de l'Action de partenariats Sud, de la directrice de l'Action politique et éducative et du directeur Administratif et Financier :

<b>Directeur Administratif et Financier</b>	<b>Directrice de l'Action de partenariats Sud :</b>	<b>Directrice de l'Action politique et éducative</b>
- Administration	- Partenariats Sud	- Action politique et éducative
- Récolte de fonds	-Coordination du programme	- Communication

9 réunions de **coordination interservices (IS)** ont eu lieu en 2015. L'ordre du jour est élaboré de façon participative. Il est coordonné par le directeur Administratif et Financier qui anime la réunion. Un PV est systématiquement rédigé, approuvé et suivi à la réunion suivante. Les IS sont un lieu d'information et de coordination pratique du travail (qui fait quoi, quand, comment, avec qui?) entre les différents services en vue de :

- Réaliser les activités de visibilité et promotion de l'ONG;
- Réaliser les activités liées au fundraising;
- Assurer le bon fonctionnement interne de l'organisation (GRH, conditions de travail, secrétariat, nouvelles des instances...).

A noter que cette année, les réunions IS ont également été consacrées à la coordination de la préparation au screening.

3 réunions de **coordination du Programme** cofinancé par la DGD (**GT PGM**) ont eu lieu en 2015. Les réunions ont été essentiellement consacrées au suivi de l'élaboration des ACC, à la préparation du séminaire international d'octobre à Bruxelles et au début du processus d'identification du PGM 2017-2021. Le suivi de l'appropriation de la Cartographie des Incidence, ainsi que celui de l'OSS100 (OS international : « Renforcement des échanges, des collaborations et des synergies au niveau international en vue d'améliorer les compétences et les capacités de plaidoyer des partenaires associés et limitrophes ») sont systématiquement mis à l'ordre du jour de tous les GT PGM et en articulation avec les sujets traités par le CODAC. Il est coordonné par la directrice de l'Action de partenariat Sud et la directrice de l'Action politique et Educative. Un PV est systématiquement rédigé, approuvé et suivi à la réunion suivante.

Le GT PGM est un lieu d'information et de coordination pratique du travail (qui fait quoi quand comment avec qui?) entre les différents gestionnaire de partenariats en vue de :

- Réaliser les activités relatives aux programmes et projets;
- Suivre et évaluer les activités relatives aux programmes et projets ;

Chaque service tient également ses propres **réunions techniques (RT)** pour traiter des questions opérationnelles.

-**RTPN** : 5 réunions en 2015 animées par la Directrice de l'Action Politique et Educative;

-**RTPS** : 8 réunions en 2014 animées en binômes par les chargés de partenariat et la directrice des partenariats Sud;

Les groupes de travail (GT) traitent des **questions stratégiques**.

2 autres GT ont fonctionné en 2015 :

-**GT Communication**: 4 réunions préparées et animées par la chargée du plaidoyer et de la communication.

-**GT financement**: 1 réunion préparée et animée par le Directeur Administratif et financier.

Les GT sont des lieux de conception et d'élaboration des stratégies et de suivi de leur mise en œuvre. Les GT ont pour mission de définir et d'accompagner la mise en œuvre des différentes stratégies d'action. Participent aux groupes de travail des personnes de différents services pour favoriser une approche transversale qui garantit la cohérence de l'action globale de Solidarité Socialiste en regard de sa mission et de ses objectifs globaux tels que définis dans le programme quinquennal et déclinés dans les plans d'action.

### ***c. La gestion comptable et financière***

La comptabilité analytique suit la réglementation du cofinancement DGD qui avait été adaptée en 2008. Des outils de suivi et d'évaluation financiers et budgétaires ont été mis en place depuis 2006 permettant de contrôler à tout moment les ressources financières et leur utilisation quotidienne, selon qu'elles sont destinées au financement du programme (coûts opérationnels et de gestion) ou au fonctionnement de l'ONG (frais de structure). Ces outils sont :

- Comptabilité analytique
- Gestion de liquidités structurée
- Documents par type de sortie ou d'entrée des fonds
- Système de flux d'information (transfert des fonds et de mise en paiement)
- Contrôle budgétaire, tableaux de bord et plan de trésorerie.
- Gestion des salaires
- Rapport financier

L'effort de modernisation et de professionnalisation de la gestion comptable et financière a été poursuivi en 2015 notamment via l'implémentation du logiciel informatique de gestion « Snapshot » conçu sur mesure pour Solidarité Socialiste. Ce logiciel permet d'obtenir une gestion comptable et financière plus intégrée tant au siège qu'avec nos partenaires du Sud. Il vise une simplification administrative dans le cadre des justificatifs et formulaires inhérents aux bailleurs de fonds. Le processus d'appropriation par les partenaires Sud a été renforcé grâce à des missions du service financier venu en appui aux chargés de partenariats. Le logiciel spécifique « compta Sud » a été installé dans tous les pays. Un atelier de formation à l'utilisation du logiciel pour les responsables administratifs et financiers des 9 pays a été organisé lors de la rencontre internationale des partenaires en octobre 2015. Les partenaires devraient être en mesure de rentrer leur premier rapport avec SnapShot en 2016. Le système sera tout à fait opérationnel au démarrage du nouveau programme 2017-2021

Le réviseur et commissaire aux comptes mandaté par l'AG, Jean-Marie Deremince, a contrôlé les comptes 2015 et a exercé un monitoring des procédures.

#### **d. La gestion du personnel**

Durant l'année 2015, deux travailleurs sont en crédit temps. Le 0,7 équivalent temps-plein dégagé a été redistribué sur deux autres travailleurs de l'ONG. Une travailleuse a été détachée auprès d'une Parlementaire fédérale et a été remplacée à partir du 29 avril 2015.

Afin de répondre de manière optimale aux exigences de la réalisation des différents programmes et activités mises en œuvre par Solidarité Socialiste la répartition des fonctions est la suivante :

##### 1. Répartition des fonctions au sein du **département programme** « Action de partenariats NORD et SUD » :

	Suivi partenaires Sud	Suivi partenaire Nord	Suivis théma- tiques	(Plates-formes)	Fonctions transversales	Temps de travail
<b>Chantal Jadot</b>					Chargée de la coordination du suivi/évaluation PGM	0,5TP
<b>Aurore Schreiber</b>				LED	Appui à la coordination pédagogique (0,25 TP) Appui à la communication partenariat Nord (0,25 TO)	0,5TP
<b>Géraldine Remplacée par Ioanna Gimnopoulou/ Aurore Schreiber</b>					Action politique (0,5 TP) Communication (0,5 TP)	1TP
<b>Pascale Bodinaux</b>		PS-IEV / PAC / JS		Commission politique SAW-B Solidar	Coordination générale Action politique et éducative	1TP
<b>Gilberto Ferreira</b>	Guinée Bissau Cap-Vert	FGTB	ESS	C PGM et Projet CNCD	Partenariat Sud (0,4TP) Partenariat Nord (0,6TP)	1TP
<b>Perrine Crevecoeur</b>	Burkina Faso	FPS (UNMS)	Protectio n sociale : travail décent santé	PF Travail décent ; PF Solidarité santé ACH'Act PF MasMut Solidar	Partenariat Sud (0,4TP) Partenariat Nord (0,4TP)	0,8TP
<b>Gladys Cifuentes</b>	Colombie Bolivie		Colombie	OIDHACO Réseau BC B Gender	Chargé partenariat Sud (0,7TP) Chargé partenariat Nord (0,3TP)	1TP
<b>François Sarramagnan</b>	Palestine Sénégal		Palestine	ABP /PF Made in Illegality/PF Dexia Groupe Coordination ACC	Chargé partenariat Sud (0,7TP) Chargé partenariat Nord (0,3TP)	1TP

				PF MasMut		
<b>Sylvie Demeester</b>	RDC Burundi		Afrique centrale	PF Afrique centrale AgriCongo Eurac PF Masmut	Chargé partenariat Sud (0,7TP) Chargé partenariat Nord (0,3TP)	1TP
<b>Veronique Wemaere</b>	Maroc			ACODEV (AG et CA); Comité de liaison ACC ; Comité Pilotage MasMut ; Comité Pilotage Travail décent	Chargé partenariat Sud (0,3TP) Coordination générale partenariats sud + financière (0,7TP)	1TP
<b>TOTAL</b>						8,8TP

La dimension technico méthodologique de l'appui aux mutuelles de santé est assurée par les trois chargés de partenariat concernés pour ce suivi impliquant la participation aux cellules de coordination « pays » et aux groupes de travail mis en place par le programme MasMut. Une personne pilote le suivi (PC) « santé et protection sociale »

Le suivi de la thématique économie sociale et solidaire (ESS) est piloté par le groupe de travail ESS du CODAC en collaboration avec 2 experts (Frédéric Thomas du CETRI) et Salvatore Vetro (Autre Terre) membres du CODAC. Une personne (GF) en assure la coordination.

2. Répartition des fonctions au sein **du département support** : administration, comptabilité, suivi budgétaire des programmes, gestion des ressources humaines, récolte de fonds, logistique, secrétariat.

	Représentation	Fonction	Temps de travail
<b>Alexandra Noel</b>	FEONG GT« ressources humaines » ACODEV	GRH	0,75TP
<b>Casimir Nsabimana</b>		Comptabilité	1TP
<b>Karima Sebbah</b>		Suivi budgétaire des programmes	0,75TP
<b>Saïfe Kayal</b>		Logistique/ maintenance informatique	1TP
<b>Odette Cappe</b>		Secrétariat / base de données	0,75TP
<b>Patrick Abeels</b>		Branding & récolte de fonds	0,5TP
<b>Aurore Schreiber /Ioanna Gimnopoulou</b>		Communication récolte de fonds	0,5TP
<b>Thibaut Michot</b>	CNCD, CWBCI, PS, IEV	Coordination générale Support	1TP
<b>TOTAL</b>			6,25TP

Il faut noter qu'au minimum 1 ETP complémentaire est toujours nécessaire afin de rencontrer au mieux nos objectifs de récolte de fonds, de diversification des sources de financement et de suivi des partenariats. La situation financière générale de l'organisation ne permet pas jusqu'à présent de supporter cette charge salariale supplémentaire. L'annonce du départ du directeur administratif et financier prévu début 2016 nous amène à reconsidérer l'organisation interne de Solidarité Socialiste en tentant de répondre aux besoins prioritaires actuels de l'ONG et futurs en matière de ressources humaines.

En ce qui concerne la formation du personnel au court de l'année :

Formations suivies par les membres du personnel pour un total de 583 heures (la CCT relative aux efforts de formation pour la SCP 329.02 est de 5 heures et 24 minutes par ETP au 1er janvier 2015) dans les matières suivantes :

- Appui à la gestion des risques » : 8 personnes
- Formation en néerlandais » : 3 personne (bénéficiant des congés d'éducation)
- Formation en espagnol » : 2 personnes (bénéficiant des congés d'éducation)
- Informatique » : 1 personne (bénéficiant des congés d'éducation)
- exercer l'autorité avec fermeté » : 1 personne
- coaching en gestion de et par les processus » : 1 personne
- Winbooks » : 1 personne
- B.A.-BA de l'économie sociale » avec SAW-B: 9 personnes
- Réinventez vos prestations » : 1 personne
- Quels outils pour enrichir mes contenus multimédia» : 1 personne
- Ecriture de presse» : 1 personne

Une personne a bénéficié d'un outplacement suite à son licenciement.



## 9. Le fonctionnement des instances

**Le Comité de Direction** s'est réuni à 2 reprises durant l'année 2015.

La composition du Comité de Direction au 31/12/2014 était la suivante :

Président : Alain COHEUR

Directeur Administratif & Financier : Thibaut MICHOT

Directrice de l'Action de partenariats Sud : Véronique WEMAERE

Directrice de l'Action politique et éducative : Pascale BODINAUX

**Des Bureaux exécutifs restreints** (Présidence et vice présidences) se sont réunis à 2 reprises en 2015, notamment dans le cadre de la réorganisation de Solidarité Socialiste, suite à l'annonce du départ du Directeur administratif et financier, Thibaut Michot.

**Le Bureau Exécutif « large »** s'est réuni à deux reprises en 2015.

La composition du BE au 31/12/2015 était la suivante :

Président : Alain COHEUR.

Vice-président(e)s : Delphine HOUBA, Véronique JAMOULLE et Jean-François RAMQUET.

Secrétaire : Marie-Caroline COLLARD.

Trésorier : Willy TAMINIAUX.

Invité permanent : Rafael LAMAS.

**Le CA** s'est réuni deux fois et l'AG une fois.

La composition du CA au 31/12/2015 était la suivante :

Marie ARENA, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Alain COHEUR, Marie-Caroline COLLARD, Etienne GODIN, Martini HAGIEFSTRATIOU, Delphine HOUBA, Véronique JAMOULLE, Gabrielle JOTTRAND, Rafael LAMAS, Philippe MAHOUX, Jean-François RAMQUET, Willy TAMINIAUX, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN, Brahim Benhaddou (nouveau membre du CA et de l'AG depuis l'AG du 24/06/2015).

En date du 8 octobre 2015, Monsieur Philippe Mahoux nous a fait parvenir sa démission en tant que membre du Conseil d'administration, démission approuvée à l'AG du 24 juin 2015. Madame Gwenaëlle Grovonijs sera proposée en tant que membre du CA à l'AG statutaire de Solidarité Socialiste en juin 2016 et, dans l'intervalle, le CA du 23/11/2015 lui a conféré le statut d'invitée afin qu'elle puisse d'ores et déjà suivre ses travaux.

**L'Assemblée générale** s'est tenue le 24 juin 2015.

La composition de l'AG au 31/12/2015 était la suivante :

AMAND Jean-Marie, BEAUFORT Alain, BODSON Thierry, BOURGAUX Jacques, BREYER Christelle, BRUMAGNE Dominic, CHOQUET Sébastien, COHEUR Alain, COLLARD Marie-Caroline, CORNU Tanguy, EBOKO Rose, EL FASSI Chiraz, GAMBINI Antonio, GILLON Stéphane, GODIN Etienne, GOLDSTEIN Yves, GOSSELIN Frédéric, GROVONIJS Gwenaëlle, HAGIEFSTRATIOU Martini, HOUBA Delphine, JAMOULLE Véronique, JOTTRAND Gabrielle, LALOY Marie-José, LAMAS Rafael, LARDOT Pierre, LEPOIVRE Florence, MAHOUX Philippe, RAMQUET Jean-François, SIMONIS Isabelle, SPELTDOORN Marnic, TAMINIAUX Willy, TARABELLA Marc, VAN MUYLDER Philippe, VERTENEUIL Robert, VIENNE Christiane, ZRIHEN Olga.

## 10. Liste des acronymes

<b>ABI</b>	Accords Bilatéraux d'Investissement
<b>AC</b>	Analyse contextuelle
<b>ACC</b>	Analyses Contextuelles Communes
<b>ACC TD</b>	Analyse Contextuelle Commune Travail Décent
<b>ACMU</b>	Agence pour la Couverture Maladie Universelle
<b>ACNG</b>	Acteur de la Coopération Non Gouvernementale
<b>ACODEV</b>	Fédération des ONG francophones et germanophones de Belgique
<b>ACS</b>	Action Commune Socialiste
<b>AD</b>	Acção para o Desenvolvimento
<b>ADFM</b>	Association Démocratique des Femmes au Maroc
<b>ADIM</b>	Associação de Desenvolvimento Integrado das Mulheres
<b>ADISCO</b>	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
<b>AFAQ</b>	Action Femmes des Associations des Quartiers du Grand Casablanca
<b>AG</b>	Assemblée générale
<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenus
<b>AIM</b>	Association Internationale de la Mutualité
<b>AJR</b>	Action Jeunes des Associations des Quartiers de Casablanca
<b>ALCS</b>	Association de lutte contre le SIDA
<b>AMCI</b>	Agence Marocaine de Coopération Internationale
<b>AMDH</b>	Association Marocaine des Droits de l'Homme
<b>AMO</b>	Assurance Maladie Obligatoire
<b>AMU</b>	Assurance Maladie Universelle
<b>AMVEF</b>	Association Marocaine de lutte contre la violence à l'égard des femmes
<b>ANCAR</b>	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
<b>ANMC</b>	Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (Belgique)
<b>APALCOF</b>	Associação das Produtoras e de Autopromoção para a Luta Contra a Fome
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>APE</b>	Accords de Partenariat Economique
<b>APEFE</b>	Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Etranger
<b>APFNL</b>	Agence de Promotion des Produits Forestiers Non Ligneux
<b>API</b>	Agence burundaise de Promotion des Investissements
<b>APROFES</b>	Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise
<b>ARAF</b>	Association Régionale des Agriculteurs de Fatick
<b>ASMADE</b>	Association Songui Manégré - Aide au Développement
<b>ASS</b>	Associations
<b>ATI</b>	Association de Travail Interdisciplinaire
<b>ATTAC</b>	Association pour une Taxation sur les Transactions financières et l'Action Citoyenne
<b>ATY</b>	Association Tind Yalgré
<b>AVACOG</b>	Associação das Viúvas de Antigos Comatentes
<b>AVD</b>	Association Villageoise de Développement
<b>AVEC</b>	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
<b>BD</b>	Broederlijk Delen
<b>BDS</b>	Boycott, désinvestissement et sanctions (campagne)
<b>BE</b>	Bureau Exécutif
<b>BISAN</b>	BISAN CENTER for Research & Development
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>BM</b>	Banque Mondiale

<b>CA</b>	Conseil d'Administration
<b>CAM</b>	Carte d'Assistance Médicale
<b>CARTPL</b>	Collectif des Associations des Restauratrices et des Transformatrices des Produits Locaux de Ouaga
<b>CATISO</b>	Centre d'Appui technique aux initiatives socio-économiques de prévoyance et solidarité
<b>CATT</b>	Centrale d'Achat de Touba Toul
<b>CECODEL</b>	La Plateforme Ecologique et Social pour le Développement d'Achocalla
<b>CEDAVES</b>	Centro de Promoção e Desenvolvimento de Avicultura Familiar
<b>CEF</b>	Conseil à l'Exploitation Familiale
<b>CENADEP</b>	Centre National d'Appui au Développement à la Participation Populaire
<b>CENI</b>	Commission Electorale Nationale Indépendante
<b>CEPAG</b>	Centre d'Education Populaire André Genot (de l'interrégionale wallonne)
<b>Cercles solidaires</b>	Groupes autogérés 30 personnes garant de l'emprunt de chaque membre.
<b>CETRI</b>	Centre Tricontinental
<b>CG</b>	Centrale Générale (FGTB)
<b>CGAT</b>	Centre de Gestion des risques et d'Accompagnement Technique des mutuelles de santé
<b>CGSP</b>	Centrale Générale des Services Publics (FGTB)
<b>CI</b>	Cartographie des Incidences
<b>CIDES – UMSA</b>	Ciencias del Desarrollo de la Universidad Mayor de San Andrés
<b>CIM</b>	Comité d'Initiative Mutuelliste
<b>CIOEC</b>	Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígenas y Originarias de Bolivia
<b>CLACSO</b>	Conseil Latino-Américain de sciences Sociales
<b>CLO</b>	Comité Local d'Orientation
<b>CM</b>	Centre Médical
<b>CMA</b>	Centre Médical avec Antenne chirurgicale
<b>CMB</b>	Chambre Municipale de Bissau
<b>CMS</b>	Cadre pour la Mobilisation Sociale
<b>CMU</b>	Couverture Maladie Universelle
<b>CNAC</b>	Confédération Nationale des Associations des Caféculteurs du Burundi
<b>CNAM</b>	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
<b>CNCD</b>	Centre National de Coopération au Développement (Belgique)
<b>CNCR</b>	Conseil National de Coopération et de Concertation des Ruraux
<b>CNONGD</b>	Assemblée générale du Conseil National des ONG de Développement du Congo
<b>CNPS</b>	Commission Nationale de la Protection Sociale
<b>CNRA</b>	Centre national de Recherche Agronomique
<b>CNSS</b>	Caisse Nationale de la Sécurité Sociale
<b>COCOCA</b>	Union des Coopératives de Caféculteurs
<b>CODAC</b>	Comité D'accompagnement du programme de SolSoc
<b>CODEP</b>	Consejos Departamentales Economicos Productivos
<b>COES</b>	Conseils Economiques Sociaux
<b>COMEP</b>	Consejos Municipales Economicos Productivos
<b>COMPIL</b>	Comité de Pilotage
<b>CONAPAC</b>	Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo
<b>CONCIPO</b>	Comité Civique de Potosi
<b>Confectionistas</b>	Personnes qui travaillent dans l'élaboration de vêtements pour vendre au niveau local ou aux multinationales
<b>CONGAD</b>	Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement

<b>COOAGROMUISCA</b>	Coopérative « agropecuaria » Muisca
<b>COOPROFECO</b>	Coopérative de Production par la Femme Congolaise
<b>COPADE</b>	Convention des Organisations Paysannes pour le Développement de l'Équateur
<b>COPEP</b>	Consejos Regionales Economicos Productivos
<b>COPI</b>	Comité de Pilotage
<b>CORAP</b>	Coalition des organisations pour le suivi des réformes et de l'action publique
<b>COSYBU</b>	Confédération des Syndicats du Burundi
<b>CPD</b>	Cohérence des Politiques pour le Développement
<b>CPE</b>	Constitution Politique de l'Etat
<b>CPSD</b>	Comités des Partenaires pour la Santé et le Développement (Burundi)
<b>CPVV</b>	Comité Provinciaux de Vérification et de Validation (Burundi)
<b>CRAFOP</b>	Comité de Réveil et d'Accompagnement des Forces Paysannes
<b>CRD</b>	Comités Régionaux de Développement
<b>CS</b>	Central Social
<b>CSB</b>	Confédération Syndicale Burkinabè
<b>CSB</b>	Confédération Syndicale du Burundi
<b>CSC</b>	Cadre Stratégique Commun
<b>CSLP</b>	Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
<b>CSPS</b>	Centre de Santé et de Promotion Sociale
<b>CSUTCB</b>	Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie
<b>CTB</b>	Coopération Technique Belge
<b>CWBI</b>	Coopération Wallonie Bruxelles Internationale
<b>DAC</b>	Dynamique d'Action Citoyenne
<b>DES</b>	Droits Economiques et Sociaux
<b>DGD</b>	Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire
<b>DIOBASS</b>	Plateforme DIOBASS au Kivu
<b>DMEG</b>	Dépôt de Médicaments Essentiels Génériques
<b>DPAE</b>	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'élevage
<b>DRDR</b>	Direction Régionale de Développement Rural
<b>DYN</b>	Dynamiques
<b>EC</b>	Équipe de Coordination
<b>ECOSOL</b>	Economie Sociale et Solidaire
<b>ED</b>	Education au Développement
<b>EFI</b>	Exploitation Familiale Intégrée
<b>EGABI</b>	Entente des Groupements Associés de Birkilane
<b>ELC-H</b>	Espace Local de Concertation de producteurs des de Légumes (Hortalizas).
<b>ELN</b>	Ejército de liberación nacional (armée National de Liberation)
<b>ENGIM</b>	Ente Nazionale Giuseppini Murialdo
<b>EP</b>	Education Populaire
<b>ESS</b>	Economie Sociale et Solidaire
<b>ETD</b>	Entités Territoriales Décentralisées
<b>EURAC</b>	Réseau européen de plaidoyer sur l'Afrique Centrale
<b>F</b>	femmes
<b>FADOC</b>	Fonds d'Appui à la Dynamisation des Organisations Communautaires de base
<b>FARC</b>	Forces Armées Révolutionnaires de Colombie
<b>FARM</b>	Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde
<b>FDT</b>	Fédération Démocratique du Travail
<b>FEBUTRA</b>	Fédération Burundaise des Travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac

<b>Fedeasociadas</b>	Federación de Organizaciones Asociadas del valle
<b>FEGPAB</b>	Fédération des Groupements Paysans du Baol
<b>FEMUSCABU</b>	Fédération des Mutuelles de Santé du Burundi
<b>FENOP</b>	Fédération Nationale des Organisations Paysannes
<b>FGPN</b>	Fédération des Groupements de Producteurs du Nayala
<b>FGTB</b>	Fédération Générale des Travailleurs de Belgique
<b>FINS</b>	Fundacion Intercultural Nor Sud
<b>FLDDF</b>	Fédération de la Ligue Démocratique des Droits de la Femme
<b>FMDH</b>	Forum Mondial des Droits de l'Homme
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>FNDASO</b>	Fonds National de Développement Agro-sylvo-pastoral
<b>FNRAA</b>	Fonds National de Recherche Agricole et Agroalimentaire
<b>FOBABU</b>	Forum des Producteurs Agricoles du Burundi
<b>FOMENTAMOS</b>	Corporación para el Fomento de las Microfinanzas y el Microcrédito
<b>FONDIOC :</b>	Fonds de Développement Indigène Originaire Paysan
<b>FONGS</b>	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal
<b>FOP</b>	Fédération des organisations paysannes
<b>FOS</b>	Fonds Ontwikkeling Samenwerking
<b>FPI</b>	Fonds pérennes intrants
<b>FPS</b>	Femmes Prévoyantes Socialistes
<b>FSA</b>	Forum Social Africain
<b>FSM</b>	Forum Social Mondial
<b>FSMAS</b>	Action Jeunesse du Forum Marocain des Alternatives
<b>GAF</b>	Gestion administrative et financière
<b>GAR</b>	Gestion Axée Resultat
<b>GFITUP</b>	General Federation of Independent Trade Unions
<b>GIE</b>	Groupement d'Intérêt Économique
<b>GPF</b>	Groupements de Promotion Féminine
<b>GREEN SENEGAL</b>	Groupe de Recherche et d'Etudes Environnementales
<b>GT</b>	Groupe de Travail
<b>GUPW</b>	General Union of Palestinian Women
<b>HORECA</b>	Hôtellerie, restaurants et transformation d'aliments
<b>HORVAL</b>	FGTB HORVAL (HORECA-VOEDING-ALIMENTATION)
<b>IDH</b>	Impôt sur les hydrocarbures (au Burkina)
<b>IDH</b>	Indice de Développement Humain
<b>IESS</b>	Initiative d'Economie Sociale et Solidaire
<b>IEV</b>	Institut Emile Vandervelde
<b>IFAAP</b>	Institut de formation et d'appui aux acteurs de proximité
<b>IFSI</b>	Service International de la FGTB
<b>IMF</b>	Institut de Microfinance
<b>IMI</b>	Instituto Mozdhair Internacional
<b>IMJD</b>	institut marocain des jeunes pour la jeunesse et la démocratie
<b>INADES</b>	Institut Africain pour le Développement Economique et social
<b>INDH</b>	Initiative Nationale de Développement Humain
<b>IPC</b>	Institut Populaire de Capacitation (formation)
<b>IPSP</b>	Instrument Politique pour la Souveraineté du Peuple
<b>ISRA</b>	Institut Sénégalais de Recherche Agricole
<b>ITA</b>	Institut des Technologies Alimentaires
<b>ITECO</b>	Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale
<b>Itoco</b>	Red Juvenil Itoco (Itoco : nom d'un indigène)

<b>JFD</b>	les jeunes femmes démocrates
<b>LDDF</b>	Ligue Démocratique pour les Droits de la Femme
<b>LOASP</b>	Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale
<b>LONALO</b>	(Loboko Na Loboko) est la mutuelle communautaire de l'Équateur
<b>M20F</b>	Mouvement du 20 février
<b>MA</b>	Marchands ambulants
<b>MASMUT</b>	Plateforme belge de Microassurance santé et mutuelles de santé
<b>MEC</b>	Mutuelle d'Epargne Crédit
<b>MECAT</b>	Mutuelle d'Epargne et de Crédit Aprofes/Téranga
<b>MENA</b>	Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation
<b>MESyCJB</b>	Mouvement de l'économie solidaire et du commerce équitable de Bolivie
<b>METPS</b>	Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale
<b>MFPTSS</b>	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Sécurité Sociale
<b>MIGA</b>	Mouvement d'intégration gastronomique de Bolivia
<b>MII</b>	Made In Illegality (campagne)
<b>MJS</b>	Mouvement des Jeunes Socialistes
<b>MOCS - CHIPAQUE</b>	Mercado Orgánico Consciente y Solidario de Chipaque
<b>MONUSCO</b>	Mission des Nations unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo
<b>MRE</b>	Marocains Résidents à l'Etranger
<b>MS</b>	Mutuelle de Santé
<b>MSP</b>	Ministère de la Santé Publique
<b>MSPLS</b>	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida
<b>MUNASA</b>	Mutualité Nationale de Santé
<b>MUSCABUS</b>	Mutuelle de Santé des caféiculteurs
<b>MUT</b>	Mutuelles
<b>N/S</b>	Nord -Sud
<b>NADEL</b>	Associação Nacional para o Desenvolvimento Local Urbano
<b>OCB</b>	Organisation Communautaire de Base
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
<b>OCEC</b>	Organisation Communautaire d'Education Civique
<b>ODD</b>	Objectifs de développement Durable
<b>ODJ</b>	Ordre du jour
<b>ODT</b>	Organisation démocratique du travail
<b>OECAS</b>	Organisations économiques paysannes indigènes originaires
<b>OECOM</b>	Organisation économiques communautaires
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OIDHACO</b>	Bureau International pour les droits humains en Colombie
<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail
<b>OMD</b>	Objectif du Millénaire pour le Développement
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>OP</b>	Organisation de Producteurs
<b>OP et OPA</b>	Organisation Paysanne
<b>OS</b>	Objectif Spécifique
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>PA</b>	Partenaire associé (contrat avec SolSoc)
<b>PA</b>	Plan d'Action
<b>PAC</b>	Présence et Action Culturelles
<b>PAC</b>	Popular Art Center (Palestine)
<b>PADS</b>	Programme d'Appui au Développement Sanitaire



<b>PAISEJ</b>	Projet d'appui à l'insertion socio-économique des jeunes en commune Ndava
<b>PAMUSAB</b>	Plateforme des Mutuelles de santé du Burundi
<b>PAODES</b>	Programme d'Appui à l'Offre et à la Demande de Soins
<b>PCV</b>	PROCIVICUS = Programa do Reforço da Intervenção local das Organizações da Sociedade Civil Guine-Bissau
<b>PE</b>	Parlement Européen
<b>PFIA</b>	Plateformes d'Innovation Agricole
<b>PGFTU</b>	Palestinian General Federation of Trade Unions
<b>PGM</b>	Programme
<b>PIC</b>	Programme Indicatif de Coopération
<b>PL</b>	Partenaire Limitrophe
<b>PNPS</b>	Programme National d'Appui à la Protection Sociale
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le Développement
<b>POAS</b>	Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
<b>PRACAS</b>	Programme d'accélération de la cadence agricole au Sénégal
<b>PROMUSCABU</b>	Programme des Mutuelles de Santé des caféiculteurs du Burundi
<b>PSE</b>	Plan Sénégal Emergent
<b>PTA</b>	Plan de travail annuel
<b>PTF</b>	Partenaires techniques et financiers
<b>PTUF</b>	Palestinian Trade Union Federation
<b>PV</b>	Procès-Verbal
<b>RAC</b>	Revue Annuelle Conjointe
<b>RADEL</b>	Rede de Associações para o Desenvolvimento Local de sector de Cacine
<b>RADL</b>	Réseau Andine de Développement local
<b>RAF</b>	Responsable Administratif et Financier
<b>RAMED</b>	Régime d'Assistance Médicale
<b>RAMOB</b>	Rede de Associações de Moradores de Bairros de Bissau
<b>RC3</b>	Réseau de commercialisation communautaire de Colombie
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>REDCOM</b>	Réseau Colombien de Commercialisation et Développement Communautaire
<b>REDEPAZ</b>	Red nacional de iniciativas ciudadanas por la Paz y contra la guerra
<b>REDESOL</b>	Réseau d'Économie Solidaire Colombie
<b>REDI</b>	Association Réseau des ONG pour le développement des pays Ibero-américaines;
<b>RELACC</b>	Réseau Latino-américain de Commercialisation Communautaire
<b>REMESS</b>	Réseau Marocain d'Economie Sociale et Solidaire
<b>REPAM</b>	Réseau parlementaire d'appui à la mutualité au Burkina Faso
<b>RESAQ</b>	Réseau des Associations de Quartier du Grand Casablanca
<b>Réseau</b>	Réseau pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Economiques et Sociaux (en RDC)
<b>ROPAFKI</b>	Réseau des Organisations de Producteurs Agricoles Familiaux de Kinshasa
<b>RTES</b>	Réseau tunisien d'économie sociale et solidaire
<b>RTPS</b>	Réunion Technique Partenariat Sud
<b>SAAS</b>	Associations de Solidarité Associatives d'Aïn Sbaa
<b>SALSA</b>	Comité de Integración por la Soberanía y Autonomía Alimentaria
<b>SAW-B</b>	Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelles
<b>SC</b>	Société Civile
<b>SDDR</b>	Service Départemental de Développement Rural
<b>SDL</b>	Station de lavage
<b>SE</b>	Secrétaire Exécutif
<b>SETM/SESO</b>	Solidarité Etudiants Tiers Monde/ Service Social de Solidarité Socialiste

<b>SNCASP</b>	Système National du Conseil agro-sylvo-pastoral
<b>SNDES</b>	Stratégie Nationale de Développement Economique et Social
<b>SOGESTAL</b>	Société de Gestion des Stations de Lavage
<b>SP</b>	Secrétariat Permanent
<b>SPONG</b>	Secrétariat Permanent des ONG (au Burkina)
<b>SUCO</b>	Solidarité Union Coopération
<b>Tassib</b>	Tissus associatif de Bernoussi
<b>TLC</b>	Traité de Libre Commerce
<b>UAC</b>	União de Associações de Cantanhez
<b>UAM</b>	Union des associations de Mohammédia
<b>UDAM</b>	Unité Départementale de l'assurance Maladie
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UEMOA</b>	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
<b>UGPM</b>	Union des Groupements Paysans de Mékhé
<b>UGTM</b>	Union générale des travailleurs du Maroc
<b>UHACOM</b>	Union Haguruka des coopératives multifilières
<b>UMT</b>	Union Marocaine du travail
<b>UMUSAC</b>	Union des Mutuelles de Santé de la région du Centre (Burkina)
<b>UNAMUSC</b>	Union Nationale des Mutuelles de Santé Communautaires
<b>UNMS</b>	Union Nationale des Mutualités Socialistes
<b>UPCA</b>	União de Produtores de Cadeia Avicola
<b>UPH</b>	Université Populaire Haguruka
<b>Vallenpaz</b>	Corporación para el Desarrollo y Paz del Sur Occidente Colombiano
<b>Volvalle</b>	Asociación de voluntarios de Valle del Cauca
<b>WSM</b>	Wereld Solidariteit – Solidarité Mondiale